

1.a Rapport de présentation

Diagnostic et Etat Initial de l'Environnement

Cachets et visas

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil

Communautaire du **25 Septembre 2017**

approuvant le Plan Local d'Urbanisme des Terres d'Aurignac

PLU DES TERRES D'AURIGNAC

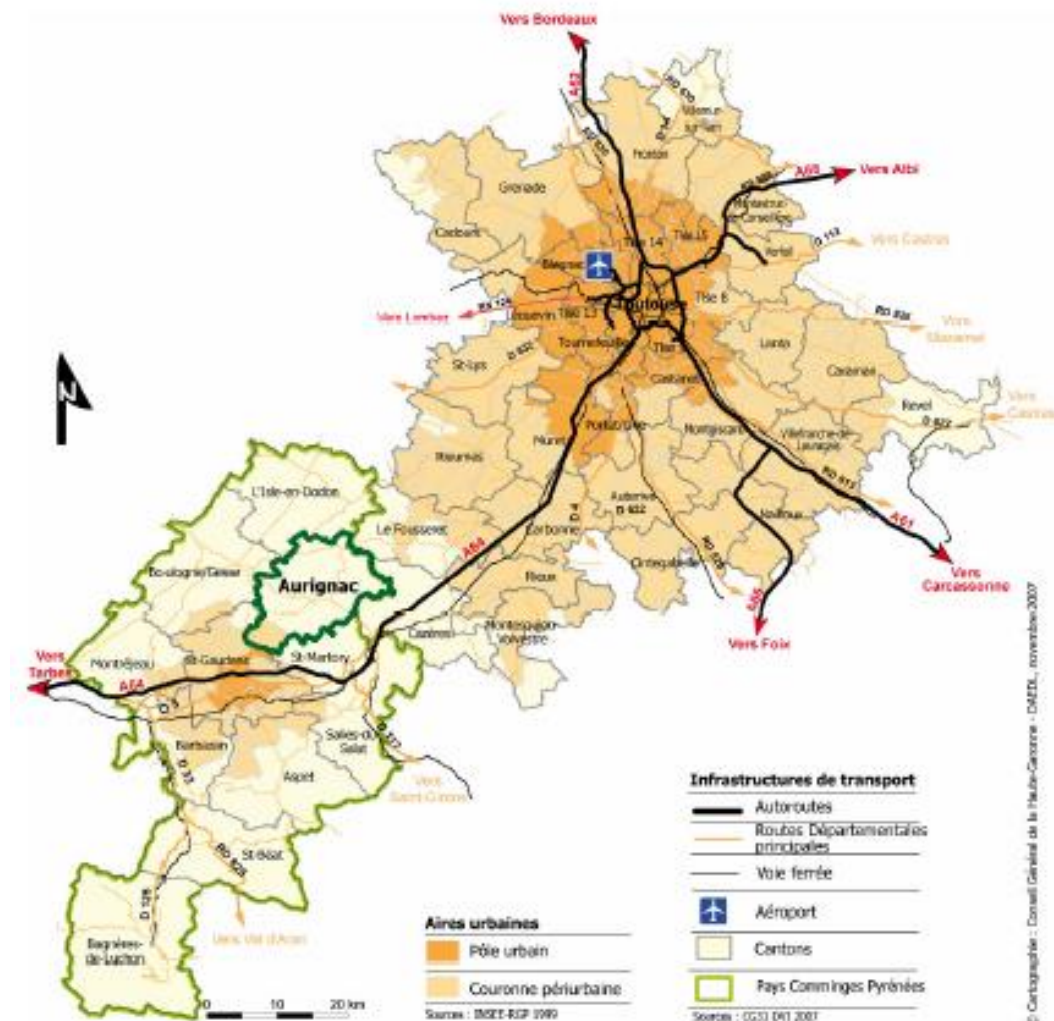
Sommaire

Préambule : contexte territorial	3
1.1. Un territoire relativement enclavé ...	4
1.2. ... et au cœur d'un territoire de projet, le Pays Comminges Pyrénées.	5
Partie 1. : Dimension socio-démographique	6
1.1. Evolutions démographiques	7
1.2. Habitat : Un territoire résidentiel	13
1.3. Analyse de la consommation d'espace	24
1.4. SYNTHESE DEMOGRAPHIE-HABITAT	27
Partie 2. Dimension équipements & déplacements	28
2.1. Les équipements	29
2.2. Les déplacements	39
2.3. Le stationnement	41
2.4. SYNTHESE EQUIPEMENTS & DEPLACEMENTS	42
Partie 3. Dimension économique	43
3.1. Un territoire reposant essentiellement sur l'économie résidentielle	44
3.2. Une activité économique de plus en plus liée à la sphère présentielle	46
3.3. Un secteur industriel encore présent	48
3.4. Un secteur agricole fragilisé mais indispensable à la vie locale	49
3.5. Un potentiel touristique à mettre en valeur	67
3.6. SYNTHESE ECONOMIE	68
Partie 4. : Dimension environnementale & paysagère	69
4.1. Etat Initial de l'Environnement	70
4.2. Organisation urbaine	142
4.3. Analyse du potentiel de densification	164
4.4. SYNTHESE ORGANISATION URBAINE ET RESEAUX	169

PREAMBULE : CONTEXTE TERRITORIAL

De par sa situation géographique, le territoire de la CCTA a longtemps été relativement enclavé et s'est plutôt développé en direction des cantons de L'Isle-en-Dodon, Boulogne-sur-Gesse et Saint-Gaudens.

Aujourd'hui, l'axe très sollicité de la D 635 ouvre de plus en plus le territoire vers l'autoroute A64 et l'échangeur autoroutier de Boussens, situé à une dizaine de km au Sud-Est d'Aurignac. Cet axe permet de rejoindre Toulouse en moins d'une heure.

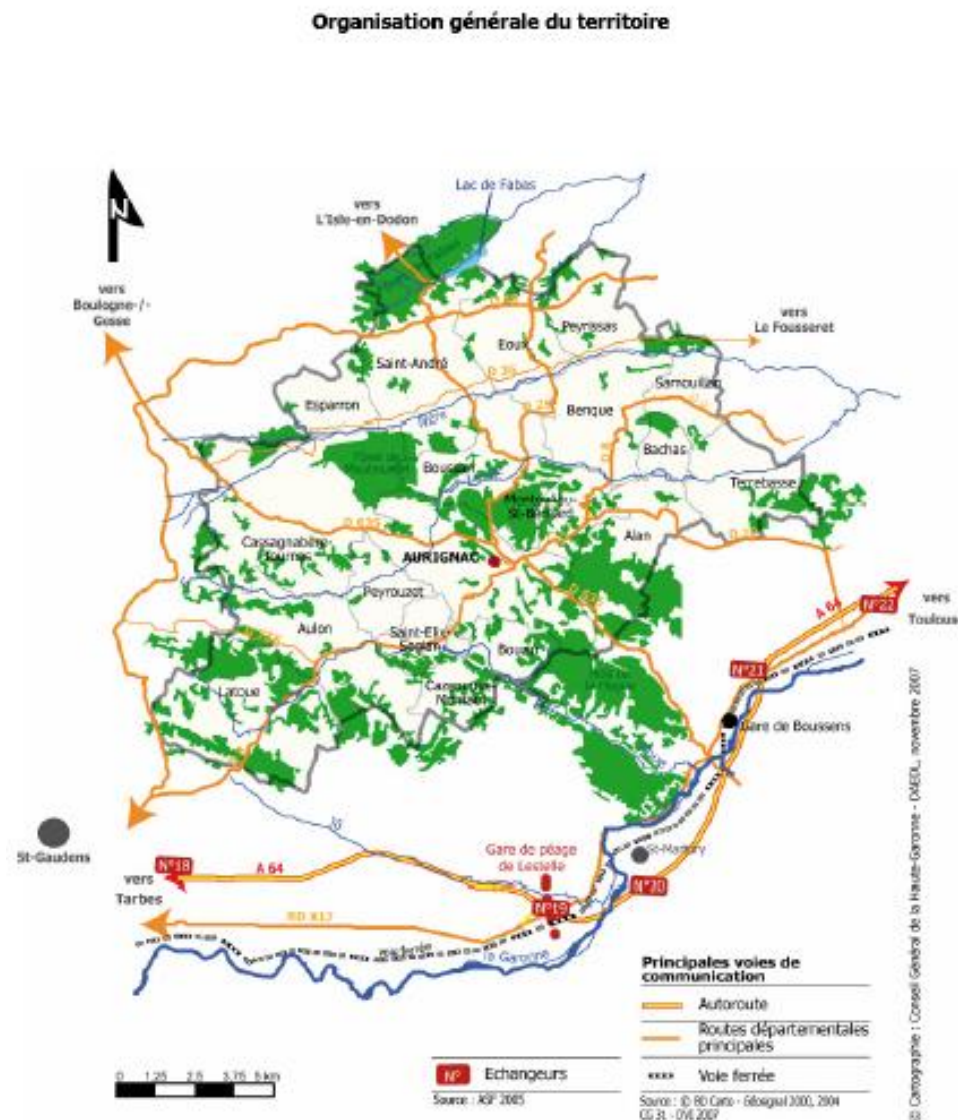


1.2. ... et au cœur d'un territoire de projet, le Pays Comminges Pyrénées.

La Communauté de Communes des Terres d'Aurignac (CCTA) se situe au sein du Pays Comminges-Pyrénées, qui regroupe 235 communes, dont 9 Communautés de Communes.

Ce territoire est relativement dynamique. D'ailleurs, plusieurs démarches sont aujourd'hui proposées à l'échelle du Pays (Charte de Pays, Projet culturel de territoire, OPAH, Schéma de développement économique, Charte forestière, ...)

Source : Etude de Positionnement, CG31

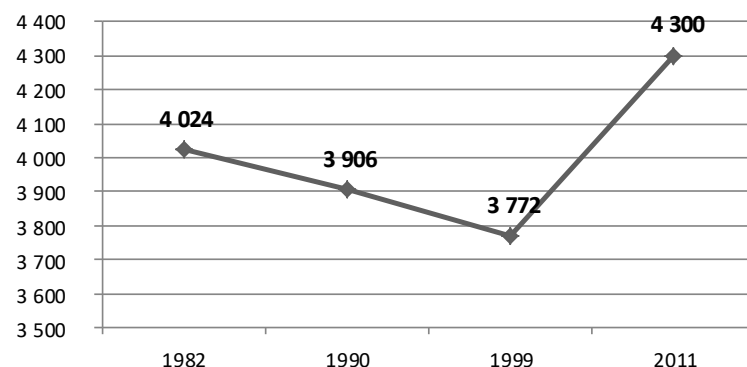


Partie 1. : DIMENSION SOCIO- DEMOGRAPHIQUE

1.1. Evolutions démographiques

1.1.1. Une attractivité retrouvée après une longue période d'exode rural

Evolution de la population de la CCA entre 1982 et 2010



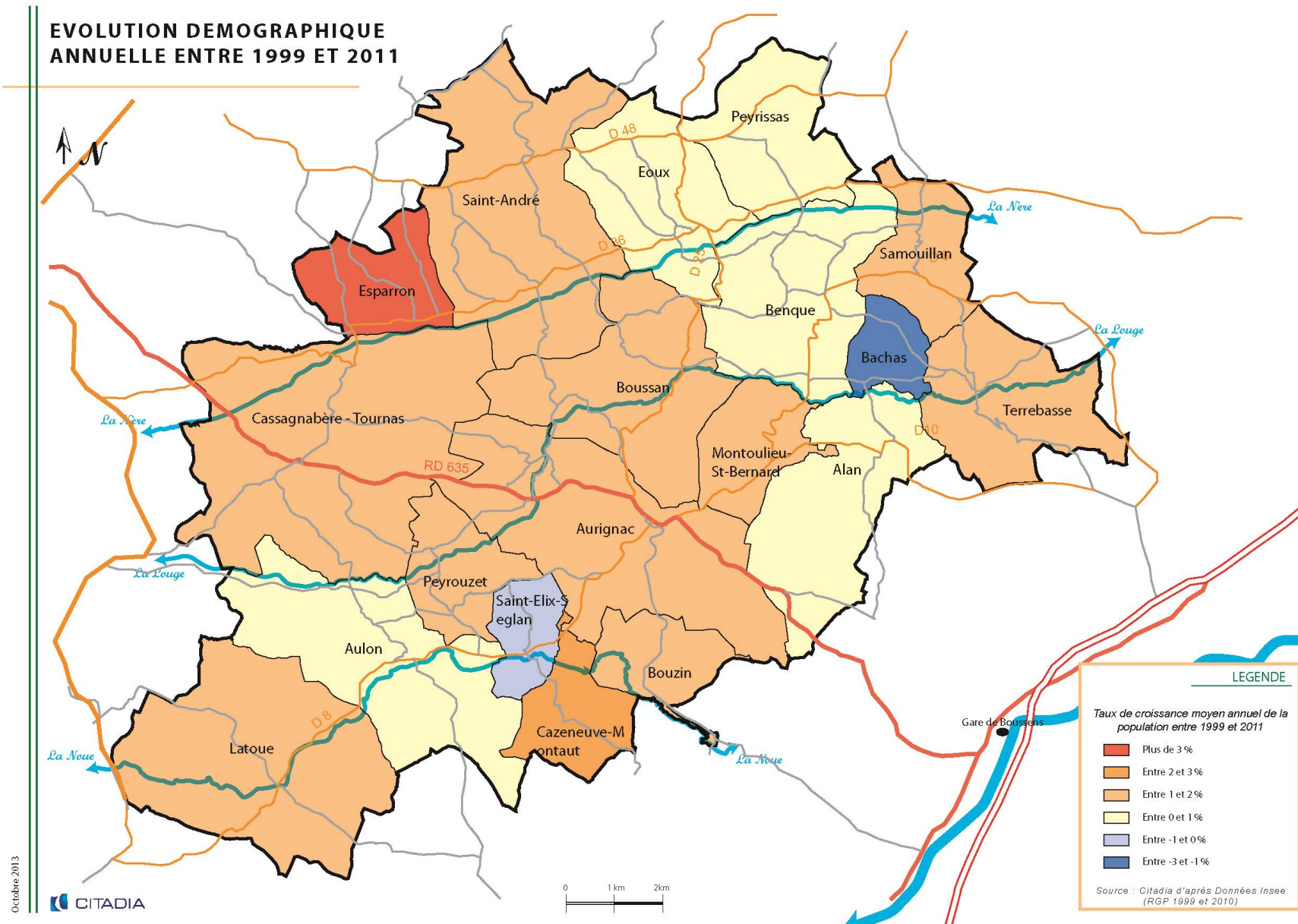
Le territoire a été frappé par un exode rural important. Cependant, la tendance s'inverse peu à peu. Comptant 3772 habitants au recensement de 1999, le territoire a connu depuis, une forte hausse de sa population. Les habitants de la CCTA étaient au nombre de 4 300 au 1^{er} janvier 2011. Le territoire intercommunal a ainsi connu une augmentation de près de 530 habitants soit une progression annuelle de 1,1 % (soit 47 habitants supplémentaires chaque année). Selon cette tendance observée sur la dernière décennie, la population peut être estimée à un peu plus de 4 450 habitants en 2014.

La CCTA s'inscrit dans le contexte démographique du département. Elle profite désormais d'une dynamique démographique liée à l'étalement urbain. Entre les recensements de 1999 et de 2011, c'est le secteur central de la communauté de communes qui a vu sa population le plus augmenter (+278 habitants, dont + 191 sur la seule commune d'Aurignac).

Les communes de Bachas de Saint-Elix Seglan ont perdu des habitants sur la même période. La croissance de population observée entre 1999 et 2011 apparaît ainsi fortement concentrée sur quelques communes. Aurignac représente à elle seule plus du tiers de cette croissance et plus des trois quart du nombre d'habitants supplémentaires sont recensés sur cinq communes : Aurignac (+ 191 hab.), Boussan (+ 32 hab.), Montoulieu-Saint-Bernard (+ 34 hab.), Cassagnabère (+ 60 hab.), Latoue (+ 47 hab.) et Saint-André (+ 35 hab.).

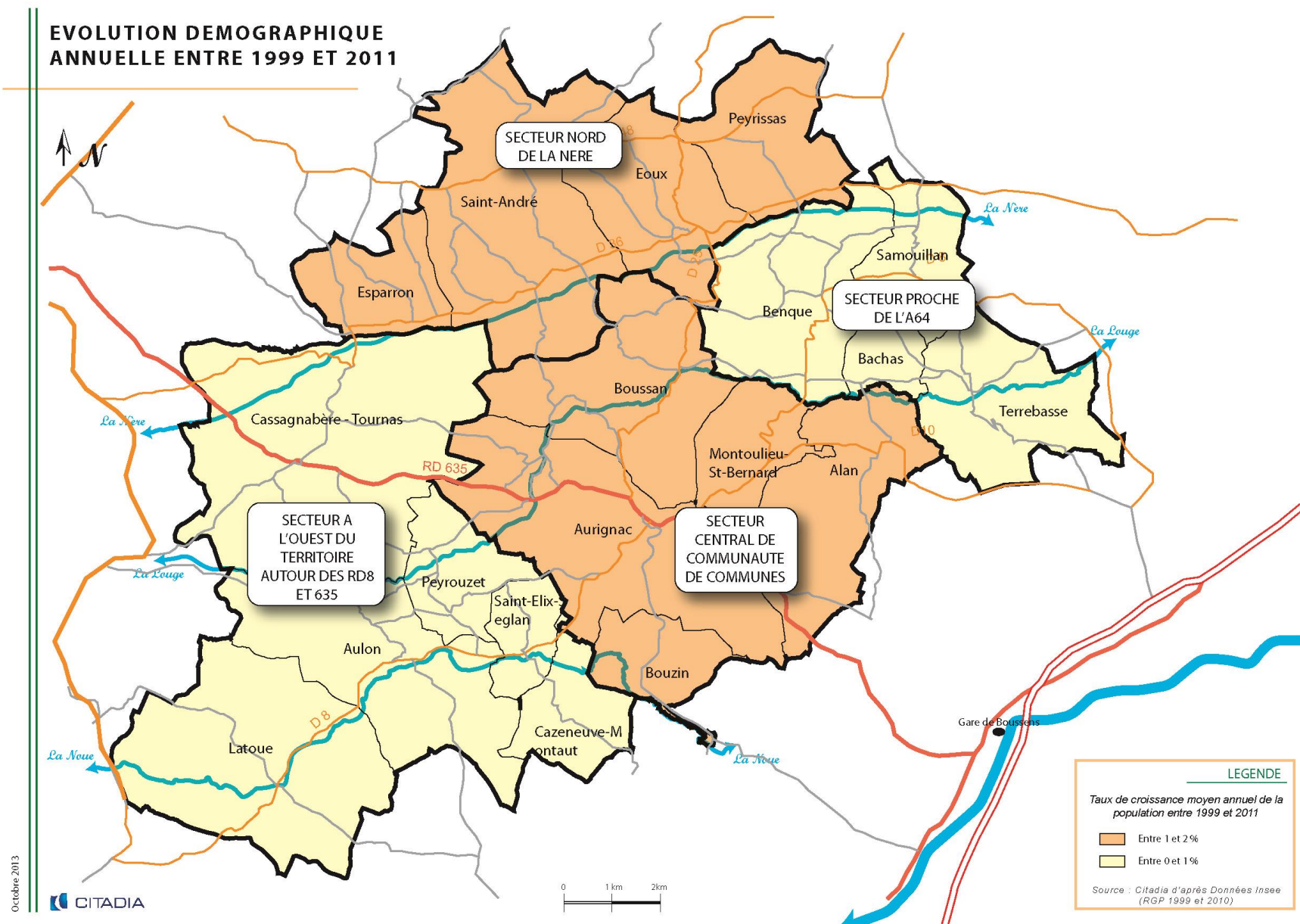
Communes et secteurs du canton d'Aurignac	Population en 1999	Population en 2011	Taux de croissance annuel moyen 1999-2011	Estimation population 2014
Alan	301	311	0,3%	314
Aurignac	980	1 171	1,5%	1 224
Boussan	190	222	1,3%	231
Bouzin	70	81	1,2%	84
Montoulieu-Saint-Bernard	153	187	1,7%	197
Secteur central de la communauté de communes	1 694	1 972	1,3%	2 049
Aulon	347	358	0,3%	361
Cassagnabère	389	449	1,2%	465
Cazeneuve-Montaut	54	70	2,2%	75
Latoue	285	332	1,3%	345
Peyrouzet	79	93	1,4%	97
Saint-Elix-Ségla	47	43	-0,7%	42
Secteur à l'Ouest du territoire autour des RD8 et 635	1 201	1 345	0,9%	1 385
Eoux	121	126	0,3%	127
Esparron	36	62	4,6%	71
Peyrissas	82	90	0,8%	92
Saint-André	180	215	1,5%	225
Secteur Nord de la Nère	419	493	1,4%	515
Bachas	75	59	-2,0%	56
Benque	154	165	0,6%	168
Samouillan	108	128	1,4%	134
Terre-Basse	121	138	1,1%	143
Secteur proche de l'A64	458	490	0,6%	500
COMMUNAUTE DE COMMUNES	3 772	4 300	1,1%	4 449

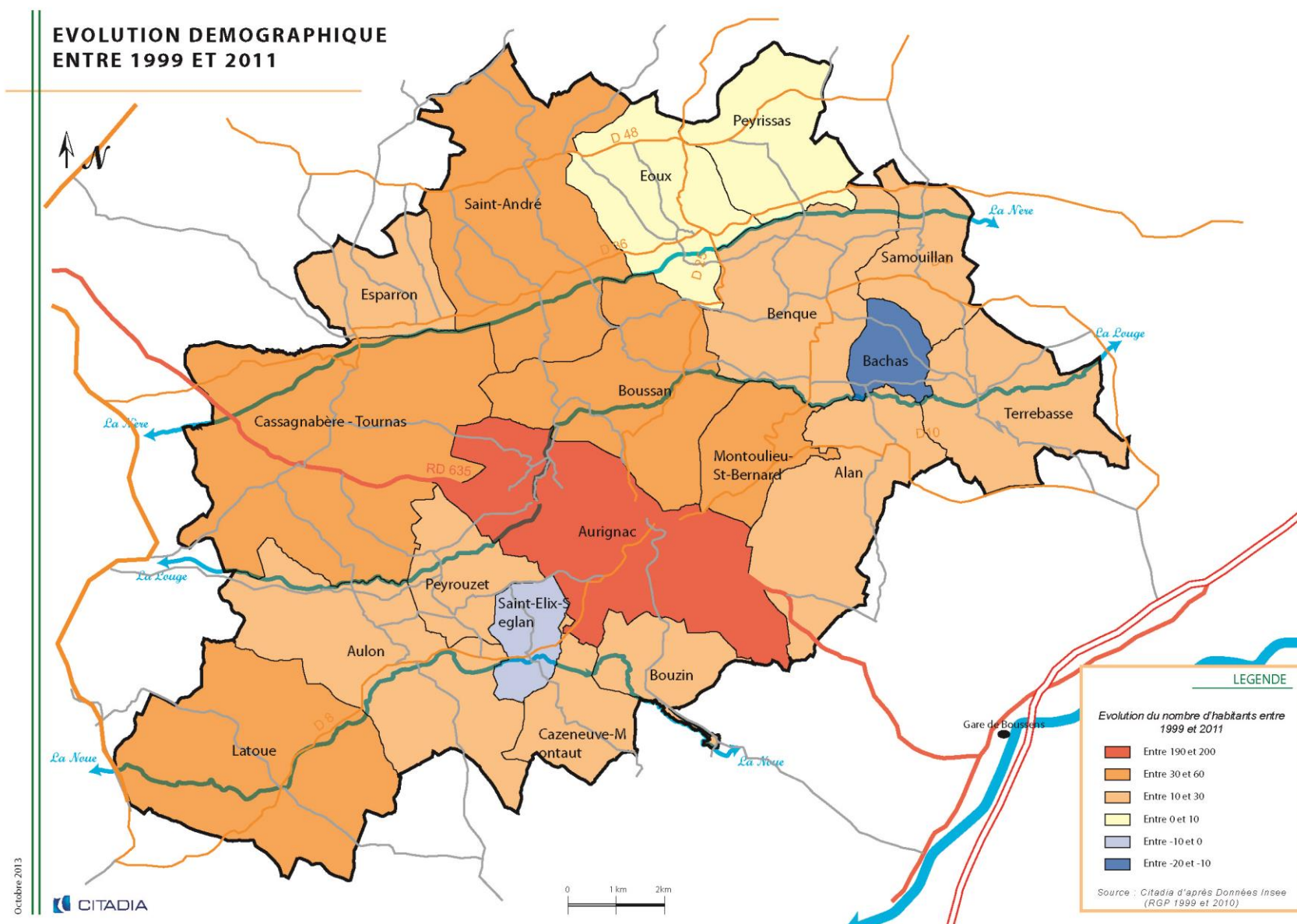
EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ANNUELLE ENTRE 1999 ET 2011



Octobre 2013

CITADIA





1.1.2. Caractéristiques de la population

a Une population globalement vieillissante mais qui se renouvelle par l'arrivée de jeunes ménages

La population de la Communauté de Communes des Terres d'Aurignac est globalement vieillissante comme pour la majorité des territoires ruraux, notamment en lien avec l'allongement de la durée de vie. En 2010, près du tiers de la population avait plus de 60 ans et les moins de 30 ans ne représentaient que le quart de la population.

Néanmoins, depuis 1999, ce vieillissement de la population semble se ralentir notamment en lien avec l'arrivée de jeunes couples sur le territoire.

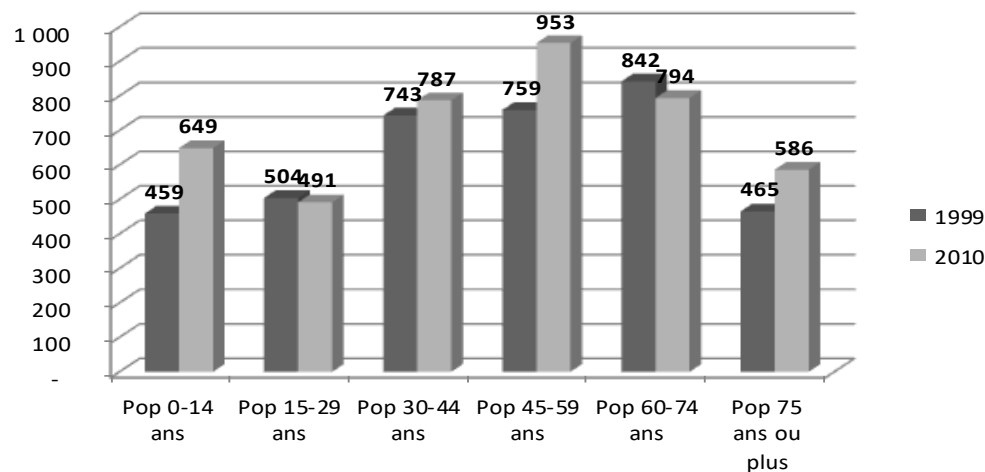
Entre 1999 et 2010, le nombre de 30-44 ans a en effet augmenté entraînant par ailleurs une hausse du nombre d'habitants de moins de 14 ans.

Ainsi, la part des moins de 30 ans a légèrement augmenté et la part des plus de 60 ans a quant à elle légèrement diminué sur cette période.

La population de la CCTA entre 1999 et 2010 par tranches d'âges

	Pop 0-14 ans en 2010	Pop 15-29 ans en 2010	Pop 30-44 ans en 2010	Pop 45-59 ans en 2010	Pop 60-74 ans en 2010	Pop 75 ans ou plus en 2010
Nombre d'habitants	649	491	787	953	794	586
Part de la population	15,2%	11,5%	18,5%	22,4%	18,6%	13,8%

Evolution de la structure par âge de la CCTA entre 1999 et 2010



b Un solde naturel négatif compensé par des arrivées de populations

Bien que le solde naturel reste négatif sur l'ensemble du territoire (- 241 habitants pour la période 1999-2010), le solde migratoire augmente avec 729 nouveaux habitants qui se sont installés sur le territoire de la CCTA sur cette même période. Ce constat démontre l'attractivité du territoire. Les populations qui souhaitent s'installer viennent principalement de la région toulousaine et des territoires voisins de la Communauté de communes. Certaines personnes viennent également des régions du Nord de la France.

Evolution de la population due aux soldes naturel et migratoire entre 1999 et 2010

Communes et secteurs du canton d'Aurignac	Nombre de naissances 1999-2010	Nombre de décès 1999-2010	Evolution de la population 1999-2010	due au solde naturel	due au solde migratoire
Secteur central de la communauté de communes	141	245	273	- 104	377
Secteur à l'Ouest du territoire autour des RD8 et 635	101	194	118	- 93	211
Secteur Nord de la Nère	45	61	68	- 16	84
Secteur proche de l'A64	38	66	29	- 28	57
COMMUNAUTE DE COMMUNES	325	566	488	- 241	729

Source : données INSEE

c Une taille des ménages en baisse

Le nombre moyen de personnes par ménage a diminué entre 1999 et 2010 passant de 2,4 à 2,2 personnes. Ce constat n'est pas propre à la CCTA mais s'inscrit dans un contexte national en lien avec le desserrement des ménages (décohabitation, vieillissement de la population ...). A l'échelle départementale, 2,2 personnes par ménages sont recensées en moyenne en 2010 contre 2,3 en 1999.

1.2. Habitat : Un territoire résidentiel

1.2.1. Caractéristiques du parc de logements

a Un territoire résidentiel

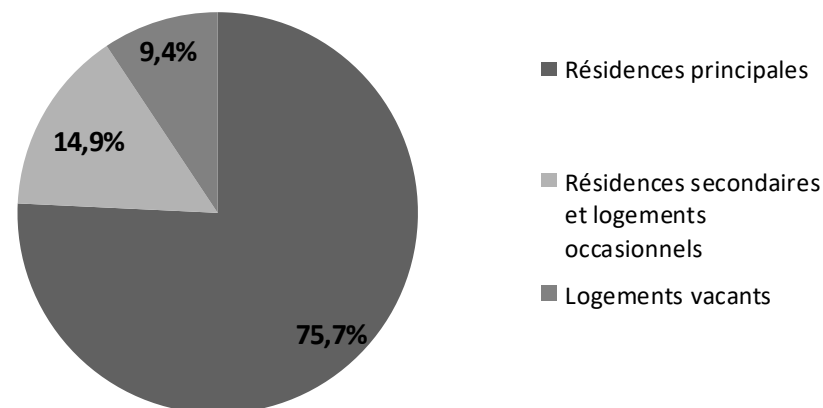
La CCTA comptait environ 2 480 logements en 2010.

Ce parc se compose pour trois quarts de résidences principales.

Les résidences secondaires avec 15 % sont assez nombreuses, le territoire accueille donc en cours d'année des populations saisonnières, venues notamment de l'agglomération toulousaine. Néanmoins, la part de résidences secondaires entre 1999 et 2010 a légèrement diminué passant de 16 % à 15 % du parc total. Toutefois, la fonction résidentielle du territoire progresse d'ailleurs plus vite que la fonction de résidences secondaire (+ 20 % de résidences principales contre + 12 % de résidences secondaires).

9,4 % des logements étaient vacants en 2010, soit 232 logements. Le nombre de logements vacants a augmenté depuis 1999 : le parc vacant compte en 2010, 67 logements de plus par rapport à 1999.

Structuration du parc de logements de la CCTA en 2010



b Des logements anciens ... mais une rénovation progressive du parc

En 2012, 56 % des habitations de la CCTA avaient été construites avant 1949 ce qui est supérieur à l'ensemble du Comminges et du département. Seul 23 % du parc de logement a été construit à partir de 1990. Quelques communes présentent entre 1 et 5 logements potentiellement indignes : Aulon, Bachas, Benque, Boussan, Bouzin, Eoux, Esparron, Peyrissas, Samouillan. Quelques communes sont également propriétaires de logements à réhabiliter : Boussan, Eoux, Latoue, Saint-Elix-Seglan et Samouillan.

Bien que l'habitat ancien soit majoritaire, la rénovation des logements s'est réalisée au fil des années afin de présenter aujourd'hui un parc d'habitations avec un niveau de confort et de salubrité globalement correct.

De plus de nombreuses habitations ayant un caractère architectural notable, ont été mises en valeur et rénovées, à des fins touristiques (gîtes,...).

c Un parc de logements peu diversifié

Le parc de logements du territoire d'étude présente les caractéristiques classiques des zones rurales. En effet, la part des maisons individuelles atteint, en 2010, 90 % du parc de résidences principales (soit 2 214 logements), contre 81 % pour le Pays Comminges Pyrénées et seulement 53 % pour la Haute-Garonne. En revanche, dans certaines communes comme Bouzin, Eoux et Saint-Elix-Seglan, la maison individuelle est l'habitat exclusif.

En lien avec ce constat, une prédominance des logements de grande taille s'observe : en 2010, près de la moitié du parc est constitué de T5 et plus et près d'un tiers de T4. Cette donnée démontre le manque de logements diversifiés (T2/T3 en appartements, individuel groupé, etc...).

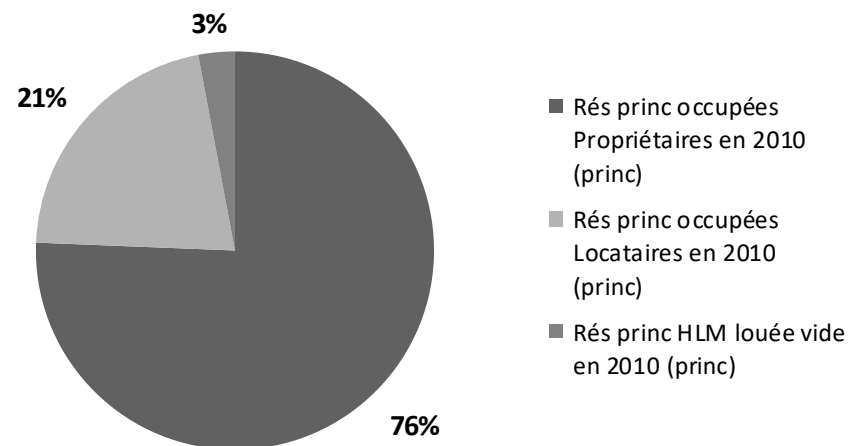
A titre d'exemple, les logements collectifs ne représentent que 9,6 % des résidences principales et sont majoritairement concentrés sur la commune d'Aurignac.

Le parc ne répond donc pas à la demande de certains ménages qui souhaiteraient se loger dans des logements plus petits (jeunes couples, familles monoparentales, personnes en difficultés, personnes âgées, décohabitations,...).

d Une faible part de logements locatifs

En 2010, le statut d'occupation des résidences principales n'a que très peu varié depuis 1999. En effet, à l'heure actuelle, 76 % des résidences principales du territoire du PLUI sont occupées par leurs propriétaires. Seules 21 % de ces résidences sont à statut locatif. La part du locatif a néanmoins augmentée entre 1999 et 2010 passant de 17 à 21 %. La demande est régulière pour le logement locatif, mais elle est rarement satisfaite.

Le logement locatif doit par conséquent être encouragé à travers notamment l'élaboration du PLUI pour permettre le renouvellement de la population en milieu rural. Un équilibre entre accession à la propriété et logement locatif doit être trouvé pour permettre la pérennisation des équipements scolaires.



1.2.2. Un parc social en augmentation

En 2012, la CCTA compte 86 logements presque exclusivement localisés sur Aurignac. Ce parc se compose à 56 % de logements collectifs et à 44 % de logements individuels. Ces logements sont gérés par l'Office Public des HLM de la Haute-Garonne, par la SA de HLM Les Chalets et Promologis. Les communes rurales sont dépourvues de ce type de logements.

Nombre de logements sociaux en 2012

Commune	Collectif	Individuel	Total
Aurignac	48	37	85
Montoulieu-Saint-Bernard		1	1
TOTAL	48	38	86

Source : données DREAL

Néanmoins, la part de logements sociaux sur l'ensemble du parc est relativement faible, cependant, il est important de noter que le nombre de logements à caractère social a progressé de 69 % entre 2006 et 2012 (contre +16 % entre 2000 et 2006) et qu'il s'agit du parc le plus développé du Nord-Comminges.

Aurignac est la commune qui concentre le plus de logements sociaux (83). Le parc social d'Aurignac s'est fortement développé ces dernières années. Quelques communes rurales présentent toutefois entre 1 et 3 logements sociaux : Alan, Benque, Cazeneuve-Montaut et Montoulieu-Saint-Bernard.

Il n'y a pas de projets de logements sociaux à l'heure actuelle sur la communauté de communes.

De manière générale, le parc social du territoire est relativement récent puisque près de la moitié des logements sociaux ont été construits depuis 2000. Actuellement, il n'y a pas de nouveau programme de logements sociaux à l'étude.

Par ailleurs, le parc social est également marqué par la vacance. Sur Aurignac, un bâtiment comprenant 20 logements sociaux, gérés par les Chalets, n'est plus mis à la location du fait de l'état dégradé de ces logements. Cela signifie que près d'un quart du parc de logements social du territoire n'est pas occupé.

Les logements communaux peuvent constituer une alternative à l'offre sociale. Aurignac est la commune qui en offre le plus (8), suivie de Saint-André et Aulon (5 chacune), Peyrissas (4), Bachas, Esparron et Samouillan (3 chacune). Les autres communes possèdent entre 1 et 2 logements communaux. Seule la commune de Terrebasce n'en possède pas.

1.2.3. Une augmentation de la vacance du logement malgré un parc de caractère à préserver et à réhabiliter

9,4 % des logements étaient vacants en 2010, soit 232 logements. Le nombre de logements vacants a augmenté depuis 1999 : le parc vacant compte en 2010, 67 logements de plus par rapport à 1999.

Par conséquent, la problématique de la vacance s'accroît sur le territoire sur la dernière décennie avec un taux de vacance qui devient préoccupant en 2010. Le phénomène semble être de plus en plus fréquent. Il concerne de l'habitat ancien, mais également des maisons restaurées mises en vente (mais qui ne se vendent pas).

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette vacance, dont trois majeures :

- Des personnes qui ne veulent pas s'engager dans la réhabilitation
- Des propriétaires qui ne souhaitent pas mettre leur bien en location
- La non mise en œuvre de la fiscalité sur le logement vacant par les communes.

Certains de ces logements vacants apparaissent très insalubres, parfois sans sanitaires et sans électricité. Leur réhabilitation représenterait un coût très élevé que les propriétaires, souvent des personnes âgées, ne peuvent ou ne veulent entreprendre.

C'est pourquoi une distinction doit être apportée au sein même du parc de logements vacants :

- Les logements en bon état global, pouvant être « facilement » remis sur le marché
- Les logements en état dégradé ou proches de la ruine, sur lesquels des actions de reconquête seront plus difficiles à mener.

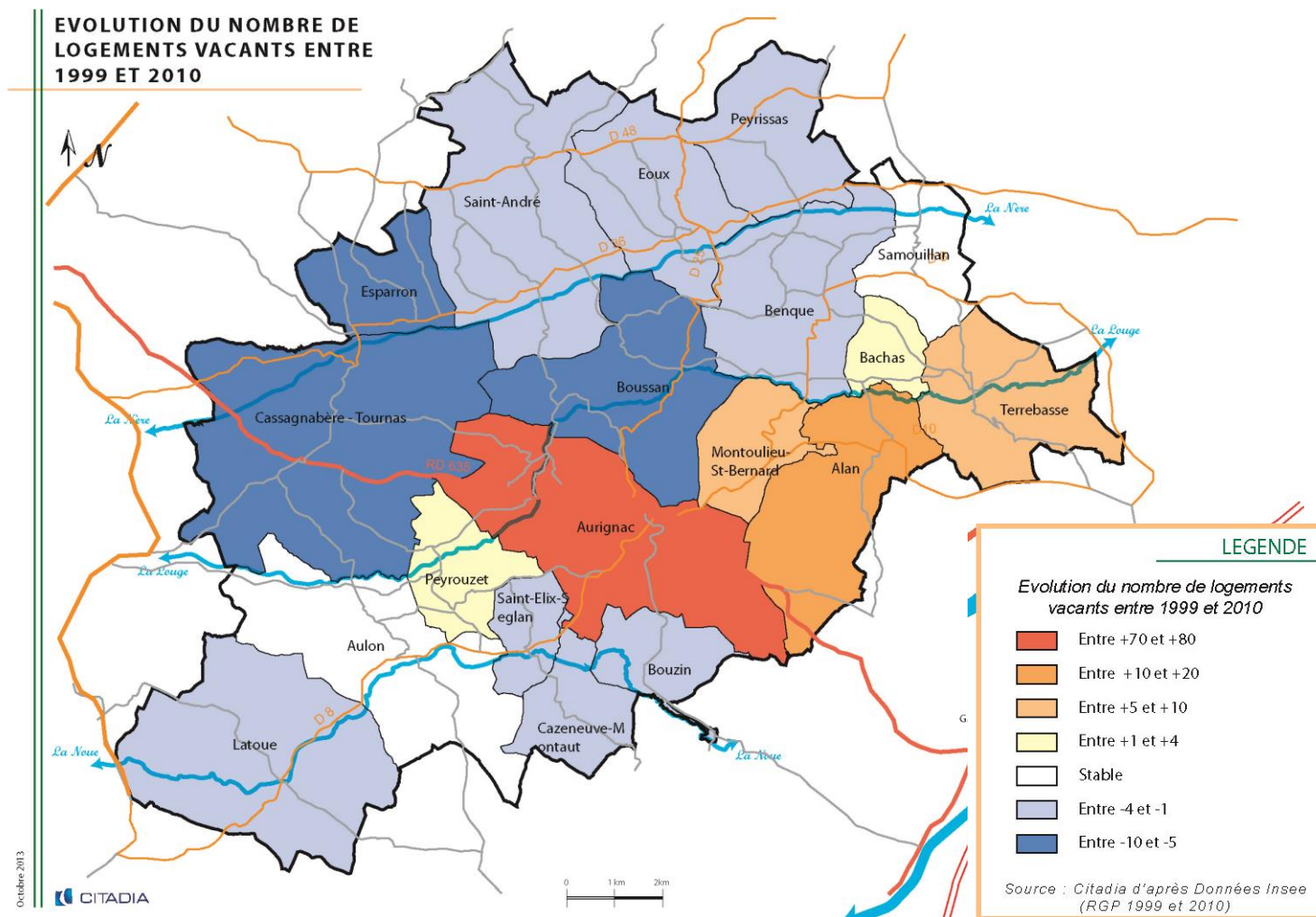
Par ailleurs, les dynamiques face à ce phénomène varient sur le territoire :

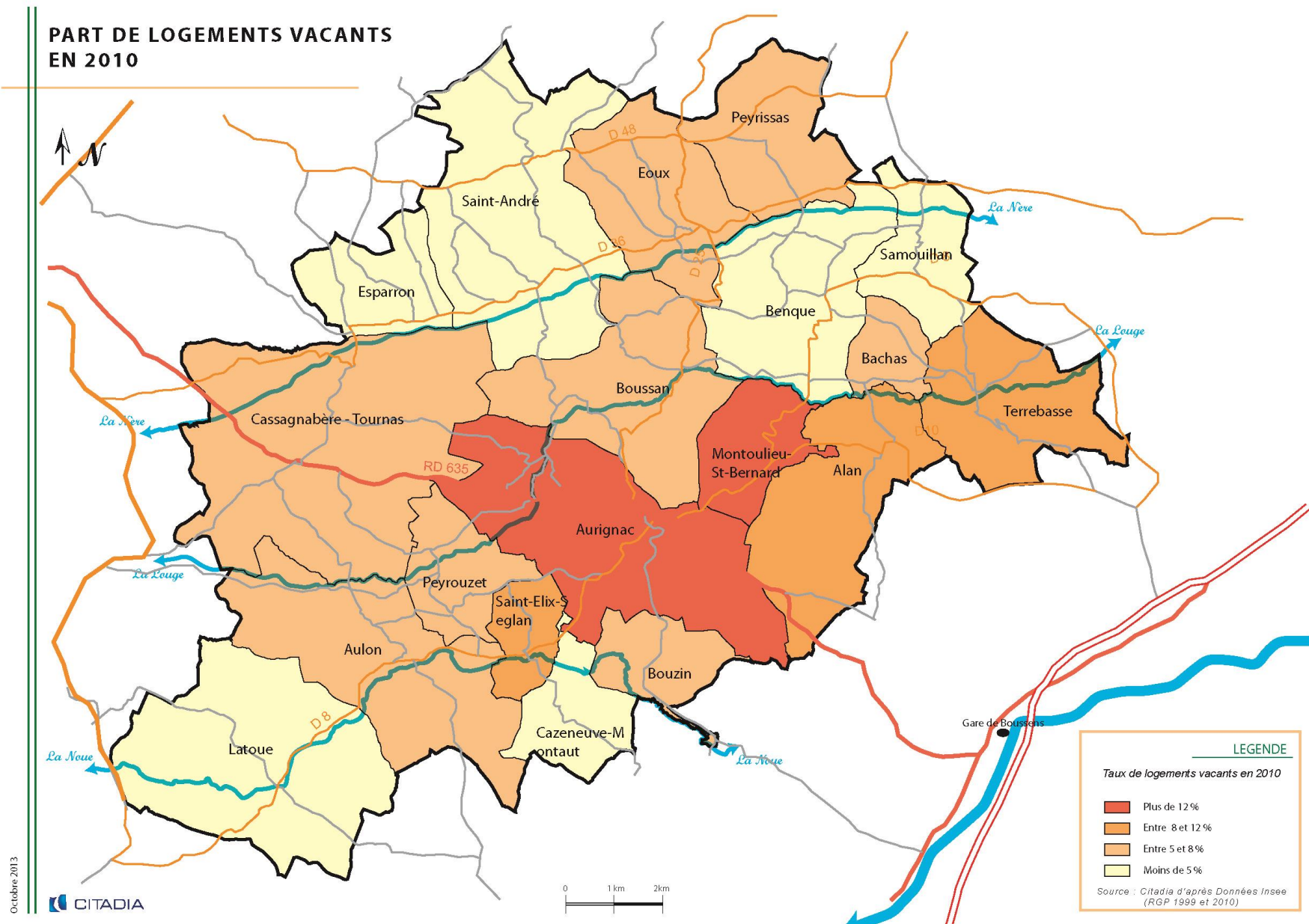
- D'une part, le nombre de logements vacants est stable, voire diminue, sur la majorité des communes (12 communes) sur lesquelles 38 logements ont été réoccupés sur la dernière décennie
- D'autre part, le nombre de logements vacants est en augmentation sur le reste du territoire (+ 106 logements vacants), et plus particulièrement Aurignac qui compte en 2010, 78 logements vacants de plus qu'en 1999.

Par ailleurs, en 2010, le taux de vacance est préoccupant sur cinq communes : Aurignac (16,1 %), Montoulieu-Saint-Bernard (12,9 %), Alan et Saint-Elix-Séglan (10,5%) et Terre-Basse (8,2%).

En complément de l'analyse Insee, les communes ont fait le bilan des logements des centres-bourgs touchés par une vacance « structurelle ». Ainsi, d'après les questionnaires, Aurignac concentre effectivement le plus de logements vacants sur son centre bourg (49). Alan est la deuxième commune qui présente le plus de logements vacants (8), suivie de Cassagnabère-Tournas (5) et Esparron (4). Il y a entre 1 et 3 logements vacants dans les autres communes de la Communauté de communes, sauf à Cazeneuve-Montaut, Peyrouzet et Samouillan, où il n'y a pas de logements touchés par une vacance « structurelle ».

Comme expliqué précédemment, la rénovation des bâtiments s'est faite progressivement sur le territoire. Pourtant, la rénovation du bâti ancien apparaît toujours comme une priorité d'action notamment avec les actions menées dans le cadre de la communauté de communes au travers du Service Local de l'Habitat (9 intercommunalités du Comminges sont partenaires de cette démarche). Une OPAH est en cours sur le périmètre du PETR du Comminges (phase démarrage)

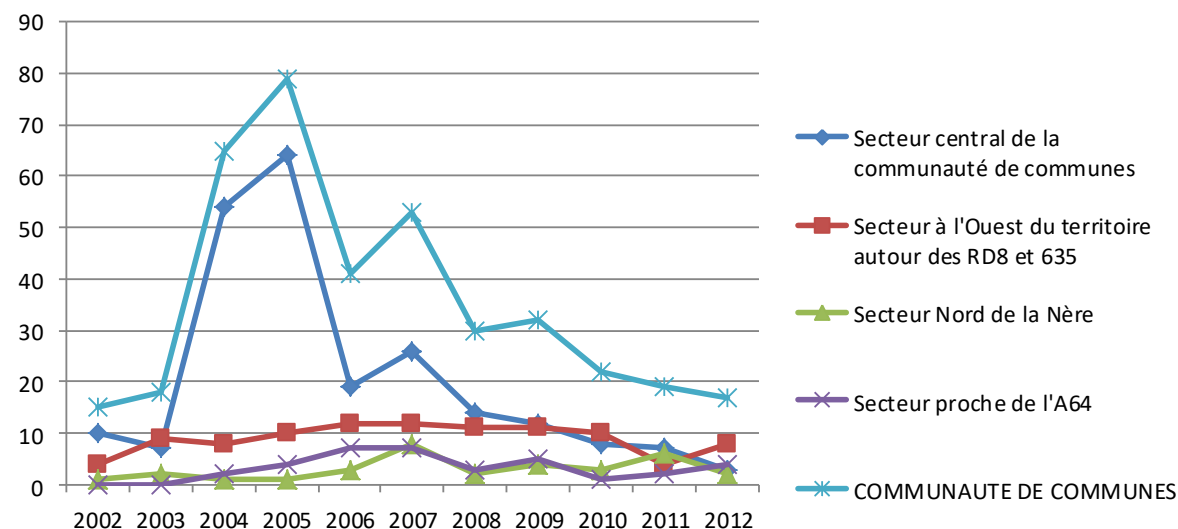




1.2.4. Une production de logements qui diminue depuis 2007

a Une baisse du rythme de production de logements

Nombre de logements commencés sur la CCTA entre 2002 et 2012



Entre 2002 et 2012, 391 logements ont été commencés sur la CCTA d'après les données SITADEL, soit 35-36 logements commencés en moyenne chaque année.

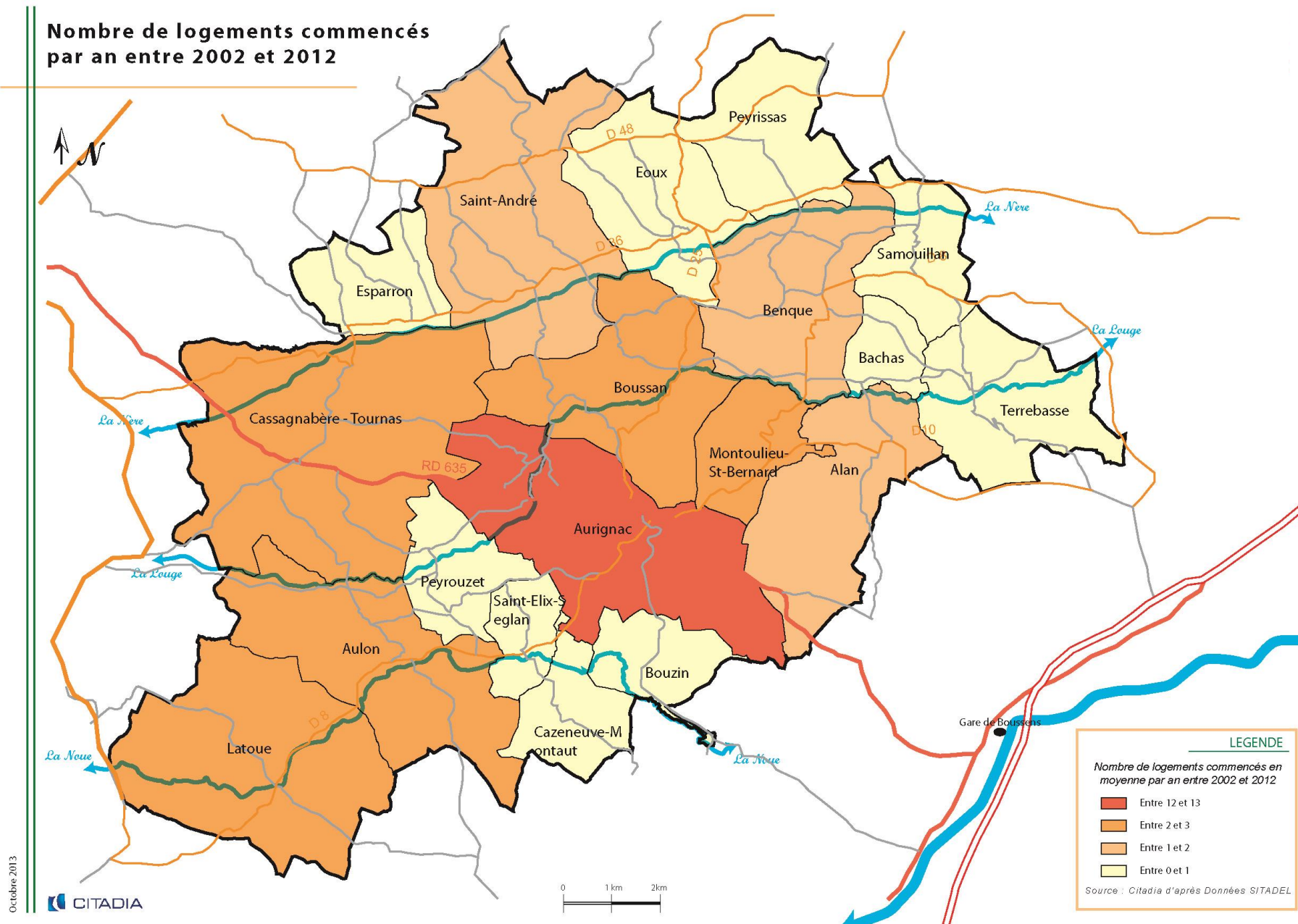
Cependant, ce n'est qu'en 2004 que la dynamique s'est accélérée avec, jusqu'en 2007, près de 60 constructions à l'année sur le territoire contre seulement 24-25 entre 2008 et 2012. Ce ralentissement peut s'expliquer en partie par la crise économique actuelle ou par un blocage observé sur les autorisations d'urbanisme.

Par ailleurs, la dynamique est très différente d'une commune à l'autre. Seules 9 communes ont observé au moins un logement commencé chaque année et la seule commune d'Aurignac regroupe le tiers des logements commencés sur cette période.

Un paradoxe est ainsi observé sur le territoire : depuis 2007, la croissance démographique s'est accélérée alors que dans le même temps la production de logements s'est ralenti. Plusieurs raisons peuvent être avancées :

- Le nombre de naissance a augmenté sur le territoire en lien avec les arrivées de jeunes ménages sur le territoire durant les années précédentes
- L'augmentation de population peut également s'expliquer par le rachat de maisons.

Nombre de logements commencés par an entre 2002 et 2012



b Une production de logements dominée par la construction neuve

Nombre de logements commencés sur constructions existantes et en constructions nouvelles entre 2002 et 2012

Avec 86 % des logements commencés entre 2002 et 2012, la construction nouvelle domine largement. Par conséquent, la production de logement par voie de réhabilitation ne concerne que 14 % des logements commencés, soit un peu plus d'une cinquantaine de logements. Ce constat peut être mis en parallèle avec l'augmentation de la vacance du logement décrite précédemment.

Sur plusieurs communes, la part de réhabilitation est au moins de 20 % : Cazeneuve-Montaut, Peyrouzet, Esparron, Peyrissas, Saint-André, Samouillan et Terrebasse.

Communes et secteurs du canton d'Aurignac	Logements commencés sur construction existante	Logements commencés par construction nouvelle	Part des logements commencés sur constructions existantes
Alan	4	18	18%
Aurignac	20	117	15%
Boussan	4	22	15%
Bouzin	0	9	0%
Montoulieu-Saint-Bernard	3	27	10%
Secteur central de la communauté de communes	31	193	14%
Aulon	4	27	13%
Cassagnabère	4	28	13%
Cazeneuve-Montaut	1	2	33%
Latoue	2	26	7%
Peyrouzet	1	4	20%
Saint-Elix-Séglan	0	0	-
Secteur à l'Ouest du territoire autour des RD8 et 635	12	87	12%
Eoux	0	9	0%
Esparron	1	3	25%
Peyrissas	1	0	100%
Saint-André	4	15	21%
Secteur Nord de la Nère	6	27	18%
Bachas	0	4	0%
Benque	1	13	7%
Samouillan	2	7	22%
Terrebasse	2	6	25%
Secteur proche de l'A64	5	30	14%
COMMUNAUTE DE COMMUNES	54	337	14%

Source : données SITADEL

c Une production de logements dominée par l'habitat individuel pur

Avec plus des trois quarts des logements commencés entre 2002 et 2012, l'habitat individuel pur domine largement la production de logements.

Seule la commune d'Aurignac compte une part conséquente de logements individuels groupés et collectifs dans sa production avec respectivement 28 % et 34 %. Cette production correspond notamment aux opérations de logements sociaux.

Ainsi, en retirant la commune d'Aurignac et cette spécificité, 98 % des logements commencés sur cette période sont de l'habitat individuel pur.

Nombre de logements commencés entre 2002 et 2012 selon le type de logements

Communes et secteurs du canton d'Aurignac	Nombre de logements commencés individuels purs	Nombre de logements commencés individuels groupés	Nombre de logements commencés collectifs	Nombre de logements commencés en résidence	Total nombre de logements commencés
Alan	22	0	0	0	22
Aurignac	52	39	46	0	137
Boussan	24	0	0	2	26
Bouzin	9	0	0	0	9
Montoulieu-Saint-Bernard	29	1	0	0	30
Secteur central de la communauté de communes	136	40	46	2	224
Aulon	31	0	0	0	31
Cassagnabère	32	0	0	0	32
Cazeneuve-Montaut	3	0	0	0	3
Latoue	28	0	0	0	28
Peyrouzet	5	0	0	0	5
Saint-Elix-Séglan	0	0	0	0	0
Secteur à l'Ouest du territoire autour des RD8 et 635	99	0	0	0	99
Eoux	9	0	0	0	9
Esparron	4	0	0	0	4
Peyrissas	1	0	0	0	1
Saint-André	19	0	0	0	19
Secteur Nord de la Nère	33	0	0	0	33
Bachas	4	0	0	0	4
Benque	13	0	0	1	14
Samouillan	9	0	0	0	9
Terrebasse	8	0	0	0	8
Secteur proche de l'A64	34	0	0	1	35
COMMUNAUTE DE COMMUNES	302	40	46	3	391

Source : données SITADEL

d Marché immobilier et marché foncier

Influencé par la croissance démographique de l'aire urbaine toulousaine, le prix du foncier constructible du territoire des Comminges a subi une hausse relativement importante depuis le début des années 2000. Ainsi, ayant doublé au cours de cette période, la moyenne du prix du foncier (non viabilisé) s'échelonne de 8-10 € (Saint-Elix, Peyrouzet, Eoux...) en moyenne à 15-20 € le m² (Alan, Cassagnabère,...).

Sur l'ensemble de la CCTA, la moyenne des prix des terrains se situe aux alentours de 12 ou 13 € le m², alors que les prix atteignent environ 20-30 € sur Aurignac et 30 ou 35 € sur le secteur de Boussens.

Néanmoins sur les dernières années, le prix du bâti ancien semble avoir diminué. Le prix de vente du bâti rural traditionnel varie entre 120-150 000€ (Benque, Peyrissas, Terrebasse...) et 200 000€ (Alan, Samouillan). Le prix des maisons de bourg est compris entre 170 000€ (Alan, Esparron...) et 250 000€ (Peyrissas, Samouillan...). Les maisons contemporaines se caractérisent par un prix de vente de 150-180 000€ (Alan, Bachas, Boussan...) à 300-400 000€ (Esparron, Peyrissas).

Les maisons en vente se situent sur presque toutes les communes, avec la plus forte concentration à Benque et Aurignac. Alan, Bouzin, Cazeneuve-Montaut, Peyrouzet et Samouillan sont les seules communes, où il n'y a pas de maisons en vente.

Peu d'appartements sont en vente ; seules deux communes ont recensé ces biens en vente : Aurignac et Esparron.

Dès lors, les habitants du territoire éprouvent des difficultés à trouver des terrains constructibles compatibles avec leur potentiel financier.

Source : Veille Internet et questionnaires aux communes.

1.3. Analyse de la consommation d'espace

Cette analyse a été produite à partir de la comparaison des orthophotographies de l'année 2000 avec l'orthophotographie de 2013 (vérification supplémentaire avec la BD parcellaire de 2013)

Entre 2000 et 2013, ce sont 109 ha qui ont été artificialisés. Ce sont majoritairement des espaces d'origine agricoles qui ont été consommés à hauteur de plus de 70 %. Près de 30 % ont été consommés sur des espaces à dominante naturelle. Les espaces consommés dans le tissu urbain ou entre deux constructions représentent moins de 0,5 % des espaces consommés.

L'habitat est la vocation urbaine qui a le plus consommé d'espaces avec près de 73 ha, soit les deux tiers de l'espace consommé. Il s'agit majoritairement d'habitat individuel (71 ha contre moins de 2 ha pour de l'habitat collectif).

Les autres occupations ayant consommé de l'espace sont les carrières (25 ha), la construction de bâtiments agricoles (5 ha), la réalisation d'équipements publics ou bien des emprises commerciales.

Par ailleurs, des disparités existent entre les communes : près de 18 ha ont été consommés sur Aurignac contre à peine 2 000 m² sur Esparron ou Peyrissas.

Concernant plus spécifiquement l'habitat, la mise en parallèle des surfaces consommées avec le nombre de logements construits permet d'analyser les densités urbaines produites et les superficies moyennes de terrain par logement. A l'échelle du territoire, ce sont près de 3 100 m² qui ont été prélevé pour chaque logement construit, soit une densité de 3,2 logements/ha.

Par ailleurs des disparités importantes sont observées entre les communes. Ainsi, 1 700 m² à Aurignac ont été consommés en moyenne par logement construit sur Aurignac contre plus de 5 500 m² à Bouzin. Plusieurs éléments peuvent expliquer ces différences, dont :

- la présence ou non de systèmes d'assainissement collectif. En cas d'assainissement autonome, il était demandé jusqu'à peu une surface minimale de 2 500 m² par logement.
- les contraintes liées au relief qui conduisent à disposer de parcelles d'une superficie plus importante.

Les tableaux détaillant la consommation d'espaces sont présentés en pages suivantes.

Des cartographies à l'échelle de chaque commune sont annexées au présent rapport de présentation (pièce 1.c du présent PLUi).

Analyse de la consommation d'espaces agricoles et naturels entre 2000 et 2013

Secteurs du canton d'Aurignac	Zones urbanisées (habitat individuel)			Bâtiments agricoles		Habitat collectif	Emprises commerciales	Autres emprises publiques	Carrières	Décharges	Chantiers		Espaces verts urbains	Plan d'eau artificiel	TOTAL (en ha)
	Dent creuse	Agricole	Naturel	Agricole	Naturel	Agricole	Dent creuse	Agricole	Naturel	Naturel	Agricole	Naturel	Agricole	Agricole	
Alan	0,07	4,17							8,57						12,81
Aurignac	0,18	9,13	0,86			1,45	0,12	2,51	2,97				0,44		17,66
Boussan		6,29	1,24	0,96						0,66					9,15
Bouzin		3,89		0,12											4,02
Montoulieu-Saint-Bernard		4,96	0,44												5,41
Secteur central de la communauté de communes	0,25	28,45	2,54	1,08	0,00	1,45	0,12	2,51	11,54	0,66	0,00	0,00	0,44	0,00	49,05
Aulon		5,94		1,18							0,66	0,68			8,46
Cassagnabère		7,81		0,40											8,21
Cazeneuve-Montaut		0,25		0,05											0,30
Latoue		3,74	1,28	0,54	0,27				13,39		1,22				20,45
Peyrouzet		2,49													2,49
Saint-Elix-Séglan				0,12											0,12
Secteur à l'Ouest du territoire autour des RD8 et 635	0,00	20,23	1,28	2,29	0,27	0,00	0,00	0,00	13,39	0,00	1,88	0,68	0,00	0,00	40,02
Eoux		3,03		0,12											3,15
Esparron		0,23													0,23
Peyrissas				0,23											0,23
Saint-André		2,78		0,61										0,24	3,62
Secteur Nord de la Nère	0,00	6,04	0,00	0,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,24	7,24
Bachas		2,48													2,48
Benque		5,01		0,18											5,19
Samouillan		3,46													3,46
Terrebasse		1,44		0,35											1,78
Secteur proche de l'A64	0,00	12,38	0,00	0,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,91
COMMUNAUTE DE COMMUNES	0,25	67,10	3,83	4,86	0,27	1,45	0,12	2,51	24,93	0,66	1,88	0,68	0,44	0,24	109,22
		71,18		5,13		1,45	0,12	2,51	24,93	0,66	2,56		0,44	0,24	109,22

Analyse de la consommation d'espaces agricoles et naturels à vocation d'habitat entre 2000 et 2013

	Surface des zones urbanisées (en habitat individuel) en ha	Nombre de constructions	Surface consommée en moyenne en m ² en habitat indiv.	Densité moyenne log/ha
Alan	4,24	15	2829	3,5
Aurignac	10,17	59	1723	5,8
Boussan	7,53	20	3767	2,7
Bouzin	3,89	7	5564	1,8
Montoulieu-Saint-Bernard	5,41	19	2846	3,5
Secteur central de la communauté de communes	31,25	120	2604	3,8
Aulon	5,94	14	4241	2,4
Cassagnabère	7,81	23	3395	2,9
Cazeneuve-Montaut	0,25	1	2541	3,9
Latoue	5,03	17	2958	3,4
Peyrouzet	2,49	5	4972	2,0
Saint-Elix-Séglan	0,00	0	0	0,0
Secteur à l'Ouest du territoire autour des RD8 et 635	21,51	60	3586	2,8
Eoux	3,03	9	3368	3,0
Esparron	0,23	1	2287	4,4
Peyrissas	0,00	0	0	0,0
Saint-André	2,78	9	3086	3,2
Secteur Nord de la Nère	6,04	19	3178	3,1
Bachas	2,48	6	4132	2,4
Benque	5,01	14	3578	2,8
Samouillan	3,46	7	4938	2,0
Terrebasse	1,44	5	2871	3,5
Secteur proche de l'A64	12,38	32	3869	2,6
COMMUNAUTE DE COMMUNES	71,18	231	3081	3,2

1.4. SYNTHESE DEMOGRAPHIE-HABITAT

ATOUTS-OPPORTUNITES :

- + Une attractivité retrouvée
- + Un vieillissement de la population contenu par l'arrivée de jeunes ménages
- + Une fonction résidentielle qui progresse
- + Un territoire dynamique sur le plan touristique avec une augmentation du nombre de résidences secondaires
- + Une rénovation progressive du bâti ancien et une baisse du nombre de logements vacants sur une majorité de communes
- + Un rattrapage progressif en termes de création de logements sociaux sur le territoire (particulièrement sur Aurignac)
- + Une part de logements locatifs qui augmente
- + Un dynamisme de la construction qui tend à se freiner

FAIBLESSES-MENACES :

- Diminution de la population sur 2 communes : Bachas et Saint-Elix-Seglan
- Un solde naturel négatif
- Une augmentation du phénomène de logements vacants, en particulier sur Aurignac
- Un manque de logements collectifs
- Un parc de logement monotypé (manque de logements de petite taille pour les jeunes ménages ou les personnes âgées)
- Peu de logements locatifs ce qui freine le renouvellement de la population des communes rurales
- Peu ou pas de logements sociaux hormis sur la commune-centre et un parc en partie vacant
- Un rythme de production de logements qui ralentit
- Augmentation du prix du foncier constructible

ENJEUX :

- ☒ L'accueil nouveaux résidents et la réponse aux diverses attentes en matière d'équipements
- ☒ Le retour d'une dynamique démographique sur les communes en déclin
- ☒ La prise en compte vieillissement de la population et la présence de logements et de structures d'accueil adaptées
- ☒ La création de logements locatifs afin de permettre le renouvellement de la population dans les communes rurales et de pérenniser les équipements
- ☒ L'accès des jeunes ménages au logement sur leurs communes
- ☒ Le retard en termes de construction de logements sociaux
- ☒ La reconquête du parc de logements vacants sur les communes où cette problématique est forte.

Partie 2. DIMENSION EQUIPEMENTS & DEPLACEMENTS

2.1. Les équipements

2.1.1. Les équipements de services

a Les services publics administratifs

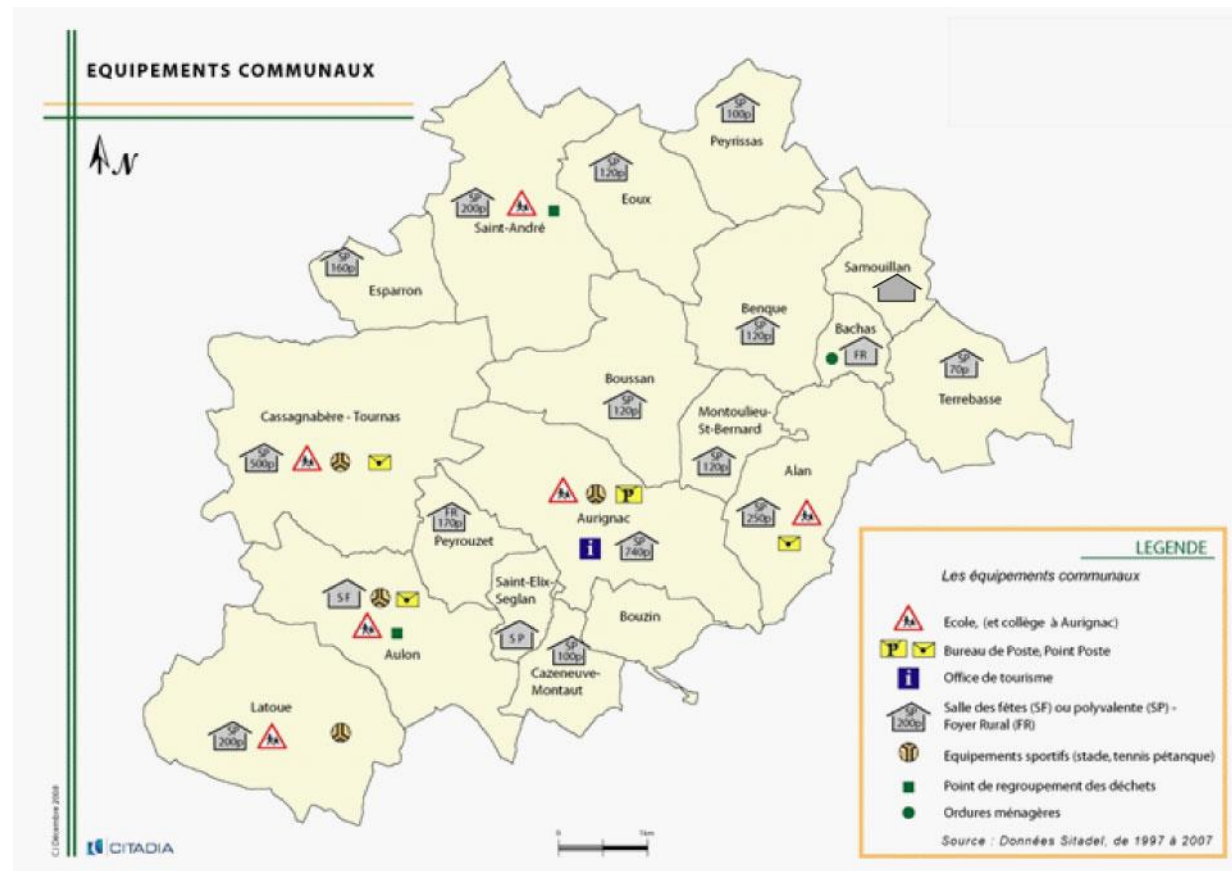
La population est particulièrement attachée à ses services publics.

Le territoire compte 1 bureau de poste implanté à Aurignac. En complément, le territoire dispose de 2 agences postales à Aulon et Cassagnabère-Tournas qui sont gérées par des employés municipaux et un relais poste implanté dans un commerce d'Alan.

Aurignac accueille également une trésorerie qui constitue un élément majeur de proximité pour les élus.

En termes de répartition spatiale, il existe toutefois un certain déséquilibre important au niveau des services à la population entre le Nord et le Sud du territoire.

Dès lors l'étude de positionnement préconise la mise en place d'un relais de services dans les communes les plus excentrées voire de créer un service itinérant permettant de créer un contact avec les usagers (idée de « bus de services publics »).



b Les équipements scolaires et pour la petite enfance

L'offre en termes d'accueil pour la petite enfance est assez peu développée sur le territoire de la CCTA. En effet, ce sont les assistantes maternelles qui constituent la majorité de l'offre. Elles étaient au nombre de 15 en 2007 (lors d'un recensement effectué par la DAEF et le Conseil Général) pour une capacité d'accueil d'environ 30 enfants.

En 2008, le nombre d'enfants de moins de 3 ans était estimé à 90, soit une évolution de 8 % par rapport à 1999. Dès lors, la capacité d'accueil de la petite enfance en 2008 était d'environ 1 place pour trois enfants de moins de 3 ans.

Il faut néanmoins souligner que des réflexions sont engagées afin d'améliorer l'offre pour la petite enfance. Une structure commune est envisagée avec le canton voisin de Saint-Martory ainsi que la mise en place d'une maison d'accueil pour les assistantes maternelles à Terrebasse (capacité de 12 enfants).

Actuellement, le territoire compte 7 écoles situées dans les communes d'Alan, Aulon, Aurignac, Cassagnabère-Tournas, Latoue, Saint-André et Terrebasse. 356 enfants étaient scolarisés dans ces écoles à la rentrée 2007-2008, dont 178 en maternelle et 198 en élémentaire. (*Source inspection académique de la Haute-Garonne, 2007*). En 2008, les effectifs étaient en augmentation de 14 % par rapport à l'année scolaire 2005-2006.

Certaines des écoles font partie de regroupements pédagogiques intercommunaux (RPI) :

- Alan et Francon (canton de Cazères, soit une classe élémentaire de 16 élèves) ;
- Cassagnabère et Saint-Marcet (canton de Saint-Gaudens, soit une classe élémentaire de 16 élèves) ;
- Aulon, Latoue et Lieoux (dans le canton de Saint-Gaudens, soit une classe élémentaire de 17 élèves).

Afin d'éviter d'une part, des trajets de bus trop longs à certains enfants (plus de 2h de transport quotidien et, d'autre part, procéder à un rééquilibrage des effectifs des écoles élémentaires du territoire, il semble nécessaire que les communes disposant d'une école, réétudient le découpage de la carte scolaire du territoire.

Un collège se trouve sur la commune d'Aurignac. A la rentrée 2006-2007, il dénombrait 169 élèves toutefois, les effectifs sont en augmentation de près de 30 % ce qui témoigne d'une certaine attractivité du territoire.

Egalement, une antenne du GRETA de l'Académie de Toulouse, le SARAPP (Site Antenne Rurale de l'Atelier de Pédagogie Personnalisée) est implanté dans le collège d'Aurignac comme organisme de formation continue.

c Les équipements de santé et équipements sanitaires et sociaux

En termes d'équipements de santé, le territoire compte :

- 1 maison des soins à Aurignac
- 3 médecins généralistes
- 1 cabinet infirmier
- 3 kinésithérapeutes
- 2 dentistes
- 1 pharmacie
- 1 centre de secours

L'ouverture d'une maison de santé pluridisciplinaire regroupant près de 13 professionnels de santé est prévue pour l'automne 2015.

Plusieurs services pour l'aide aux personnes âgées sont présents sur le territoire :

- Service de portage de repas à domicile, géré par la CCTA
- Projet de création d'une cuisine centrale à Saint-Elix-Seglan pour livrer les écoles et le portage de repas
- Un Service de Soins Infirmiers à Domicile pour les Personnes Agées (SSIDPA), géré par l'Association Médicale Infirmier et Soins, qui regroupe 14 personnes au sein de la structure (1secrétaire, 2 infirmières et 11 aides-soignantes) en association avec 3 médecins libéraux, 5 infirmières libérales, 3 kinésithérapeutes, 1 pédicure et 2 pharmaciens du territoire. Cette association dispose de 41 places d'accès aux soins à domicile. Seulement, il y aurait besoin de 10 places supplémentaires pour satisfaire la demande.
- L'Aide à Domicile en Milieu Rural de la CCTA assure les prestations pour près de 200 bénéficiaires : ménage, toilettes, repas, aide aux courses, aide au coucher,... cette structure emploie 43 salariés et est ainsi un des employeurs les plus importants de la CCTA.
- La MARPA (Maison d'Accueil Rurale pour les Personnes Agées) « les Cazalères » est une petite unité de vie non médicalisée de 20 places d'accueil avec 17 logements (T1bis ou T2). Actuellement, 18 résidents sont hébergés dans cette structure.

Le territoire compte aussi plusieurs structures venant en aide aux personnes handicapées :

- Les ateliers du Comminges (Etablissement et Service d'Aide par le Travail, ESAT), à Boussan qui accueille 38 travailleurs ;
- Les foyers « Le Comtal » à Aurignac accueillent des adultes ne pouvant plus travailler en ESAT ;
- Le Foyer d'Hébergement pour Adultes Handicapés ;
- Le Service d'Accompagnement à la vie sociale situé à Aurignac et accueillant 10 places ;
- Le Foyer d'Accueil Médicalisé « Le Rieutort », à Aurignac (géré par l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de la Haute-Garonne) dispose de 40 places destinées à recevoir des personnes handicapées physiques, mentales ou atteintes de handicaps associés dont la dépendance les rend inaptes à toute activité à caractère professionnel. Le Foyer emploie 60 salariés.

Malgré ces nombreuses structures locales, la question du vieillissement des personnes handicapées et de leur prise en charge en institut, se pose au même titre que pour les personnes valides. Ces différentes populations ne peuvent toutefois pas être regroupées au sein d'un même établissement.

Carte des équipements à la personne



Source : Etude de positionnement

d Les équipements culturels, de sport et de loisirs

En termes d'équipements sportifs, le territoire compte une piscine intercommunale, située à l'entrée d'Aurignac et gérée par la communauté de commune des Terres d'Aurignac. Elle est ouverte du juin à septembre.

Parmi les autres activités sportives du territoire, on trouve notamment le football, la gymnastique, le tennis, le basket-ball, le yosekan-budo, la danse, l'équitation, la pétanque, le cyclotourisme,...

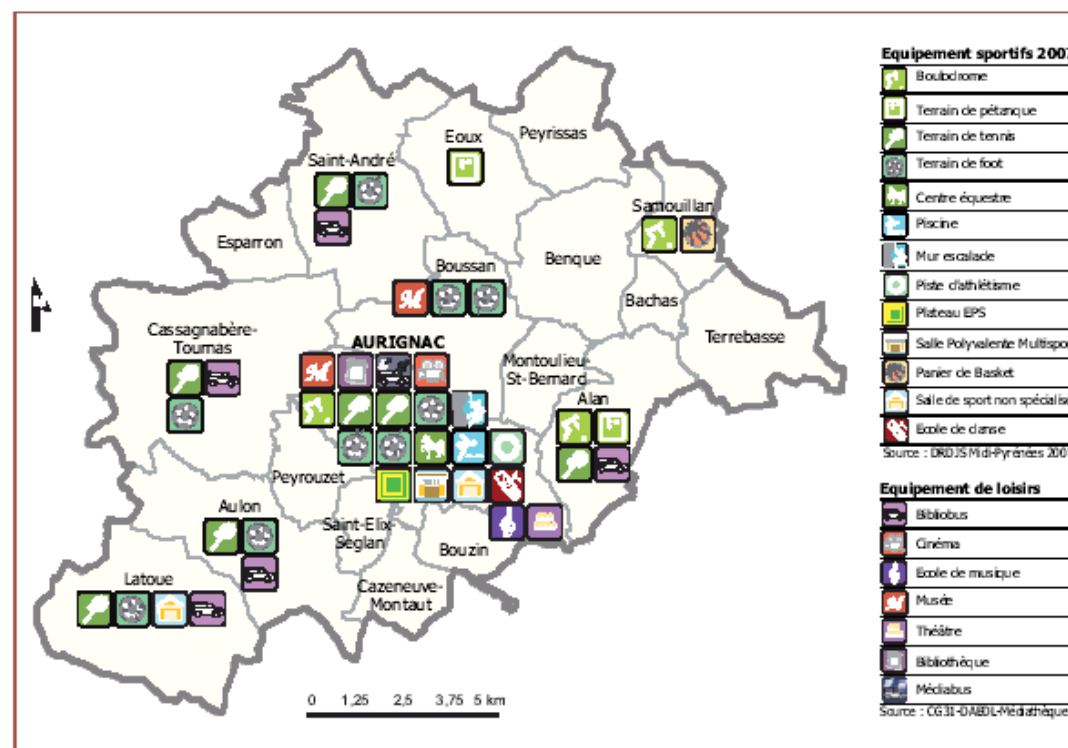
Les associations sportives restent les principaux vecteurs d'intégration des nouveaux habitants. Leurs besoins financiers restent importants et les besoins en termes d'équipements deviennent de plus en plus élevés.

En termes d'équipements culturels, le territoire présente une offre diversifiée :

- L'école de musique d'Aurignac ;
- L'association socio-culturelle d'Aurignac (théâtre) ;
- L'association culturelle intercommunale Commingeaise basée à Saint-André (théâtre).

A cela, il faut ajouter le musée de la préhistoire en cours de construction sur Aurignac (ouverture juin 2014).

Source : Etude de positionnement



e Les équipements touristiques

L'essentiel de l'hébergement touristique est concentré sur les communes d'Aurignac (41 %) et de Cassagnabère (30 %).

En 2007, le territoire compte 28 structures d'hébergement marchand, soit 454 lits touristiques représentant moins de 1% de la capacité d'accueil marchande départementale (Source : Comité Départemental de Tourisme de la Haute-Garonne - Office de tourisme cantonal d'Aurignac, 2007).

D'après les données transmises par la communauté de communes des Terres d'Aurignac, le territoire compte 24 structures au 1^{er} janvier 2014 :

- 2 hôtels (Aurignac)
- 12 Gîtes et meublés de tourisme (Alan (4), Eoux (1), Aurignac (2), Aulon (2), Boussan (1) Cazeneuve (2)). Une des particularités du territoire en matière d'hébergement réside dans la qualité de ces meublés.
- 2 campings (Aurignac et Cassagnabère-Tournas avec respectivement 43 et 48 emplacements).
- 5 structures de chambres d'hôtes (Aulon, Aurignac, Benque, Cazeneuve et Peyrissas). Ces hébergements se situent dans d'anciens moulins ou d'anciennes fermes restaurées.
- 3 gîtes de groupe (Alan, Cassagnabère, Cazeneuve).

Le nombre de structures d'accueil aurait ainsi légèrement diminué depuis 2007.

Hormis les deux hôtels d'Aurignac, l'hébergement de groupe fait défaut sur le territoire. Le besoin de ce type d'hébergement sera d'autant plus important quand le Musée de la Préhistoire d'Aurignac sera ouvert.

Sur le territoire, la thématique de la préhistoire et de l'archéologie constitue un vecteur touristique majeur qui sera accentué et valorisé par l'ouverture prochaine de ce musée.

Par ailleurs, de par la place primordiale de l'agriculture, la diversification agricole peut jouer un rôle important dans le développement touristique du territoire.

2.1.2. Le tissu associatif

81 associations sont recensées sur l'ensemble des 19 communes, dont 72 dans les domaines des sports, loisirs, de la culture et du patrimoine (Source : Office du tourisme du canton d'Aurignac, 2008) :

- 18 comités des fêtes
- 15 associations et clubs sportifs
- 14 associations de loisirs et culture
- 11 associations de chasse
- 7 associations de sauvegarde du patrimoine (Alan, Aurignac, Bachas, Boussan et Esparron)
- 4 clubs du troisième âge (Alan, Aurignac, Cassagnabère-Tournas et Saint-André)
- 2 associations de pêche (AAPPMA d'Aurignac et d'Aulon et une amicale de pêche à Latoue)

2.1.3. Les équipements numériques

a La desserte en internet Haut-Débit

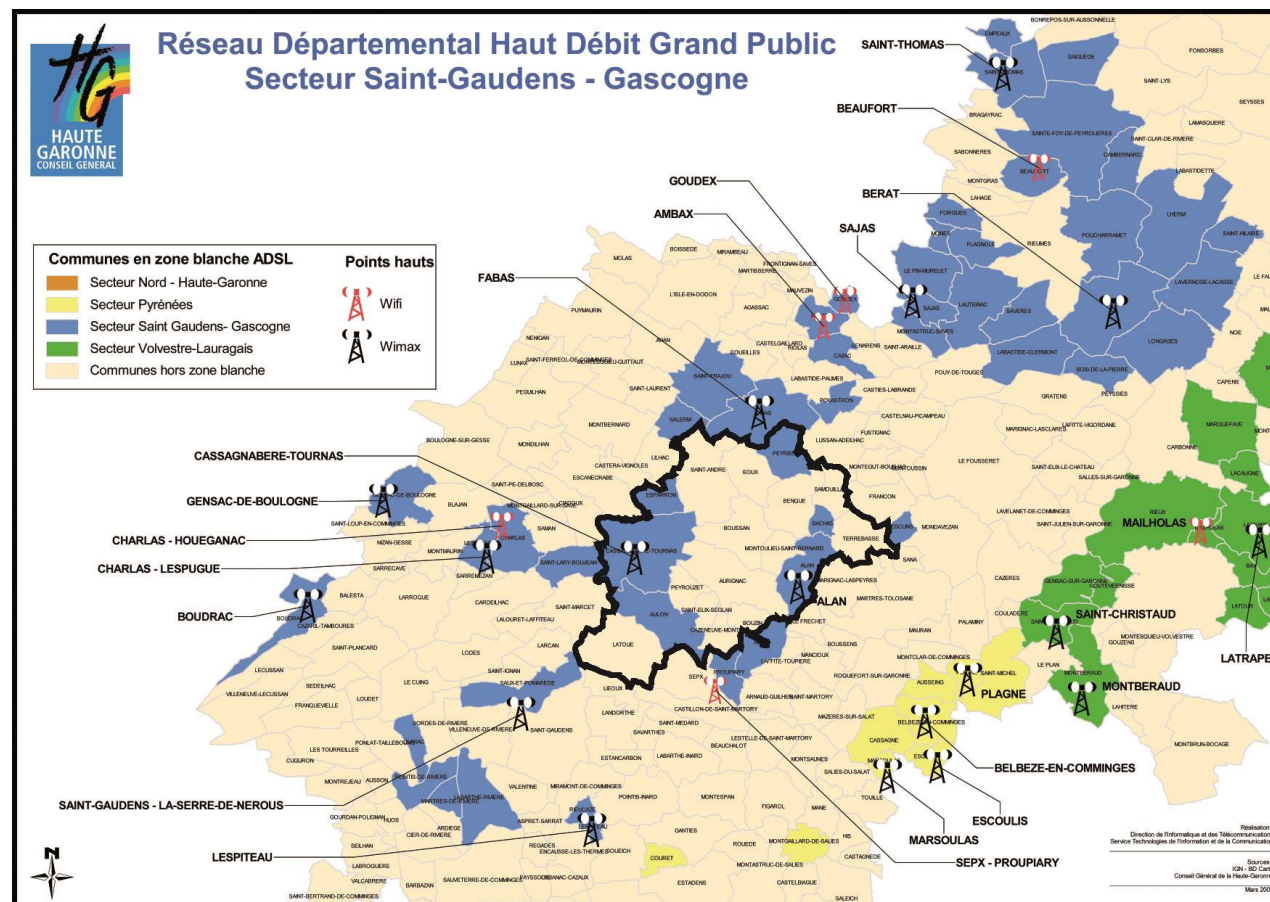
Si l'ADSL est présente sur le territoire, elle apparaît insuffisante et rend difficile les possibilités de télétravail. Sur le haut débit, c'est l'axe de RD 635 qui doit permettre d'irriguer les établissements publics importants.

De plus, quatre communes du territoire sont identifiées en zone blanche ADSL : Alan, Aulon, Bachas, et Peyrissas. Sur Cassagnabère-Tournas et Esparron, auparavant identifiées en zone blanche, la desserte s'est améliorée ces dernières années.

Pour remédier à ce constat, le Conseil Général de Haute-Garonne s'est engagé dans l'aménagement numérique de son territoire pour permettre un accès internet à haut débit pour toute sa population. Pour couvrir les zones blanches, le département a voté un budget pour développer les technologies Wimax et Wifi. Plusieurs émetteurs concernent le territoire, notamment trois émetteurs Wimax à Cassagnabère-Tournas (pour la partie Ouest), Alan (pour la partie Sud Est) et Fabas (au nord du territoire, pour la partie Nord Est). Ces émetteurs vont voir leur puissance augmentée de manière à améliorer l'irrigation du territoire.

Aujourd'hui, Cassagnabère et Esparron sont majoritairement desservies par voie filaire. Par ailleurs, le schéma départemental d'aménagement numérique vient d'être réalisé.

Concernant la fibre optique, elle traverse le territoire, mais n'y apporte rien. Une convention a été signée pour son passage mais pas pour la desserte de la CCTA.



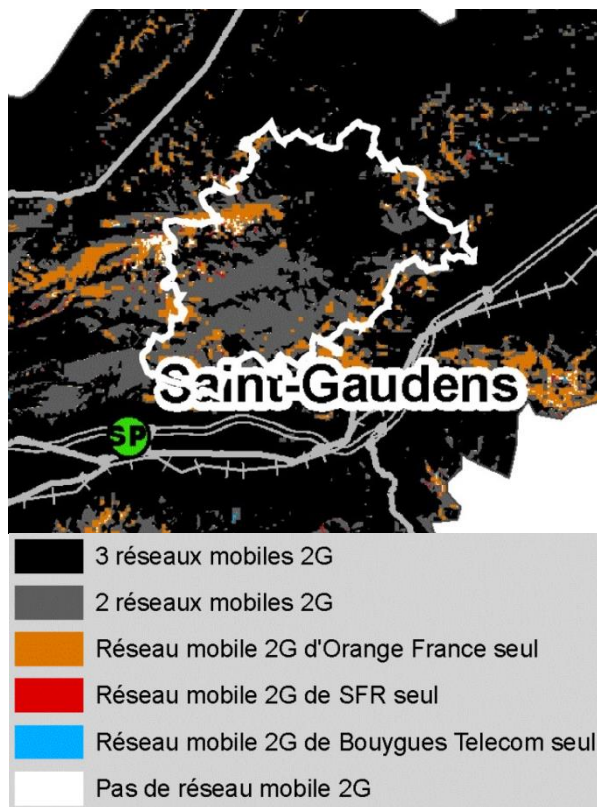
b La desserte en téléphonie mobile

En termes de téléphonie mobile, les problèmes persistent toujours à l'heure actuelle y compris pour la 2G même si la majeure partie du territoire semble officiellement couverte. Tous les opérateurs ne sont pas présents sur l'ensemble du territoire. Sur certaines parties du territoire, comme Latoue, la couverture est très limitée y compris sur le village.

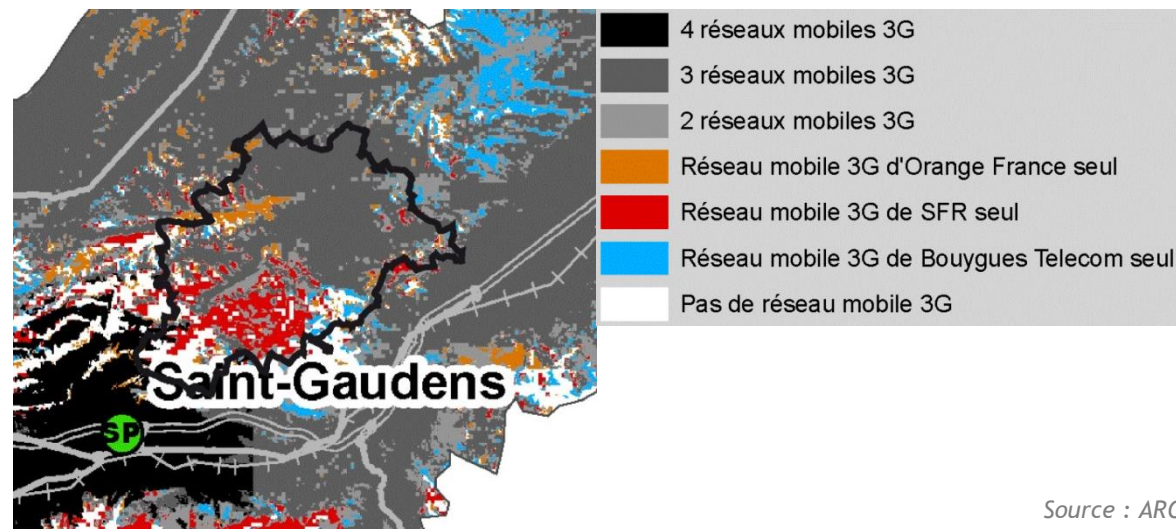
Concernant la 3G, la desserte apparaît davantage inégale à l'échelle de la CCTA. Si la moitié Nord-Est semble bien pourvue avec 2 voire 3 opérateurs, la partie Sud-Ouest ne compte souvent qu'un seul opérateur et certains secteurs apparaissent même comme non couverts par la technologie.

Concernant la 4G, l'ensemble du territoire est identifié dans la Zone de Déploiement Prioritaire de la 4G 800 Mhz (22 000 communes à l'échelle nationale principalement situées en zone rurale). Les ZDP doivent être couvertes à hauteur de 40% dès le 17 janvier 2017 et 90% dès le 17 janvier 2022.

Couverture 2G



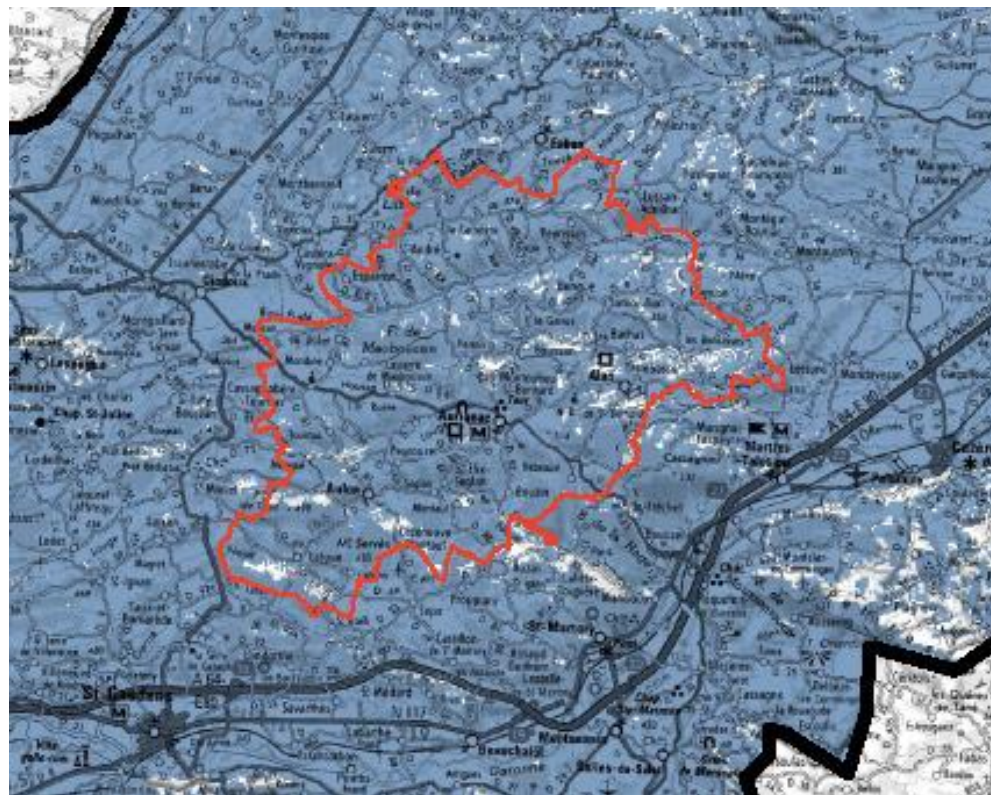
Couverture 3G



Source : ARCEP

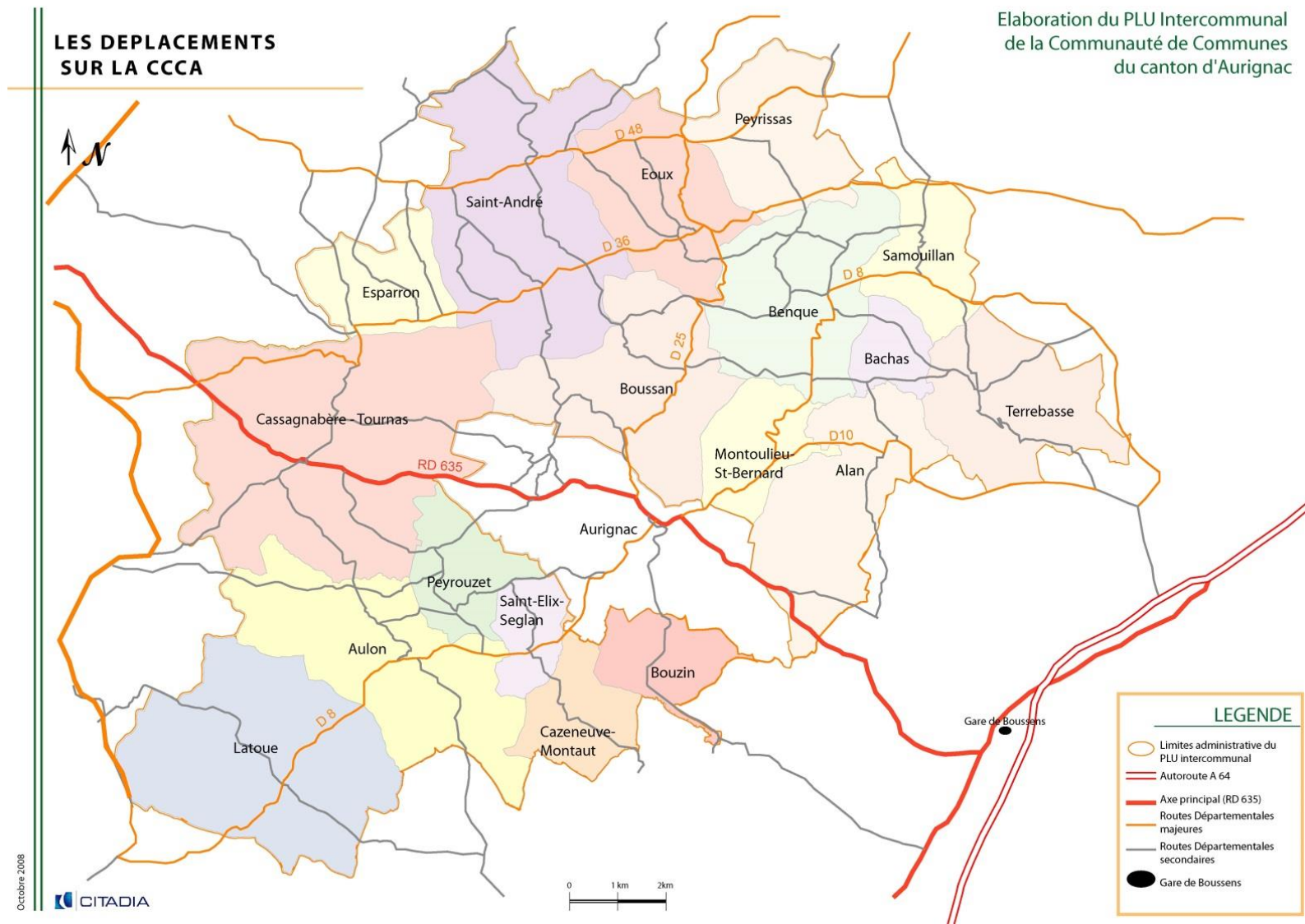
c La desserte en Télévision Numérique Terrestre

La quasi-totalité du territoire est couverte par la TNT en 2013. Les quelques zones blanches correspondent à des zones non habitées.



Source : CSA

2.2. Les déplacements



2.2.1. Un territoire maillé par de nombreux axes routiers

Les axes de transports routiers sont nombreux sur le territoire de la Communauté de Communes des Terres d'Aurignac.

Le réseau de routes départementales est bien structuré autour d'Aurignac et permet aisément des connexions avec les communes périphériques.

La RD 635 est un axe majeur qui permet de relier le territoire d'Est en Ouest. La R D8 est également un axe important qui permet de relier la commune d'Aurignac à celle de Latoue. Le territoire de la CCTA bénéficie d'atouts majeurs du fait de la proximité géographique avec la gare de Boussens et de l'autoroute A 64 (Toulouse-Bayonne)

2.2.2. Des transports collectifs de plus en plus attractifs

La ligne de transport départementale n°91 en direction de Saint-Gaudens propose en semaine trois allers-retours par jour en passant par Alan et Aurignac. En 2006, cette ligne a permis le transport de 1741 voyageurs « commerciaux » (hors scolaires), et un total de 23 695 voyages dans le cadre des transports scolaires, permettant de desservir notamment les lycées de Saint-Gaudens.

Outre la ligne 91, il existe une navette Aulon/Aurignac/Boussens desservant le territoire matin/midi et soir. Cette navette est calée sur les horaires du TER Toulouse/Boussens.

La Gare de Boussens, située à une dizaine de kilomètres, est de plus en plus fréquentée par les habitants du territoire qui se rendent sur l'agglomération toulousaine pour des raisons professionnelles.

Le flux de voyageurs transitant par la gare de Boussens est en augmentation.

La Communauté de communes des Terres d'Aurignac dispose également d'un service de Transport à la Demande (TAD) financé par le Conseil Général de la Haute-Garonne. En 2005, 398 passagers avaient utilisé le TAD. Malgré une fréquentation relativement faible, la prestation de transport fonctionne relativement bien et reste appréciée des utilisateurs pour se rendre au marché d'Aurignac le mardi matin. Bien que les personnes âgées soient les usagers les plus utilisateurs de ce service, il convient de préciser que celui-ci est ouvert à tout public.

Source : Conseil Général de la Haute-Garonne, Direction des transports, 2006

Il est également important de souligner la nécessaire corrélation entre le mode d'urbanisation et la pertinence des solutions de transports en commun qui pourront être mises en place sur ce territoire.

2.3. Le stationnement

Le territoire du PLUi des Terres d'Aurignac dispose d'un volume d'environ 830 emplacements¹ de stationnement matérialisés. Ils sont de différents types :

- Matérialisés par un marquage au sol blanc en pointillé
- Matérialisés par un changement de revêtement au sol et pensés de manière qualitative avec l'espace public alentour
- Emplacements en bordure de voiries et/ou places centrales
- Le plus souvent à proximité des services et équipements publics ainsi que des commerces.

L'importance du volume de places non matérialisées n'est pas négligeable. Certaines communes au caractère très rural comme Eoux ou Boussan, n'ont pas d'emplacements matérialisés étant donné que le besoin n'existe pas forcément sur ces petits bourgs.

Il n'y a pas de réels besoins identifiés en termes de stationnement sur le territoire hormis sur la commune d'Aurignac qui a fait le choix de positionner un emplacement réservé près du bourg pour la création éventuelle de stationnement.

Le diagnostic précis du stationnement est intégré aux annexes du rapport de présentation.

¹ Chiffre donné à titre indicatif et ne reflétant que les emplacements matérialisés ou les placettes où la vocation stationnement est évidente.

2.4. SYNTHÈSE EQUIPEMENTS & DEPLACEMENTS

ATOUTS-OPPORTUNITES :

- + Augmentation des effectifs sur le collège d'Aurignac, signe de l'attractivité du territoire ;
- + De nombreuses structures d'accueil et d'aide aux personnes âgées ou handicapées ;
- + Une offre d'équipements culturels et sportifs, relativement diversifiée ;
- + Une multitude de petites structures d'hébergement touristiques (gîtes, chambres d'hôtes,...) ;
- + Un territoire maillé par de nombreuses routes départementales ;
- + Un regain d'intérêt de la population pour les transports collectifs (gare de Boussens, liaisons bus,...)

FAIBLESSES-MENACES :

- Des communes dépourvues de services publics
- Déficit de structures d'accueil pour la petite enfance avec une demande de plus en plus importante ;
- Un déséquilibre Nord-Sud dans la répartition spatiale des services à la population ;
- Un hébergement touristique de groupe qui fait défaut ;
- Quelques communes excentrées par rapport aux grands axes de communication.
- Une desserte numérique inégale

ENJEUX :

- ☒ Favoriser le développement des équipements notamment pour la petite enfance ;
- ☒ Créer des relais de services dans les communes les plus excentrées ;
- ☒ Favoriser le renouvellement des populations en milieu rural de manière à pérenniser les équipements, notamment scolaires ;
- ☒ Gérer le vieillissement de la population et développer des équipements adaptés (notamment pour les personnes âgées et personnes handicapées dépendantes) ;
- ☒ Favoriser le développement des hébergements de tourisme notamment pour les groupes ;
- ☒ Rechercher une meilleure desserte numérique de la population et des activités
- ☒ Conforter et diversifier la desserte du territoire ;

Partie 3. DIMENSION ECONOMIQUE

3.1. Un territoire reposant essentiellement sur l'économie résidentielle

3.1.1. Un territoire pourvoyeur d'emploi

La CCTA comptait, en 2010, 1 108 emplois dont 61 % étaient concentrés sur la commune d'Aurignac. Si le nombre d'emplois sur la CCTA a augmenté entre 1999 et 2010 (+ 50 emplois), sur les dernières années (2007-2010), la perte d'une soixantaine d'emplois est constatée.

Par ailleurs, toutes les communes ne connaissent pas la même dynamique de l'emploi. Seules 6 communes voient leur nombre d'emplois augmenter entre 1999 et 2010 : Aurignac (+112), Montoulieu-Saint-Bernard (+5), Latoue (+21), Peyrouzet (+16), Peyrissas (+2), et Terrebasce (+9). Aurignac a ainsi accueilli la grande majorité des emplois nouvellement créés.

Avec plus d'un tiers des emplois occupés par des actifs venant de l'extérieur (37%), le territoire peut être considéré comme attractif pour les résidents des communes voisines au territoire.

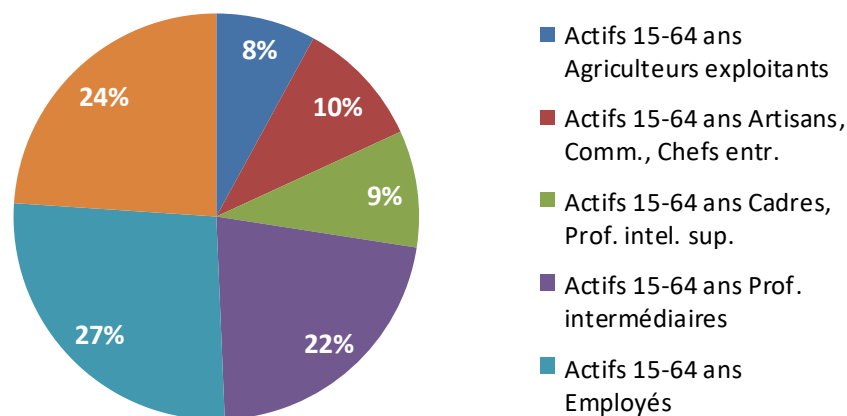
En 2010, le territoire offrait 1 emploi pour 3,8 habitants. Si ce ratio est cohérent par rapport aux caractéristiques de la CCTA (territoire rural qui propose une certaine autonomie notamment en matière d'emplois), il évolue défavorablement puisqu'il est en hausse depuis 1999 (3,6). Cela signifie que le territoire a tendance à voir sa vocation résidentielle augmenter.

La catégorie socio-professionnelle la plus représentée est celle des employés suivie de près par les ouvriers et les professions intermédiaires.

Entre 1999 et 2010, l'ensemble des CSP ont vu leur part augmenter hormis celle des agriculteurs exploitants, en lien avec la perte de 89 agriculteurs exploitants sur cette période.

En 2010, le territoire regroupait 130 demandeurs d'emplois soit 7,4 % de la population active. Le nombre de demandeurs d'emplois a donc augmenté depuis 2007, date à laquelle 61 demandeurs d'emplois étaient recensés.

Répartition de la population active de 15-64 ans par CSP



3.1.2. Des actifs de plus en plus mobiles

Il est constaté par ailleurs que plus de la moitié des actifs occupés travaillent hors du territoire (917 actifs, soit 57 % des actifs occupés du territoire), dont une majorité à Saint-Gaudens (210 actifs en 2010 contre 175 en 2010) et Toulouse (168 actifs en 2010 contre 113 actifs en 2007), représentant respectivement 13 % et 10 % des actifs occupés résidant sur le territoire. Ainsi, plus de 40 % des actifs travaillant à l'extérieur de la CCTA se rendent sur ces deux pôles d'emplois.

Lieu de travail	Actifs occupés résidant sur la CCCA	
	Nombre	Part
CCCA	692	43%
Extérieur	917	57%
TOTAL	1 610	100%

Lieu de résidence	Actifs occupés travaillant sur la CCCA	
	Nombre	Part
CCCA	692	63%
Extérieur	412	37%
TOTAL	1 104	100%

Il n'est pas étonnant de voir qu'une part importante d'actifs se rend à l'extérieur du territoire du fait de la différence entre le nombre d'emplois sur le territoire (1 108) et le nombre d'actifs occupés qui y réside (1 610). Globalement, le bilan entrées / sorties d'actifs lié aux mobilités domicile-travail met en avant que le territoire de la CCTA est déficitaire de 505 actifs (412 actifs viennent de l'extérieur pour travailler sur la CCTA et 917 actifs résidents sur la CCTA travaillent à l'extérieur).

Des différences sont également constatées entre les secteurs de la CCTA. Avec une majorité d'actifs travaillant sur la CCTA, le secteur Nord de la Nère est celui qui apparaît le plus lié à la CCTA en termes de mobilités-domicile travail. A l'inverse le secteur proche de l'A64 est celui qui est le plus dépendant de pôles d'emplois extérieurs. C'est justement l'accessibilité dont bénéficie ce secteur qui explique en grande partie ce constat.

Lieu de résidence	Part des actifs occupés résidant sur la CCCA	
	Y travaillant	travaillant à l'extérieur
Secteur central	45%	55%
Secteur à l'Ouest du territoire autour des RD8 et 635	40%	60%
Secteur Nord de la Nère	57%	43%
Secteur proche de l'A64	29%	71%
Communauté de communes	43%	57%

3.2. Une activité économique de plus en plus liée à la sphère présentielle

3.2.1. Une part prépondérante d'emplois lié à l'économie présentielle

COMMUNAUTE DE COMMUNES	2010			1999		
	Emploi total	Sphère non présentielle	Sphère présentielle	Emploi total	Sphère non présentielle	Sphère présentielle
Nombre	1 108	268	840	1 058	336	722
Part	100%	24%	76%	100%	32%	68%

Avec plus de trois quarts des emplois de la CCTA en 2010, l'économie présentielle domine largement le tissu économique du territoire. Cette part est même en progression depuis 1999 et connaît une importante augmentation du nombre d'emplois (+ 118).

La dynamique d'emplois de l'économie présentielle a ainsi permis de compenser le déclin du secteur productif (-68 emplois) sur cette même période.

Communes et secteurs du canton d'Aurignac	Part des emplois liés à l'économie présentielle	Part des emplois liés à l'économie productive
Secteur central de la communauté de communes	89,2%	10,8%
Secteur à l'Ouest du territoire autour des RD8 et 635	51,9%	48,1%
Secteur Nord de la Nère	31,7%	68,3%
Secteur proche de l'A64	22,4%	77,6%
COMMUNAUTE DE COMMUNES	75,8%	24,2%

Toutefois, la part de l'économie présentielle varie selon les secteurs du territoire. Si le secteur central de la CCTA, elle domine largement le tissu d'emplois, sur les secteurs Nord de la Nère et proche de l'A64, c'est l'économie productive qui domine le tissu d'emplois.

3.2.2. Le secteur tertiaire, un secteur majeur sur la CCTA

Avec 501 emplois salariés sur l'ensemble de la CCTA, soit deux tiers de l'emploi salarié, le secteur des services caractérise le territoire (pour 48 % sur l'ensemble du Comminges et 57 % en Haute-Garonne).

De nombreux services sont présents sur le territoire et particulièrement sur la commune-centre d'Aurignac : Communauté de communes, communes, ADMR, ...

A noter que la communauté de communes est devenue le troisième plus gros employeur du territoire.

3.2.3. Des activités commerciales et artisanales de « base »

L'offre commerciale et de services actuelle peut être qualifiée d'offre de base (boucherie, charcuterie, primeur, fleuriste, vêtement, quincaillerie, matériaux, supérette, banque, assurance, garagiste,...). En termes de commerces alimentaires, le territoire compte deux supérettes à Aulon et Aurignac. Jusqu'à aujourd'hui, les habitants se rendaient dans les surfaces commerciales des cantons voisins (Boulogne-sur-Gesse, Cazères, Saint-Gaudens,...). Mais, depuis Juin 2015, un supermarché s'est installé à l'entrée d'Aurignac (carrefour contact).

Dans le domaine de l'artisanat, entre 100 et 180 entreprises ont été recensées fin 2012 par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, dont une majorité d'entre-elles est concentrée sur les communes d'Aurignac, Cassagnabère-Tournas et Alan. Le tissu artisanal se répartit de la manière suivante :

- Entre 6 et 20 entreprises dans le secteur de l'alimentation
- Entre 19 et 50 entreprises dans le secteur des services
- Entre 40 et 90 entreprises dans le secteur du bâtiment
- Entre 7 et 20 entreprises dans le secteur de la production

Parmi les secteurs d'activités, celui du bâtiment reste prédominant, soit environ 52 % de l'ensemble des entreprises artisanales. Ce chiffre traduit également la forte demande due aux nombreuses constructions récentes observées sur le territoire.

La répartition des artisans est assez homogène sur le territoire, il existe au moins 1 entreprise artisanale dans 15 des 19 communes de la CCTA.

3.3. Un secteur industriel encore présent

Le territoire a un passé industriel conséquent mais assez méconnu notamment dans l'industrie pétrolière. En effet, précédemment à la découverte du gaz à Boussens, des puits avaient été réalisés et exploités sur certaines communes du territoire (Aulon, Latoue, Aurignac,...).

Aujourd'hui des sociétés pétrolières canadiennes s'intéressent aux gisements de gaz de la région. Avec les techniques actuelles de forage, et le prix des ressources naturelles, ces anciens gisements pourraient redevenir rentables.

Ce secteur industriel a déterminé l'essor du territoire et a permis à de nombreux habitants de trouver un emploi dans d'importantes sociétés pétrolières (Total, Elf, BP,...).

Aujourd'hui, l'industrie est essentiellement tournée vers l'extraction des matériaux provenant des carrières locales qui sont transformés ensuite en mobilier urbain, gravier,... Néanmoins, une baisse du nombre d'emplois dans les carrières est constatée.

L'emploi industriel représente en 2010, 29 entreprises pour 42 emplois salariés sur la CCTA.

3.4. Un secteur agricole fragilisé mais indispensable à la vie locale

Le Comminges se caractérise, d'un point de vue agricole, comme un secteur d'élevage et de cultures céréalières. Actuellement, la profession se trouve en période de transition par rapport :

- aux orientations politiques au niveau français, européen et mondial,
- à l'évolution démographique,
- à la question de transmission des exploitations
- au devenir du foncier

Les exploitations se spécialisent et s'adaptent économiquement aux orientations de la PAC. Les agriculteurs se sentent moins concernés par la participation tant la diminution de leur nombre est importante, alors que le rapport à l'occupation de l'espace reste majoritaire.

Bien que les emplois dans le secteur agricole ne représente que 16 % de l'emploi total en 2010 (contre 22 % en 1999), l'agriculture est le secteur qui propose plus de la moitié des emplois dans 8 des 19 communes de la CCTA, confirmant le rôle encore important de l'agriculture dans ce secteur rural. Plus de la moitié de l'emploi est lié à l'agriculture sur les secteurs Nord de la Nère (68%) et proche de l'A64 (55 %) contre un peu plus d'un quart sur le secteur à l'Ouest du territoire autour des RD8 et 635 et à peine 5 % sur le secteur central.

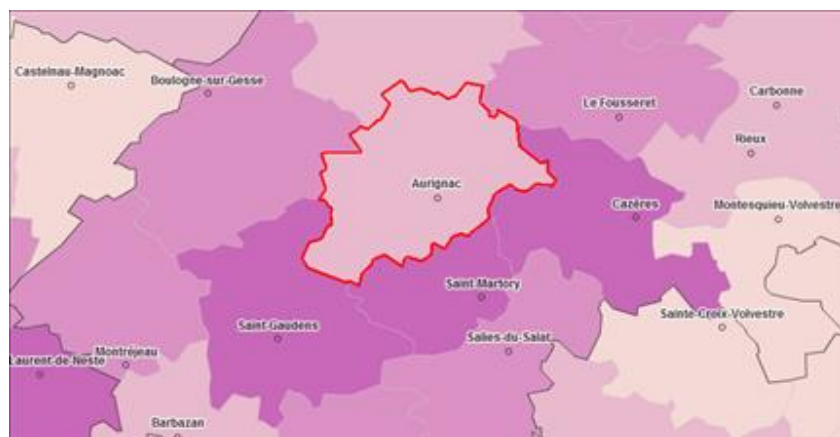
3.4.1. Emplois et activités agricoles

a Un nombre d'exploitations et d'emplois agricoles en forte baisse

Evolution du nombre d'exploitations et d'Unités de Travail Annuel (UTA) sur la CCTA entre 1988 et 2010

	2010	2000	1988	Evolution 1988-2010	Evolution 2000-2010
Nombre d'exploitations	225	277	390	-42%	-19%
Unités de Travail Annuel	201	319	532	-62%	-37%

Evo nbre d'exploitations 2000-2010



Evo nbre d'UTA 2000-2010



Couleur foncée = baisse importante du nombre d'exploitation et d'UTA en %

Source : AGRESTE, données RGA 2010

Est constaté un nombre d'exploitations et d'UTA en forte baisse entre 2000 et 2010 :

- Une perte d'un peu plus de 50 exploitations à l'échelle du territoire sur cette période, soit en moyenne 5 exploitations qui ont disparu chaque année (contre 9 exploitations en moyenne chaque année entre 1988 et 2000).
- Une perte de près de 120 UTA, soit près de 12 UTA qui disparaissent chaque année (contre 18 entre 1988 et 2000). Ce sont ainsi entre 2 et 3 UTA qui sont « supprimées » en moyenne pour chaque exploitation qui disparaît.

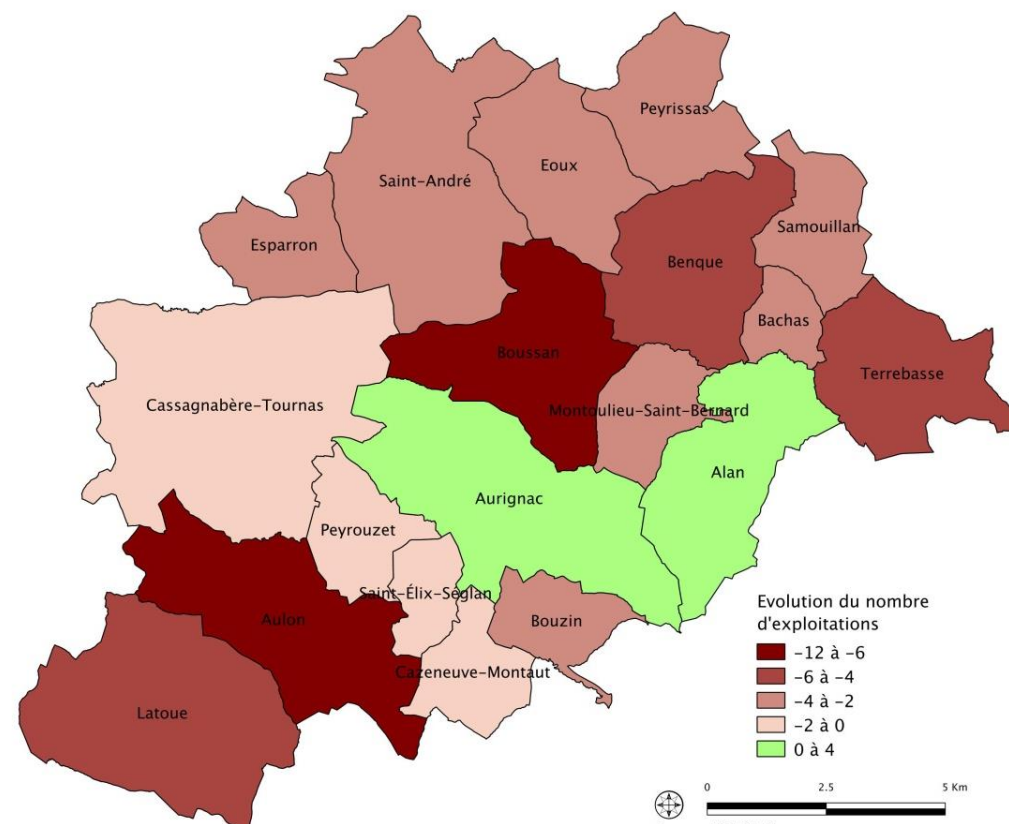
A l'échelle des différents secteurs du territoire, une baisse du nombre d'exploitations est constamment observée entre 2000 et 2010.

Seules les communes d'Alan (+1) et Aurignac (+4) voient leur nombre d'exploitation augmenter.

Toutefois, le territoire a connu un ralentissement dans la baisse du nombre d'exploitations en comparaison avec la période 1988-2000.

Evolution du nombre d'exploitations agricoles entre 2000 et 2010

Communes et secteurs du canton d'Aurignac	Exploitations agricoles ayant leur siège dans la commune				
	2010	2000	1988	Evolution 2000-2010	Evolution 1988-2010
Secteur central de la communauté de communes	61	70	106	- 9	- 36
Secteur à l'Ouest du territoire autour des RD8 et 635	80	101	137	- 21	- 57
Secteur Nord de la Nère	50	60	78	- 10	- 28
Secteur proche de l'A64	34	46	69	- 12	- 35
COMMUNAUTE DE COMMUNES	225	277	390	- 52	- 156

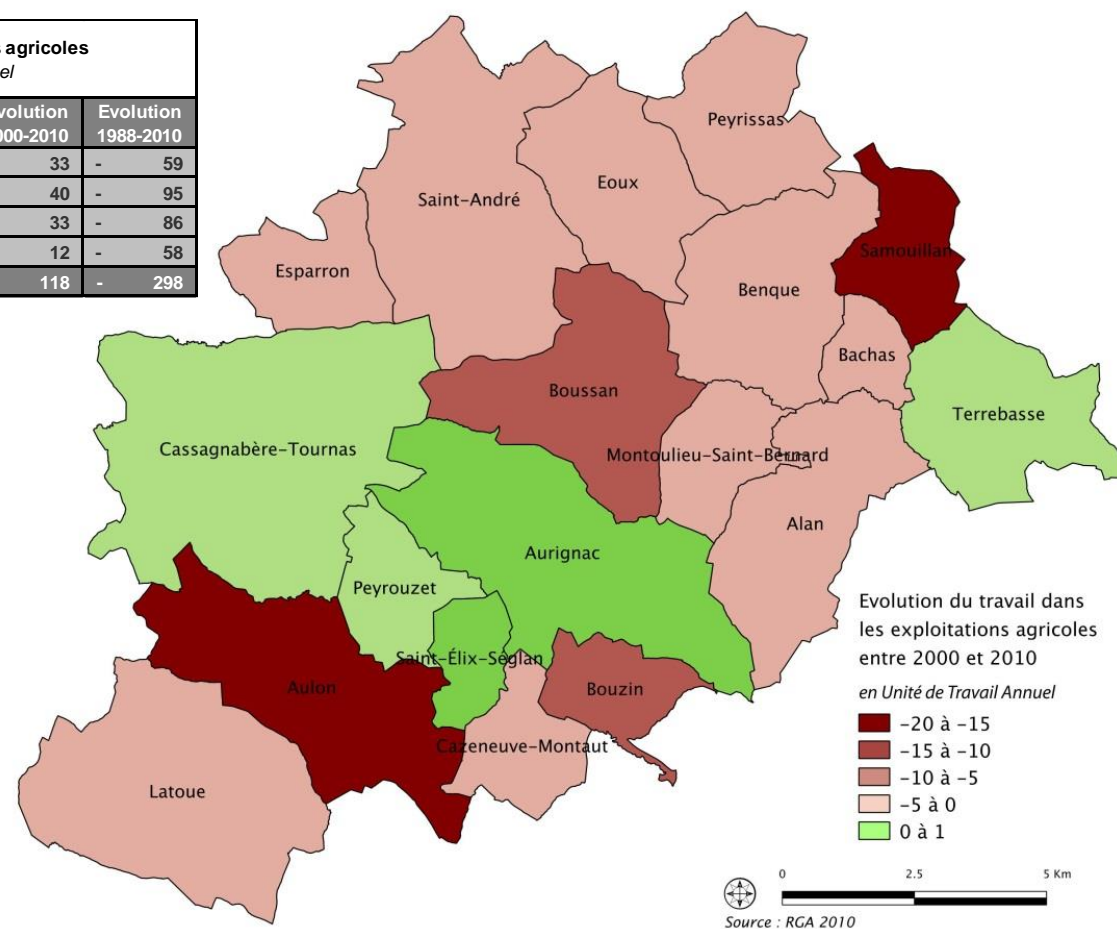


Concernant les UTA, leur nombre est également en baisse sur l'ensemble des secteurs géographiques.

Néanmoins, sur deux communes (Terrebasse (+ 0) et Saint-Elix Ségla (+1) leur nombre est en augmentation. A noter ainsi que les exploitations supplémentaires observées sur Aurignac et Alan n'ont pas permis d'augmenter le nombre d'UTA sur ces communes.

Evolution du nombre d'UTA entre 2000 et 2010

Communes et secteurs du canton d'Aurignac	Travail dans les exploitations agricoles en unité de travail annuel				
	2010	2000	1988	Evolution 2000-2010	Evolution 1988-2010
Secteur central de la communauté de communes	41	74	133	- 33	- 59
Secteur à l'Ouest du territoire autour des RD8 et 635	82	122	177	- 40	- 95
Secteur Nord de la Nère	44	77	130	- 33	- 86
Secteur proche de l'A64	34	46	92	- 12	- 58
COMMUNAUTE DE COMMUNES	201	319	532	- 118	- 298

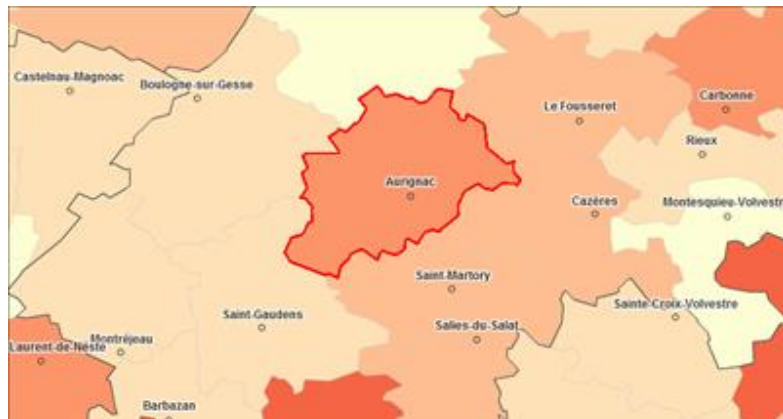


b De grandes incertitudes de reprises des exploitations malgré des chefs d'exploitation relativement jeunes

Source : AGRESTE, données RGA 2010

Part des chefs d'exploitations de moins de 40 ans en 2010 :

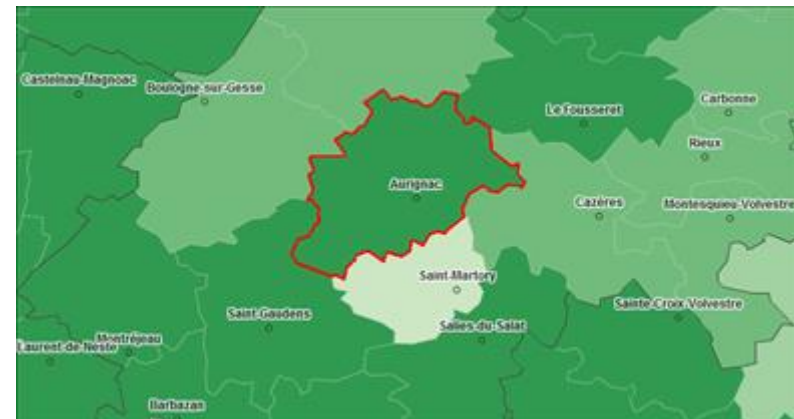
- CCTA : 20,1 %
- Haute-Garonne : 15,8 %
- Région-Midi-Pyrénées : 17,7 %
- France : 19,4 %



Couleur foncée = part plus importante de chefs d'exploitations de moins de 40 ans

Part des chefs d'exploitations pluri-actifs en 2010 :

- CCTA : 30,3 %
- Haute-Garonne : 25,6 %
- Région-Midi-Pyrénées : 21,5 %
- France : 18,0 %



Couleur foncée = part plus importante de chefs d'exploitations pluri-actifs

En comparaison avec les territoires voisins, les agriculteurs du territoire apparaissent jeunes et pluri-actifs :

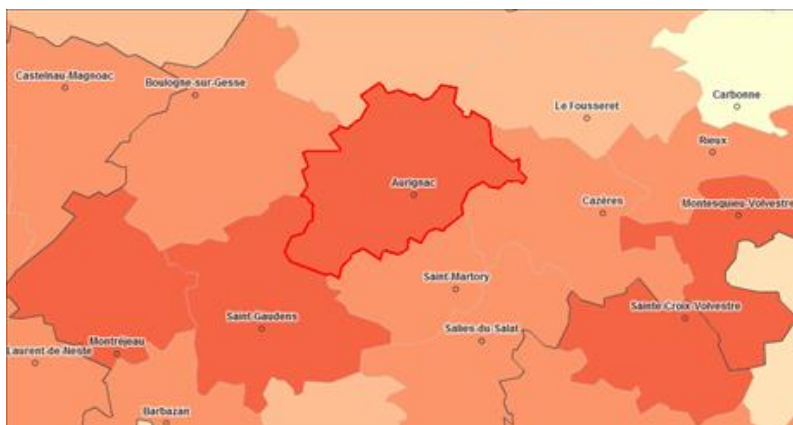
- Une part de chefs d'exploitations de moins de 40 ans relativement importante en comparaison avec les territoires voisins. Plus précisément, le secteur central de la Communauté de communes et le secteur ouest autour des RD8 et 635 sont les plus jeunes.
- Le territoire compte plus d'agriculteurs de moins de 40 ans que la moyenne départementale ou régionale.
- Environ un tiers des exploitants sont pluri-actifs, notamment afin de s'assurer des revenus complémentaires. Toutefois, certaines exploitations sont gérées de façon patrimoniale : les enfants sont parfois déclarés comme agriculteurs (alors qu'ils vivent ailleurs) mais ce sont les parents retraités agricoles qui continuent à exploiter les terres.

Néanmoins, cette population agricole relativement jeune ne lève pas les incertitudes concernant la reprise des exploitations, même si de nombreux exploitants attendent le dernier moment pour s'occuper de la succession :

- Près de la moitié des exploitations du territoire (48,9 %) n'ont pas de successeur connu en 2010, soit 110 exploitations ...
- ... qui représentent 40,1 % de la SAU intercommunale, soit un peu plus de 4 300 ha.

Part des exploitations sans successeur connu en 2010 :

- CCTA : 48,9 %
- Haute-Garonne : 43,5 %
- Région-Midi-Pyrénées : 41,8 %
- France : 38,8 %



Couleur foncée = part plus importante d'exploitations sans successeur connu

D'après les résultats des questionnaires, les difficultés de succession concernent souvent les petites exploitations agricoles. Cela peut s'expliquer par les difficultés d'accès à un foncier disponible pour les éventuels repreneurs.

Il y a souvent plusieurs candidats pour l'achat de terres, ce qui entraîne une hausse des prix du foncier.

Les exploitations du secteur proche de l'A64 sont davantage en développement. Les autres secteurs regroupent des exploitations dont le régime de croisière est atteint. Le secteur Nord de la Nère regroupe toutefois autant d'exploitations en cessation d'activité qu'en régime de croisière.

c Des exploitations principalement individuelles et

utilisant une SAU de moins de 100 ha

Source : AGRESTE, données RGA 2010

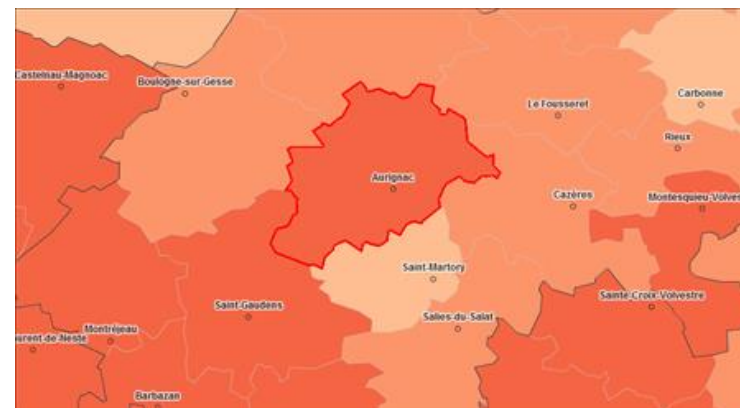
Le territoire compte une grande majorité d'exploitations individuelles :

- Plus de 85 % des exploitations sont individuelles, soit près de 200 exploitations
- Cette part fortement majoritaire peut être mise en parallèle avec le constat précédent sur la part relativement importante d'exploitations sans successeur connu
- Toutefois, ces exploitations ne représentent « que » un peu plus de 60 % de la SAU en 2010. Ce sont donc des exploitations dont la superficie en SAU est plus réduite.

Part d'exploitations individuelles en 2010 :

- CCTA : 85,8 %
- Haute-Garonne : 78,9 %
- Région-Midi-Pyrénées : 76,3 %
- France : 70,6 %

Couleur foncée = part plus importante d'exploitations individuelles



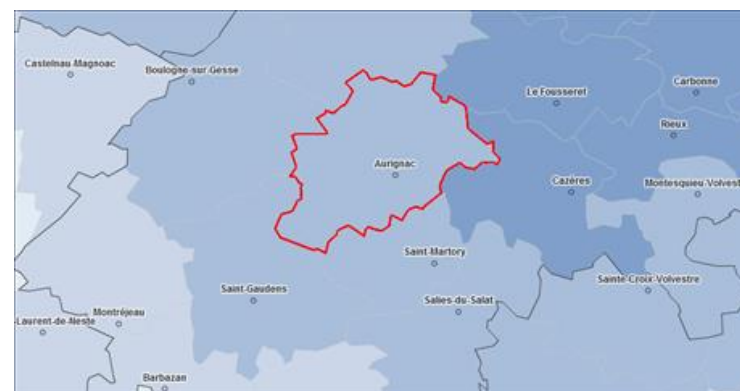
LA CCTA recense une grande majorité d'exploitations utilisant une SAU inférieure à 100 ha, ce qui s'explique par le grand nombre d'exploitations en polyculture-élevage ou les surfaces moyennes environnent les 50 ha en règle générale.

Un peu moins de 17 % des exploitations possèdent une SAU de 100 ha et plus, soit 40 exploitations à peine. Toutefois, ces dernières représentent plus de 55 % de la SAU intercommunale, soit près de 6 000 ha.

Part d'exploitations ayant une SAU de 100 ha et plus en 2010 :

- CCTA : 16,9 %
- Haute-Garonne : 16,4 %
- Région-Midi-Pyrénées : 13,1 %
- France : 18,1 %

Couleur foncée = part plus importante d'exploitations ayant une SAU de 100 ha et plus



d Des emplois agricoles salariés très peu représentés

Source : AGRESTE, données RGA 2010

Part des exploitations avec salarié permanent en 2010 :

- CCTA : 2,7 % (6 expl.)
- Haute-Garonne : 7,2 %
- Région-Midi-Pyrénées : 7,0 %
- France : 13,3 %



Couleur foncée = part plus importante d'exploitations avec salarié permanent

Salariés permanents, part dans l'emploi agricole en 2010 :

- CCTA : 4,3 %
- Haute-Garonne : 9,7 %
- Région-Midi-Pyrénées : 7,7 %
- France : 17,2 %



Couleur foncée = part plus importante des salariés permanents dans l'emploi agricole

Main d'œuvre saisonnière et occasionnelle, part dans l'emploi agricole en 2010 :

- CCTA : 1,1 %
- Haute-Garonne : 4,4 %
- Région-Midi-Pyrénées : 8,5 %
- France : 10,4 %



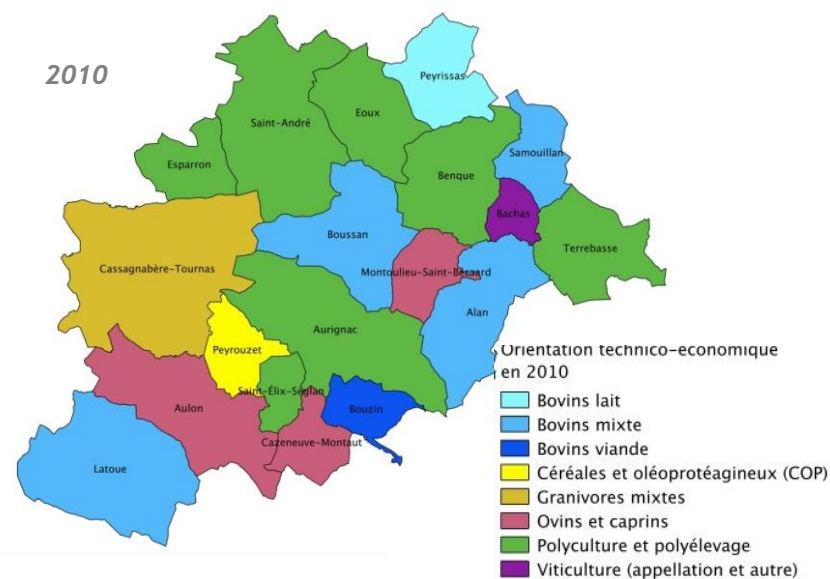
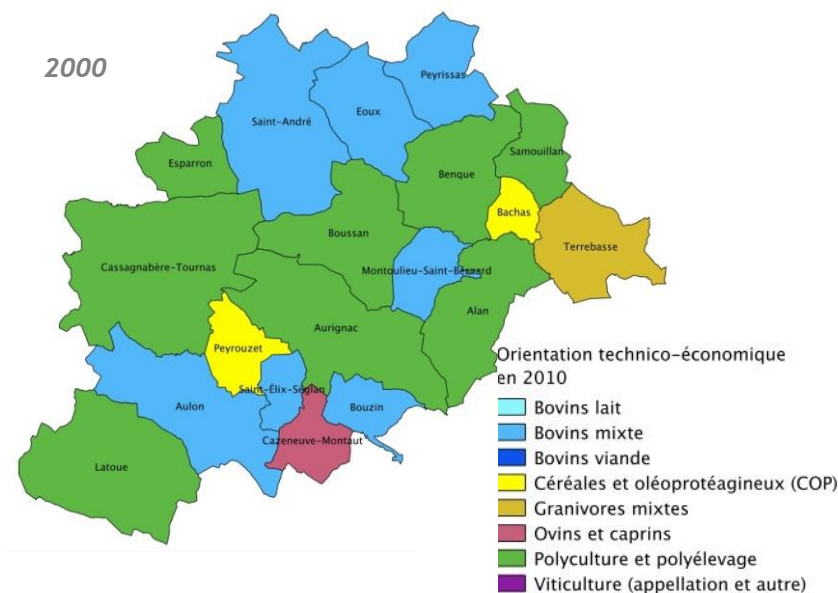
Couleur foncée = part plus importante de la main d'œuvre occasionnelle dans l'emploi

Très peu d'exploitations (6 exploitations soit moins de 3 % des exploitations) emploient au moins un salarié permanent en 2010. Ce chiffre apparaît faible en comparaison avec des territoires voisins. La prédominance d'exploitations individuelles explique en partie ce constat.

De même, la part de la main d'œuvre occasionnelle et saisonnière dans l'emploi agricole est très faible en 2010.

e Orientation technico-économique : une agriculture en mutation

Source : AGRESTE, données RGA 2010



Globalement l'orientation technico-économique du territoire semble davantage diversifiée qu'en 2000.

Seules cinq communes (Cazeneuve-Montaut, Aurignac, Benque, Peyrouzet et Esparron) présentent la même orientation technico-économique en 2000 et en 2010.

Si la polyculture et le poly-élevage et l'élevage bovin concernent toujours la majorité des communes en 2010, l'élevage ovin et caprin semble monter en puissance entre 2000 et 2010.

De plus, de nombreuses exploitations laitières n'ont pas de successeur, ou se convertissent en bovin viande. Et, un basculement est constaté de la production d'élevage, notamment laitier, au profit de la grande culture. La crise laitière laisse présager que ce phénomène pourrait se poursuivre.

En parallèle, le cheptel diminue globalement sur le territoire perte de 18 % entre 2000 et 2010, soit 1 600 unités de gros bétail (160 chaque année). Seul le secteur Nord de la Nère connaît une légèrement augmentation.

3.4.2. Occupation agricole du territoire

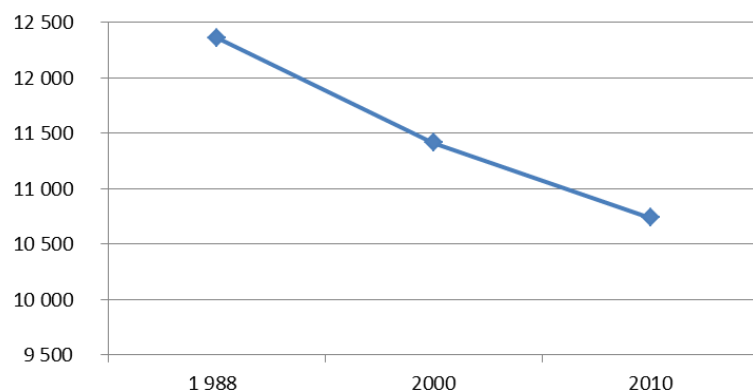
a Une surface agricole utilisée (SAU) en diminution

Source : AGRESTE, données RGA 2010

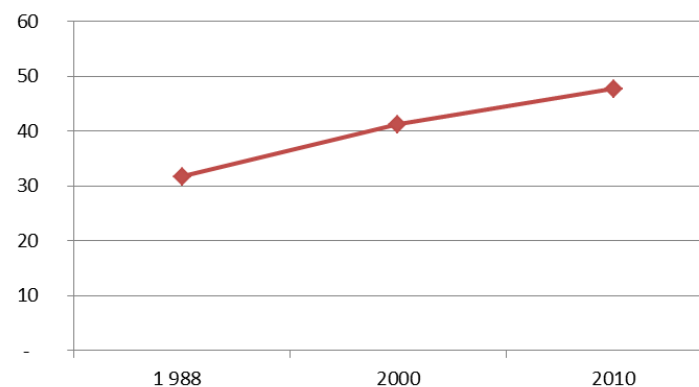
Evolution de la SAU entre 1988 et 2010

	2010	2000	1988	Evolution 1988-2010	Evolution 2000-2010
Surface Agricole Utilisée	10 738	11 414	12 360	-13%	-6%
SAU moyenne	48	41	32	51%	16%

Evolution de la Surface Agricole Utilisée



Evolution de la SAU moyenne



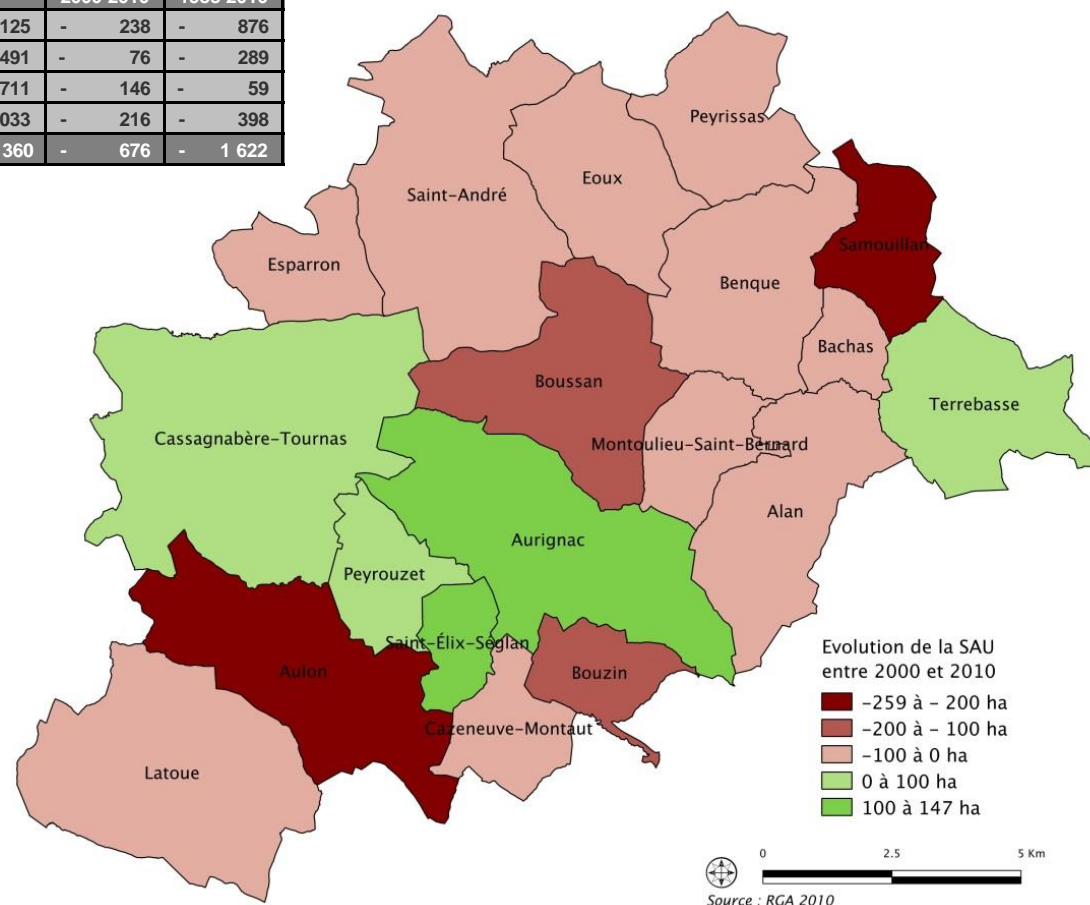
Sur la CCTA, la SAU est globalement en forte baisse entre 2000 et 2010 : diminution de plus de 650 ha (contre près d'un millier entre 1988 et 2000), soit en moyenne une perte de près de 70 hectares chaque année (contre moins de 80 ha par an entre 1988 et 2000). Entre 2000 et 2010, c'est l'équivalent de la superficie totale d'une commune telle qu'Esparron qui a disparue ou l'équivalent de communes comme Aulon ou Latoue si l'on prend la période 1988-2010.

Néanmoins, la baisse de la SAU est plus faible que la baisse du nombre d'exploitations et d'UTA ce qui provoque une hausse de la SAU moyenne par exploitation entre 2000 et 2010 (+ 7 ha en moyenne par exploitation).

A l'échelle des différents secteurs géographiques du territoire, une baisse de la SAU est constatée sur l'ensemble du territoire. Elle est néanmoins en hausse sur cinq communes : Aurignac, Cassagnabère-Tournas, Peyrouzet, Saint-Elix-Séglan et Terrebasse. Aulon et Samouillan sont les communes qui connaissent les plus fortes baisse de la SAU.

Evolution de la SAU entre 2000 et 2010

Communes et secteurs du canton d'Aurignac	Superficie agricole utilisée en hectare				
	2010	2000	1988	Evolution 2000-2010	Evolution 1988-2010
Secteur central de la communauté de communes	2 249	2 487	3 125	- 238	- 876
Secteur à l'Ouest du territoire autour des RD8 et 635	4 202	4 278	4 491	- 76	- 289
Secteur Nord de la Nère	2 652	2 798	2 711	- 146	- 59
Secteur proche de l'A64	1 635	1 851	2 033	- 216	- 398
COMMUNAUTE DE COMMUNES	10 738	11 414	12 360	- 676	- 1 622



b Une SAU majoritairement en fermage

Source : AGRESTE, données RGA 2010

Part du fermage dans la SAU en 2010 :

- CCTA : 55,5 %
- Haute-Garonne : 58,7 %
- Région-Midi-Pyrénées : 58,1 %
- France : 76,5 %

Couleur foncée = part plus importante du fermage dans les exploitations



Un peu plus de la moitié de la SAU est en fermage (55,5 %), soit près de 6 000 ha. Les questionnaires confirment cette tendance. C'est une pratique qui se développe de plus en plus sur le territoire.

Les agriculteurs maîtrisent leur foncier à 45% environ. C'est une proportion moyenne, qui risque de diminuer compte tenu des libérations de terres d'ici 5 à 10 ans. En 2006, ils maîtrisaient 58% de leur foncier, ce qui confirme les tendances à la baisse.

Pour faire face aux besoins des marchés et à la situation économique, les exploitations agricoles ont une tendance à l'agrandissement, en termes de surfaces et de cheptels. Le secteur nord-ouest se caractérise par des superficies plus importantes.

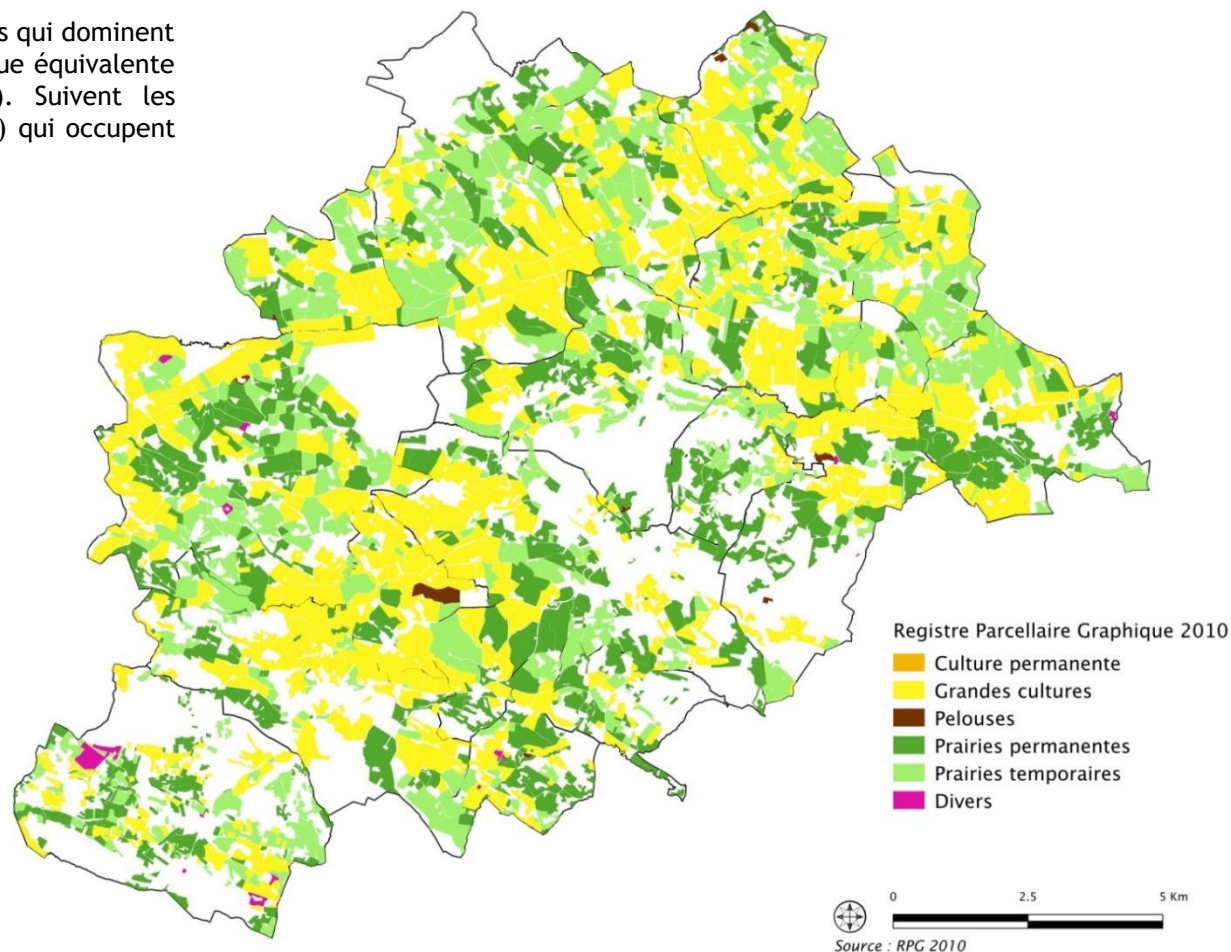
c Surfaces identifiées au registre parcellaire graphique en 2010

Source : Registre Parcellaire Graphique de 2010

En 2010, le Registre Parcellaire Graphique recense 11 826 ha de parcelles agricoles sur le territoire de la CCTA. Ce chiffre apparaît plus élevé que celui de la SAU issue du recensement général agricole (10 738 ha de SAU à la même date). Ce sont deux données différentes qui ne sont pas comparables².

En termes d'occupation, globalement ce sont les prairies qui dominent (55 % de la surface agricole avec une répartition presque équivalente entre prairies temporaires et prairies permanentes). Suivent les grandes cultures (céréales, oléagineux et protéagineux) qui occupent plus de 40 % de l'espace agricole.

	Surface en ha	Part
Culture permanente	0,5	0,004%
Grandes cultures	5 185,4	43,8%
Prairies permanentes	3 199,6	27,1%
Prairies temporaires	3 357,0	28,4%
Pelouses	40,9	0,3%
Autres	42,9	0,4%
Total	11 826,3	100%



² Les surfaces issues du Recensement Général Agricole ne comptent que les exploitations ayant leur siège sur le territoire de la CCTA. Il est probable que des exploitations ayant leur siège en dehors de la CCTA utilisent des surfaces du territoire ce qui expliquerait qu'elles ne soient pas comptabilisées dans les surfaces du RGA2010. Cela peut justifier cette différence de données chiffrées.

d Des surfaces irriguées peu nombreuses et en diminution

Source : AGRESTE, données RGA 2010

Part de la superficie irriguée en 2010 :

- CCTA : 3,9 % (env. 100 ha)
- Haute-Garonne : 9 %
- Région-Midi-Pyrénées : 8,8 %
- France : 5,9 %



Couleur foncée = part plus importante de la superficie qui est irriguée

Evolution de la superficie irriguée entre 2000 et 2010 :

- CCTA : - 35,1 %
- Haute-Garonne : - 41,5 %
- Région-Midi-Pyrénées : - 25,5 %
- France : - 0,5 %



Violet foncé = baisse plus importante de la superficie irriguée
Vert : hausse des superficies irriguées

Part de la superficie drainée en 2010 :

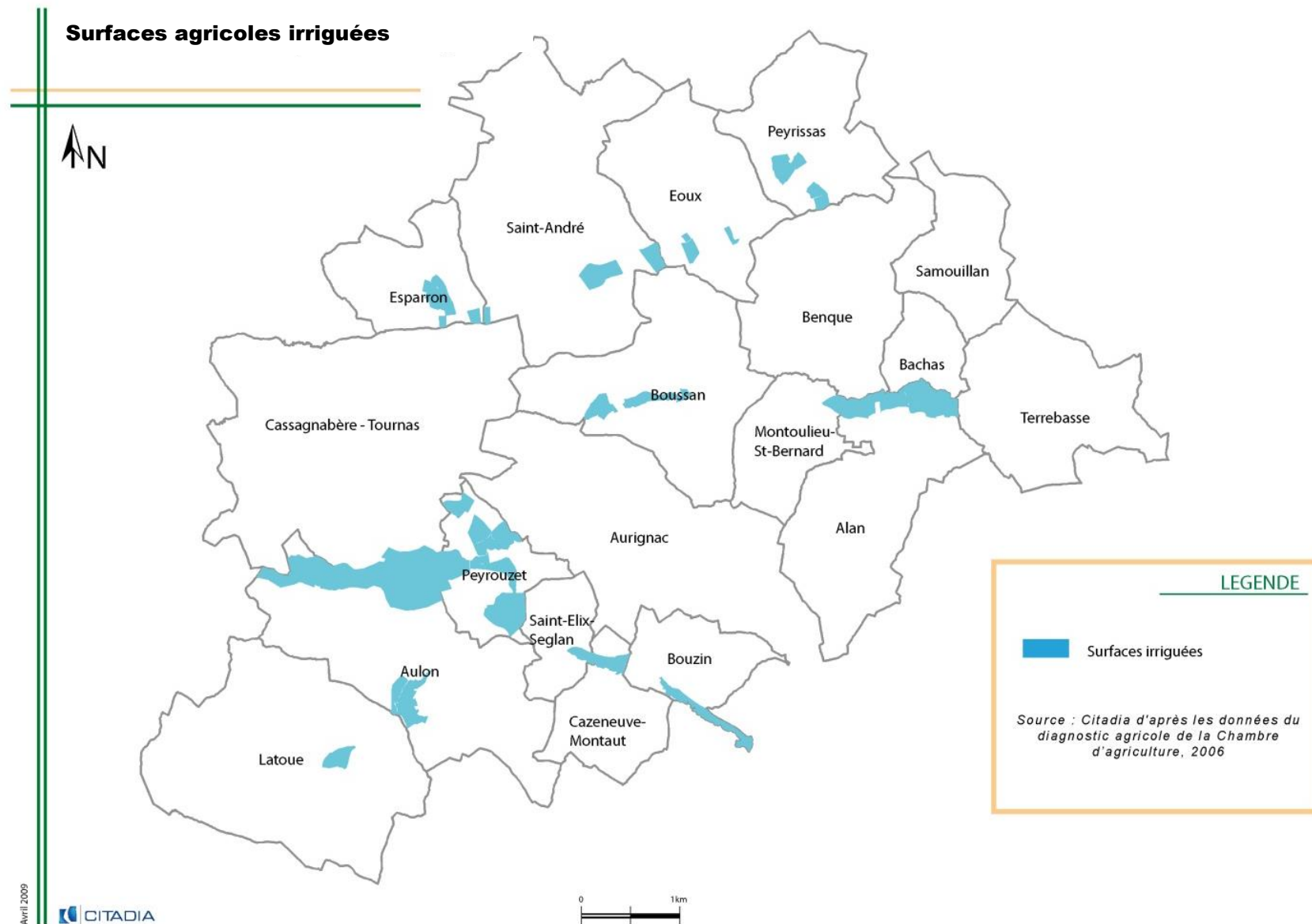
- CCTA : 8,2 % (env. 880 ha)
- Haute-Garonne : 8,4 %
- Région-Midi-Pyrénées : 8,6 %
- France : 10,6 %



Couleur foncée = part plus importante de la superficie qui est drainée

Sur le territoire, la part de la SAU qui est irriguée apparaît faible en comparaison avec des territoires voisins et a même diminué d'un tiers entre 2000 et 2010.

Concernant la superficie drainée, le territoire se situe sur un constat comparable au département de la Haute-Garonne.



e Localisation des exploitations agricoles

Des cartographies par communes sont intégrées dans le livret 1.c « annexes au rapport de présentation ». Elles recensent :

- Les sièges d'exploitation
- Les bâtiments d'élevage et leur périmètre de réciprocité
- Les bâtiments de stockage

3.4.3. Quelles évolutions de l'activité agricole ?

Comme sur les autres territoires, l'exercice de l'activité agricole devient de plus en plus difficile :

- Baisse conséquente du nombre d'agriculteurs car beaucoup n'ont pas de successeurs.
- Difficultés pour trouver des terres en fermage notamment pour les jeunes agriculteurs (dû à la concurrence avec les terrains à bâtir corrélée avec la faible retraite des agriculteurs).
- Les jeunes agriculteurs ont des difficultés à s'installer en raison des prix trop élevés des terres.
- Un enfrichement qui risque de se développer dans les années à venir.
- Des inquiétudes se manifestent malgré la bonne activité de la filière viande, car c'est une agriculture familiale qui tend à se spécialiser. Les exploitations sont donc plus vite déstabilisées en cas de baisse des cours par exemple.
- Au niveau de la filière laitière, les contraintes et astreintes découragent les jeunes agriculteurs. De nombreuses exploitations laitières n'ont pas de successeur, ou se convertissent en bovin viande. C'est une perte en termes de diversité, de revenu et de nombre d'exploitation. En effet, le lait est une production à haute valeur ajoutée, tout comme la transformation directe, la vente à la ferme, (...). Un basculement est également constaté de la production d'élevage, notamment laitier, au profit de la grande culture. La crise laitière laisse présager que ce phénomène pourrait se poursuivre.

- Les contraintes environnementales et les lourdeurs administratives impactent de plus en plus les pratiques agricoles.
- Le secteur se trouve confronté à un souci de revenu, en cas d'arrêt des aides.
- ...

Ainsi, la diversification est de plus en plus importante dans le secteur agricole (transformation de produits fermiers,...).

Au-delà de ces constats quelque peu négatifs, l'agriculture sur la CCTA présente de nombreux atouts

- Une vocation agricole marquée avec des productions de qualité (élevage, céréales, volailles, ...) qui constitue la première source d'emploi sur de nombreuses communes
- La proximité de bassin de commercialisation important (agglomération toulousaine, Saint-Gaudens)
- Une profession agricole dynamique (ACVA, CUMA,...)

3.5. Un potentiel touristique à mettre en valeur

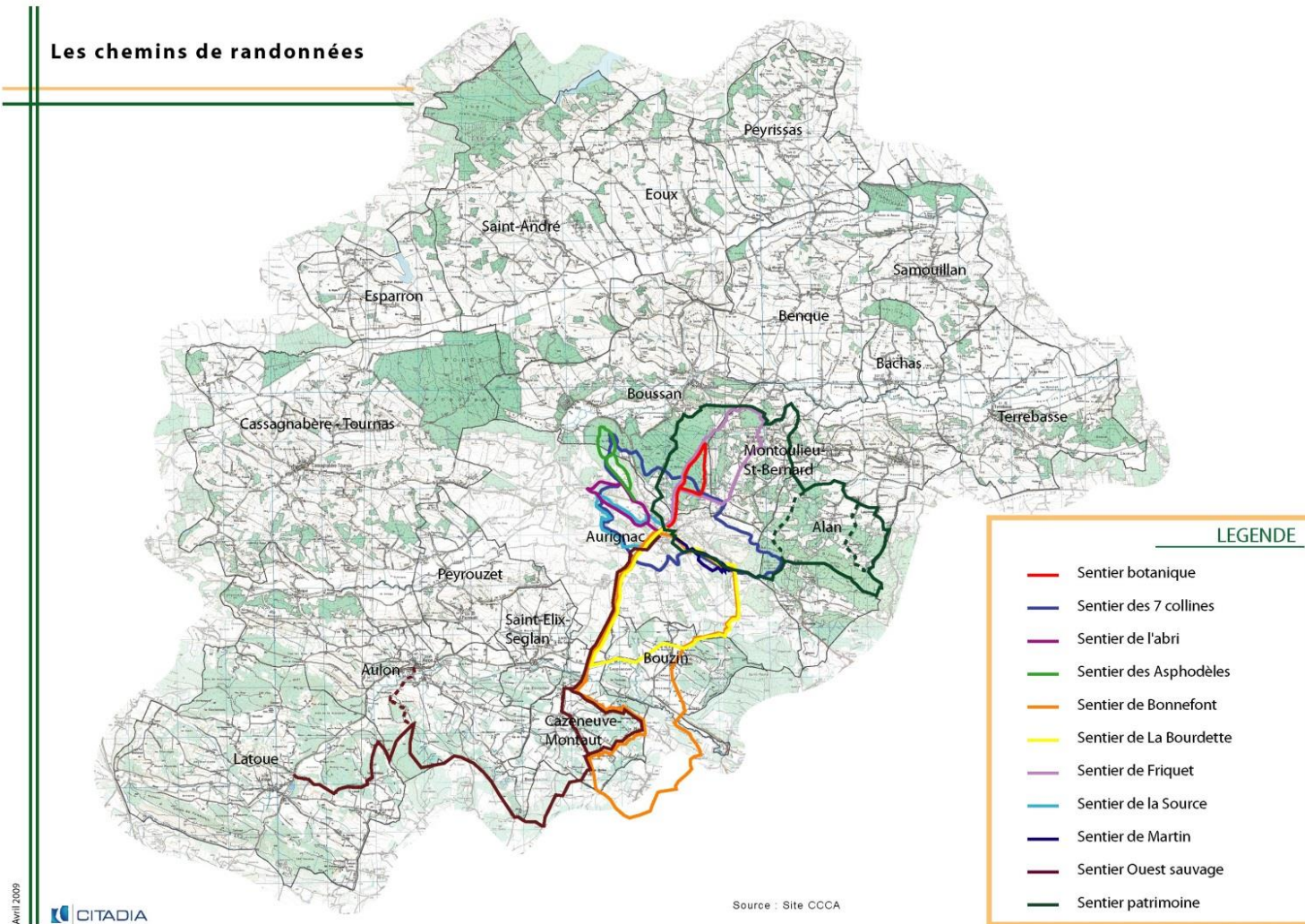
Un des moteurs de l'économie locale est certainement le tourisme. Toutefois, le type de tourisme pratiqué sur les Terres d'Aurignac s'apparente à un tourisme vert assez diffus, où les visiteurs recherchent un cadre et un patrimoine typique, un paysage préservé et des activités non-payantes (randonnées, visites de sites ouverts,...).

La qualité des paysages du territoire, de son patrimoine bâti (châteaux, moulins, fermes,...) constitue une richesse non négligeable qu'il convient de valoriser. Egalement, les sentiers de randonnées (110 km de circuits) qui représentent un potentiel important doivent être reliés aux éléments patrimoniaux du territoire.

Sur le territoire, la thématique de la préhistoire et de l'archéologie constitue par ailleurs un vecteur touristique majeur qui sera accentué et valorisé par l'ouverture prochaine du musée de la préhistoire.

Par ailleurs, de par la place primordiale de l'agriculture, la diversification agricole peut jouer un rôle important dans le développement touristique de la communauté de communes.

Les chemins de randonnées



3.6. SYNTHESE ECONOMIE

ATOUTS-OPPORTUNITES :

- + Un territoire générateur d'emploi et attractif économiquement pour des actifs extérieurs au territoire ;
- + Un secteur des services dominant et en progression;
- + Un secteur industriel qui se maintient ;
- + Un potentiel touristique important.

FAIBLESSES-MENACES :

- Des actifs de plus en plus mobiles (Toulouse, Saint-Gaudens,...) ;
- Une offre peu étoffée en termes de commerces et d'artisanat ;
- Un secteur agricole en danger (baisse du nombre d'exploitants,...) mais indispensable à la vie locale ;
- Une activité touristique peu valorisée.

ENJEUX :

- ☒ Conforter les activités commerciales et permettre l'implantation de nouvelles structures ;
- ☒ Favoriser la création d'entreprises et le développement de l'artisanat ;
- ☒ Assurer le maintien de l'activité agricole ;
- ☒ Valoriser le potentiel et développer l'activité touristique.
- ☒ Diversifier l'offre de transport et améliorer l'accessibilité.

Partie 4. : DIMENSION ENVIRONNEMENTALE & PAYSAGERE

4.1. Etat Initial de l'Environnement

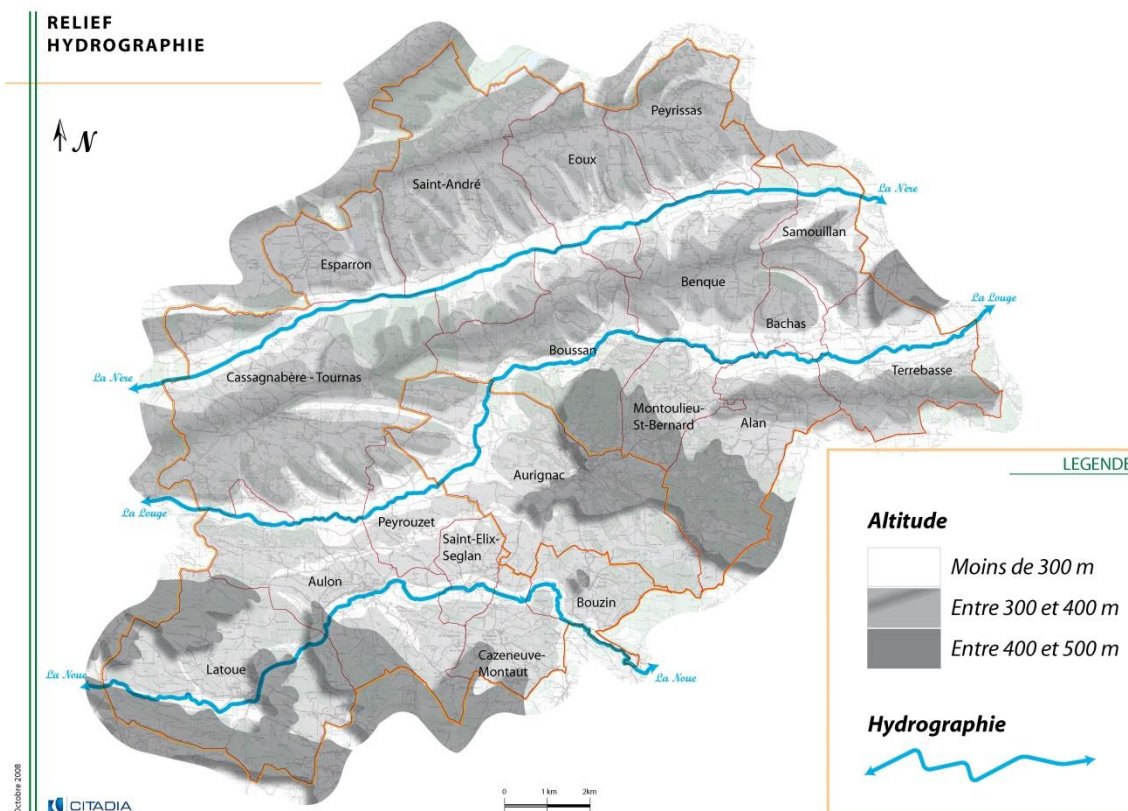
4.1.1. Milieu physique et occupation de l'espace

La CCTA est un territoire rural comptant 3768 habitants et une densité de 19hab/km² où l'agriculture occupe une place très importante. Toutefois sa proximité de l'A64 et l'augmentation des coûts du foncier dans l'agglomération toulousaine attirent de nouvelles populations et entraîne une extension de l'urbanisation. Cette urbanisation se doit d'être maîtrisée afin de préserver l'environnement des exploitations agricoles et le cadre de vie des habitants. Pour son mode de vie, ces paysages et ces espaces, ce territoire est devenu attractif pour des nouveaux habitants.

a Relief et géologie

Le relief est constitué en "doigts de gant" qui forment un ensemble collinaire doux et varié incluant des vallées principales plus ou moins larges (la Louge, la Nère et la Noue).

Ce relief annonce l'entrée dans les contreforts pyrénéens dits " Petites Pyrénées " qui constituent un relief collinaire sillonné de vallées plus étroites traversées par des routes tortueuses quand elles ne sont pas situées sur une ligne de crête.



b Un réseau hydrographique structurant

Le territoire s'articule autour de trois vallées globalement orientées d'Ouest en Est : les vallées de la Nère, de la Louge et de la Noue. Ces vallées reçoivent toutes de nombreux petits affluents, parfois de simples fossés, qui arrivent généralement perpendiculairement et qui structurent le paysage en une succession de vallons.

Le réseau hydrographique, lié à la topographie, conditionne l'occupation des sols, en favorisant les grandes cultures céréalières dans le fond plat des vallées, entretenant des paysages très ouverts. Quelques parcelles en bord de cours d'eau sont également dédiées à la populiculture. Ces plantations, par la densité, la taille et l'alignement des arbres, forment des masses boisées peut cohérente avec les boisements naturels.

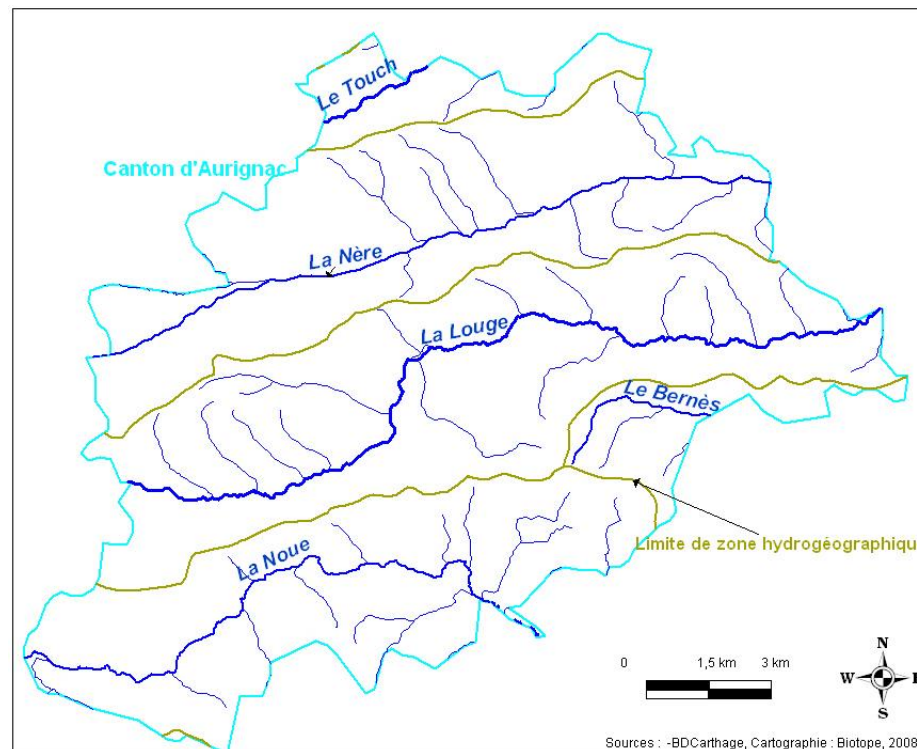
Les ripisylves sont dans un état variable et celles-ci sont souvent réduites au profit des champs voisins. Les parcelles agricoles exercent en effet une forte pression de part et d'autre des cours d'eau. Les ripisylves peuvent être très dégradées. Pour exemple, un entretien excessif est observable à Latoue où la ripisylve de la Noue a été détruite, les strates arbustives et herbacées ayant été décapées. Cette action, probablement effectuée dans un souci de mise en valeur du cours d'eau (visibilité de l'eau depuis la route), nuit non seulement à la fonctionnalité écologique du cours d'eau sans pour autant offrir de qualité esthétique.

Finalement, les rivières, par le biais de leurs ripisylves, se laissent deviner : elles constituent des éléments plus ou moins identifiables et marquants dans le paysage. Le véritable contact visuel direct est possible sur les ponts, lors des traversées. Comme l'on peut l'observer ci-dessous, la ripisylve de la Louge, peu épaisse, se confond avec les haies. Seul son caractère continu et méandreux ainsi que la présence d'essences hydrophiles, permettent une distinction.

Il existe quelques plans d'eau tous artificiels essentiellement dédiés à l'irrigation des terres agricoles mais aussi à l'agrément comme à Latoue. Ils ne présentent guère d'intérêt du point de vue du paysage.

Les cours d'eau sont accompagnés d'un riche patrimoine bâti. De très nombreux moulins à eau témoignent de l'histoire agricole locale et de l'importance de la céréaliculture. Ils sont aujourd'hui le plus souvent rénovés en habitations.

Ainsi, le dense réseau de cours d'eau a joué un rôle déterminant dans le modelage du relief et est par conséquent directement responsable de la formation des paysages. Toutefois, sa présence demeure discrète. Celle-ci est essentiellement saisissable lors des traversées, au niveau des ponts. La toponymie locale témoigne de l'omniprésence de l'eau (Moulin d'Ababie, Moulin de Benque, Moulin de Sabarin, le Moulin du Pont...) mettant en valeur à la fois les rivières et le patrimoine associé.





La Louge, à Terrebasse



La ripisylve de la Louge, à Aurignac



Ruisseau Riou Pudé, affluent de la Nère, à Esparron



La ripisylve de la Louge, à Alan



Plan d'eau, à Latoue



Bassin de rétention pour l'irrigation, à Esparron



*La Nère,
à Cassagnabère-Tournas*



Moulin de Mounon sur la Louge



Le Ruisseau de Rodes, à proximité de la grotte du même nom

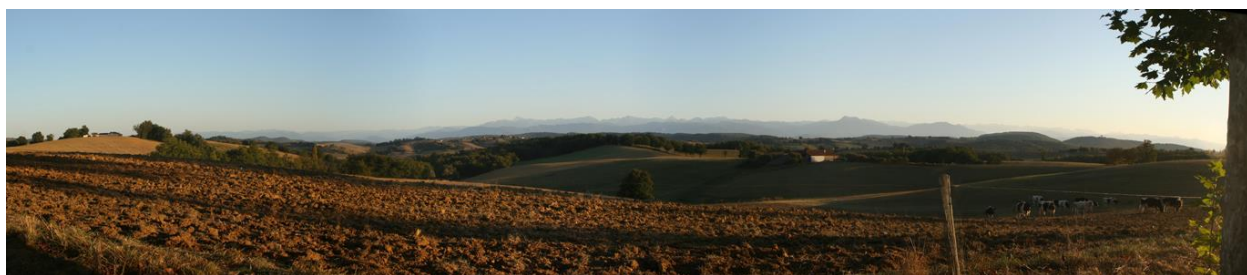
c Réseau routier dense

Le réseau routier est, à l'image de celui de la région du Comminges, particulièrement dense. Les axes majeurs, plus rectilignes, sont situés soit en crête soit en fond de vallée. A partir de ces axes rayonnent de nombreux axes secondaires, qui se trouvent ainsi le plus souvent perpendiculaires aux vallées. Cette voirie locale, plus petite, permet en général de relier les différents villages et hameaux entre eux. La voirie tertiaire et les chemins ruraux forment un maillage très dense permettant de desservir hameaux, fermes isolées et parcelles agricoles. Ils peuvent aussi servir de support de randonnée et de promenade.

La route départementale 635 est un axe de première importance en terme de fréquentation car elle dessert Aurignac et se poursuit jusqu'à l'autoroute A64. Elle permet aux territoires situés à l'Ouest d'Aurignac d'accéder à l'autoroute pour rejoindre l'agglomération toulousaine. Il s'agit donc d'un important lieu de passage, ce qui lui confère un rôle de « vitrine » sur la CCTA. Cette route passe en ligne de crête et offre des panoramas intéressants les paysages agricoles de part et d'autre ainsi que sur les Pyrénées au sud. La traversée du territoire par cette route est particulièrement attrayante notamment à l'ouest d'Aurignac puisqu'elle permet une découverte dynamique du territoire, les vues s'ouvrant et se fermant successivement : tantôt filtrées par les alignements de platanes ou totalement obstruées par une haie, tantôt largement ouvertes et profondes. L'entrée de ville nord-ouest d'Aurignac s'accompagne d'ailleurs d'un alignement de platanes sur plus d'un kilomètre. Cet alignement permet d'accompagner l'entrée de ville et tout en soulignant de manière qualitative le panorama sur le village, véhicule une image positive de l'entrée de ville.



Repère visuel linéaire formé par la RD 635 et ses platanes



Vue latérale depuis la RD 635



Entrée de ville nord-ouest d'Aurignac depuis la RD 635

Trois autres axes importants : la RD 36, la RD 75 et la RD 8 suivent les trois vallées principales.

Les routes sont en général des lieux d'appréciation privilégiés des paysages. Ceci est particulièrement vrai sur la CCTA où de nombreuses routes sont situées en crête et offrent de larges panoramas sur les vallées de part et d'autre des routes.

Les routes les plus importantes, telles que la RD 635 ou la RD 10, sont sur quelques tronçons accompagnés de platanes. Sur les autres routes, des accompagnements végétaux discontinus composés de feuillus sont observables mais peu répandus.

Le réseau routier est également complété par un réseau secondaire, plus confidentiel, également support de la découverte des paysages puisque d'une part, il est support des trajets du quotidien, et que d'autre part, il porte les réseaux de circuits de randonnées pédestres, équestres, cyclables.

Le GR86 qui parcourt une partie du territoire et concerne quatre communes (Aurignac, Boussan, Cassagnabère-Tournas, Montoulieu St Bernard), permet une découverte de la pluralité des paysages composants le territoire intercommunal. Ce GR est complété par un réseau dense de sentiers thématiques (préhistoire, botanique, forestier, patrimonial...) qui permettent un parcours singulier du territoire ainsi qu'une découverte du patrimoine naturel urbain et paysager. Une « ligne verte » cyclable est par ailleurs en cours de création sur le territoire, elle concernera 19 villages et proposera un parcours de 87 km (source : office du tourisme du Canton d'Aurignac). Cet itinéraire cyclable devrait offrir une nouvelle alternative de parcours permettant de mettre en scène les paysages territoriaux.



Panorama avec les Pyrénées en arrière-plan depuis une route à Aulon



Double alignement de platanes sur la RD 10, à Alan



Ambiance forestière dans le Lanot, à Cassagnabère



Vue sur le clocher de Boussan depuis le GR 86

d Une économie fondamentalement agricole, créant et entretenant les paysages

Le système agricole dominant est celui de l'exploitation familiale, associant élevage et polyculture. A l'instar de la situation nationale, le nombre d'exploitations agricoles baisse et leur transmission ne peut plus toujours être assurée.

Voir chapitres sur l'agriculture et sur les ressources naturelles



e Un bâti dispersé

La Communauté de Communes regroupe 19 villages dont Aurignac est le plus important et compte de nombreux hameaux et fermes isolées.

La ville d'Aurignac

Les villages

Les hameaux

Le bâti isolé

Voir chapitre sur l'organisation urbaine

L'espace est menacé par le mitage des constructions qui s'isolent sur de trop vastes terrains. Une utilisation plus raisonnée de l'espace s'avère nécessaire.

4.1.2. Paysages

Cet état initial constitue le fondement de l'étude. Il s'attache à décrire les divers éléments qui participent à la constitution physique du territoire et qui conditionnent sa perception paysagère.

Cette analyse se base en partie sur l'Etude Préalable réalisée par le CAUE visant à définir les caractères identitaires du territoire par les entrées du paysage et de l'urbanisme ainsi que sur l'inventaire des paysages des coteaux Nord du Comminges réalisé à l'initiative de la DDE de Haute-Garonne.

Ce chapitre met également en évidence les principaux éléments naturels et humains relevés au sein du périmètre d'étude et permet d'identifier et définir leurs rôles et leur intérêt sur le territoire.

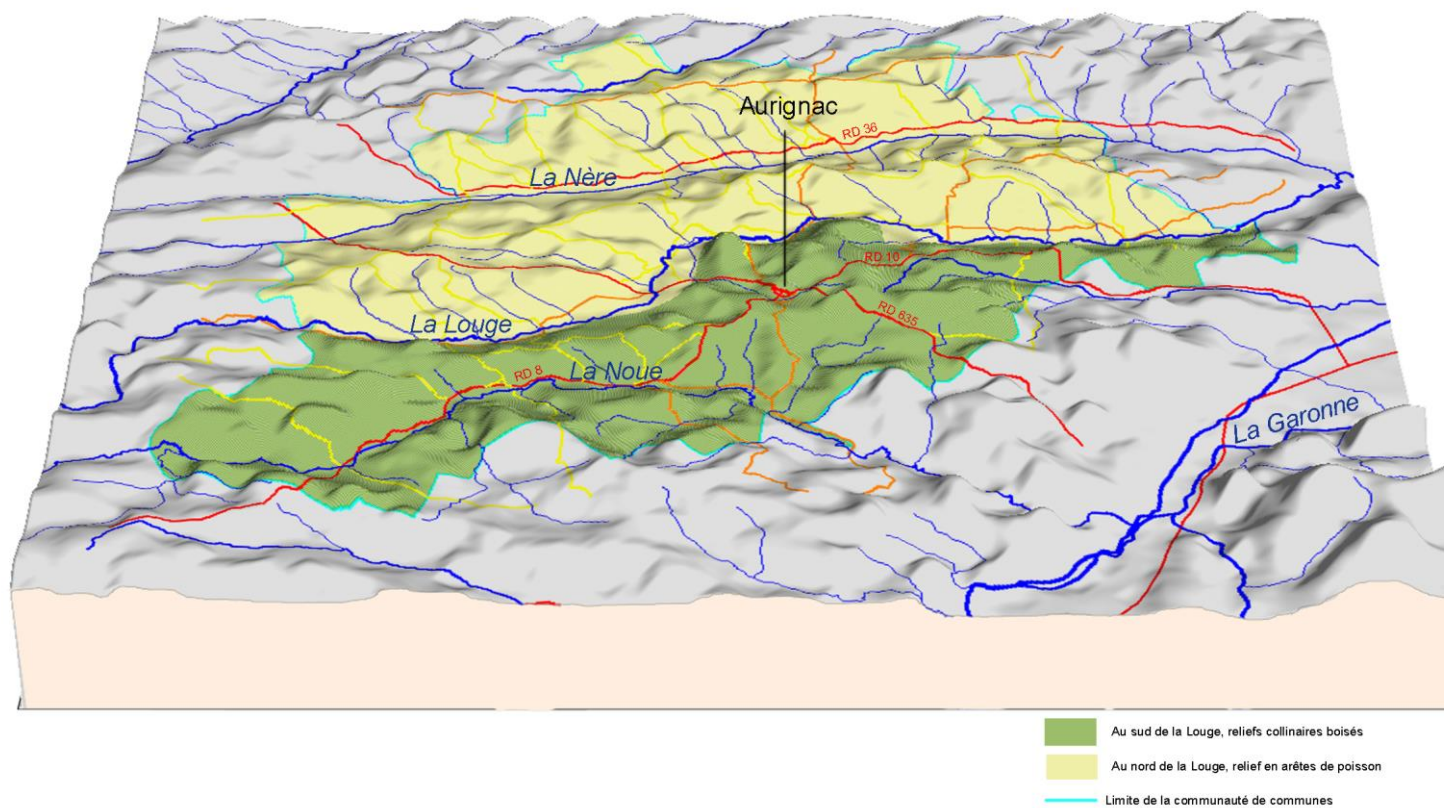
a Contexte paysager régional

Voir carte page ci-contre



b Analyse paysagère : unités paysagères

A l'échelle de la CCTA, deux unités paysagères se distinguent, la Louge partageant d'est en ouest le territoire telle une frontière naturelle entre les deux zones. Les principales caractéristiques justifiant cette distinction sont le relief et l'occupation des sols, notamment la répartition entre boisements et cultures. Si les différents aspects de ce territoire précédemment décrits présentaient des caractéristiques homogènes ne justifiant pas de distinction par unité, la structure du relief et la végétation jouent un rôle décisif dans la lecture des paysages et la perception des différentes ambiances.



❖ *Au Nord de la Louge : relief en arêtes de poisson.*

Cette partie est caractérisée par un système collinaire assez resserré, bien perceptible dans le paysage grâce aux routes qui passent en ligne de crête. Les collines sont arrondies et creusées de vallons perpendiculaires débouchant sur la Nère et sur la Louge.

Sur les deux versants de la Nère et sur le versant Nord de la Louge, les affluents sont nombreux. Ces deux vallées sont relativement larges, surtout celle de la Louge qui a un large fond plat.

Il s'agit d'un territoire peu densément boisé, on n'observe que des bosquets épars (excepté la conséquente forêt de Mauboussin, principalement composée de feuillus (chênes, charmes, tilleuls...)) et des arbres isolés.

Les parcelles agricoles sont positionnées aussi bien sur les pentes qu'en fond de vallée et alternent entre pâturages et grandes cultures (maïs, tournesol, sorgho...). Elles ont une superficie importante.

Un peu partout on trouve des traces du réseau bocager qui n'est souvent présent qu'à l'état de reliquat (arbres isolés, restes de linéaire). Il a probablement été endommagé par l'agrandissement des parcelles et les éléments restants sont à préserver.

Partout dans le secteur on peut observer les Pyrénées en toile de fond depuis les hauteurs.

Au sud de la zone, sur la commune de Cassagnabère, on trouve la forêt de Mauboussin.



Lac artificiel pour l'irrigation des cultures à Esparron



Transition au niveau des unités au niveau de la Vallée de la Louge, près de Terrebasce



Vallon de l'Estansan et village de Saint-André



Vue sur la Vallée de la Nère, à proximité de Benque (sur la RD 52b)

❖ *Au Sud de la Louge : reliefs collinaires boisés.*

Dans cette partie du territoire les vallées (notamment celle de la Noue) sont plus étroites.

La forêt domine sur beaucoup de reliefs ce qui donne des paysages plus variés que dans la partie Nord.

Les parcelles agricoles sont, en général, situées en bas de pente et dans les vallées, elles sont plus souvent vouées au pâturage, avec une forte présence des prairies permanentes, qu'aux grandes cultures et sont plus petites qu'au Nord de la Louge. Elles laissent de la place aux boisements et au réseau bocager qui sont nettement plus denses et mieux conservés qu'au nord de la Louge.

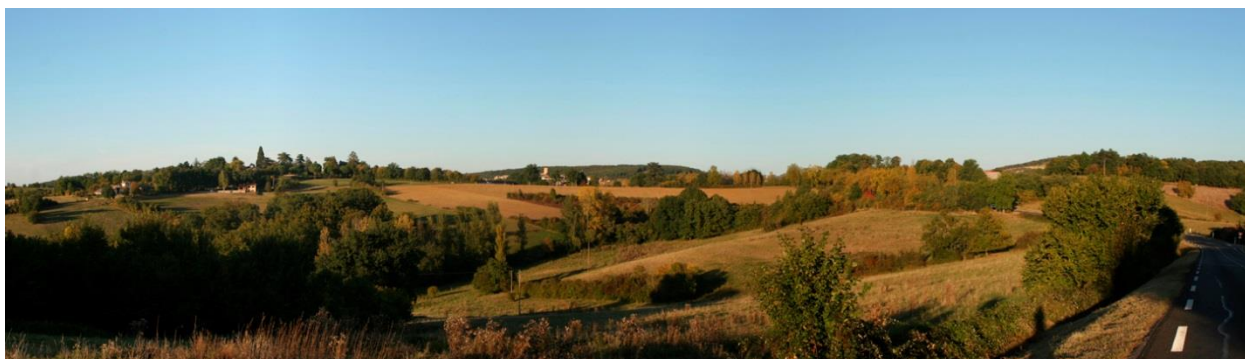
Dans cette zone aussi certaines routes offrent de beaux panoramas sur la chaîne des Pyrénées, le paysage plus fermé donne une impression de paysage « montagnard » qui se traduit par une sensation de proximité plus forte avec les Pyrénées.



Paysage visible à Aulon



La Vallée de la Noue, au Sud de Bouzin



Paysage visible à Aulon

c Composantes du paysage (éléments structurants du paysage)

Points d'appel

Les points d'appel sont les éléments singuliers attirant le regard, intervenant prioritairement dans l'ordre de lecture d'un paysage. Leur pouvoir attractif dépend de leur forme et des contrastes de lumière. La qualité de point d'appel d'un élément demeure donc relative à la position de l'observateur.

Concurrence des points d'appel entre l'église et le château d'eau de Cassagnabère



Les villages et leur clocher

Par sa taille et sa position élevée sur une crête calcaire, Aurignac constitue un point de repère remarquable principal dans le paysage. La qualité de ce point d'appel est appuyée par la présence d'éléments bâtis à forte valeur patrimoniale tels que les vestiges du château et des remparts. Plusieurs autres villages se distinguent également, soit par une position en crête ou à flanc de relief (Eoux, Cassagnabère-Tournas, Peyrouzet, Alan, Benque), soit par une ouverture des paysages alentours (Cazeneuve-Montaut), soit par une forme de clocher originale et/ou massive (Aulon, Saint-André, Montoulieu-Saint-Bernard).

Les châteaux d'eau

Plusieurs châteaux d'eau sont installés sur les crêtes, le plus souvent à proximité des villages. Par leurs dimensions, ils constituent également des points d'appel. Ceux-ci s'avèrent plutôt néfastes, entrant en concurrence avec le bourg proche (Cassagnabère-Tournas, Benque).

Les fermes isolées

Les grosses fermes sont souvent constituées d'un bâtiment d'habitation massif à étage auquel sont accolées une ou plusieurs dépendances (étables, hangars...). Généralement situées sur les points hauts au milieu des propriétés agricoles, elle peut faire figure de points d'appel secondaires.

Les arbres isolés

Au sein des vastes parcelles, les arbres isolés jouent le rôle de repères visuels.

Lignes de force

Les lignes de force ou lignes dominantes sont représentées par des horizontales, des verticales, des obliques, des courbes, selon que l'on se trouve en plaine ou en montagne. Elles structurent le paysage.

Les lignes de crête structurantes.

Les lignes de crête constituent l'ossature de ce paysage. Délimitant nettement les vallées, elles matérialisent les transitions paysagères et jouent ainsi un rôle important pour la lecture du paysage.

Les alignements de platanes le long des routes.

Les routes principales comme la départementale 635 bordées de platanes et situées sur les crêtes forment des lignes forces importantes. Elles guident le regard et constituent des points de repères forts dans un paysage parfois hors d'échelle.

La silhouette des Pyrénées.

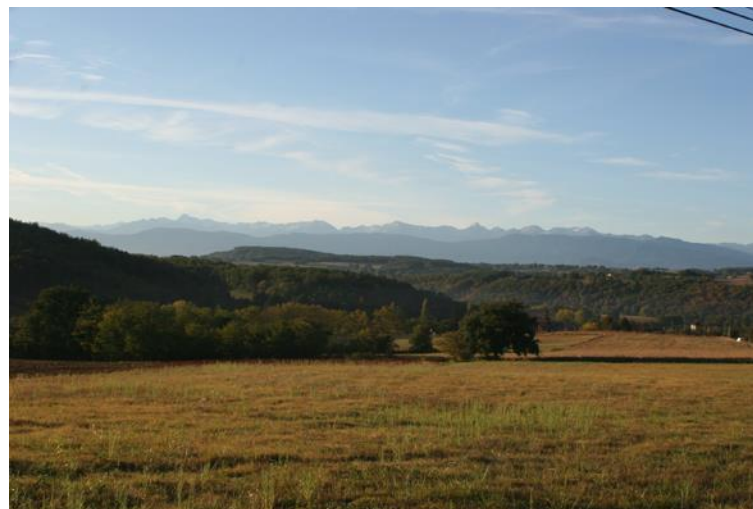
La silhouette des Pyrénées est quasiment omniprésente dans le paysage. La chaîne massive se dresse en arrière-plan, délimitant nettement l'horizon au sud. Elle permet d'ajouter de la profondeur au paysage créant ainsi des panoramas spectaculaires.

Les haies et ripisylves.

Ces formations végétales présentent des lignes qui, marquant le parcellaire et soulignant le réseau hydrographique, aident et guident la lecture du paysage.



L'alignement discontinu de platanes le long de la RD 635



La chaîne des Pyrénées en toile de fond

d Perceptions et points de vues stratégiques

La perception des paysages n'est jamais homogène sur un territoire. Certains points ou axes stratégiques concentrent, par leur fréquentation ou leur position, les sensibilités. L'identification de ces derniers doit mettre en évidence les plus sensibles.

Les routes principales.

De manière générale, le réseau routier est le premier support de l'observation des territoires. Dans le cas des Terres d'Aurignac, il s'agit principalement des axes de la départementale 635 puis les départementales 8, 10 et 36. Pour ces axes, il est important de prendre en compte la qualité des paysages perçus depuis les itinéraires, mais également le traitement même des voies et de leurs abords, de manières à ce qu'ils véhiculent l'image la plus valorisante qui soit du territoire.

Par ailleurs, ces axes principaux portent également les premières perceptions des espaces bâtis et permettent le passage d'espaces ruraux à des espaces urbanisés. A ce titre, le traitement qualitatif des entrées de ville depuis les axes de circulation représente un levier d'action important pour l'image du territoire : intégration des lisières urbaines, limitation du mitage et du développement linéaire le long des routes, préservation des points de vue sur les villages depuis les voies de circulation...

Les routes situées en crête.

Portant généralement les routes (départementales 48, 635, 52, 8, 81, 98) et dominant le territoire, les lignes crêtes accueillent des points de vues privilégiés, permettant d'embrasser du regard de larges espaces. Le maintien de l'ouverture et de la profondeur des champs de vision à partir de ces lignes est donc indispensable.

Les itinéraires de randonnée

Appartenant au réseau secondaire, voire tertiaire du territoire, les chemins et routes portant les sentiers de randonnées ne font pas partie des itinéraires les plus empruntés au quotidien, mais sont porteurs de pratiques liées aux loisirs et au tourisme à la fois pour les populations résidentes et pour les touristes de passage. Ainsi, de par la qualité des itinéraires qu'ils proposent ainsi que de par la singularité des vues, panoramas et ambiances qu'ils proposent, ils doivent également faire l'objet d'un traitement soigné (y compris des abords directs).

e SYNTHÈSE PAYSAGE

ATOUTS-OPPORTUNITÉS :

Grand Paysage :

- + Caractère rural du territoire
- + Perceptions aux abords des principaux axes routiers (RD635,...) et des sentiers de randonnée (réseau doux)
- + Panoramas et percées visuelles sur les Pyrénées, sur Aurignac, sur les vallées et autres éléments d'intérêt

Paysages liés à l'occupation du sol (agriculture et à l'élevage) :

- + Maillage de haies, trame des boisements, arbres isolés
- + Prairies permanentes
- + Taille du parcellaire
- + Ouverture des paysages de fond de vallée (Nère et Louge)

Paysage et perception

- + Les larges et profonds panoramas depuis les routes de crête
- + L'ouverture des paysages de fond de vallée (Nère et Louge)
- + Les points de vues remarquables sur les éléments bâtis (villages, clocher, chapelle), paysagers ou naturels (Pyrénées)

FAIBLESSES-MENACES :

Grand Paysage :

- Urbanisation et étalement urbain non maîtrisés ni programmés

Paysages liés à l'occupation du sol (agriculture et à l'élevage) :

- Taille, hétéroclisme (formes, matériaux) et absence d'accompagnement des exploitations agricoles
- Développement de peupleraies dans la vallée de la Nère

Paysage et perception

- L'urbanisation en crête, bloquant les vues et engendrant un fort impact visuel
- La mise en concurrence de points d'appels intéressants avec de nouveaux éléments bâtis

ENJEUX : éléments à réhabiliter et/ou à mettre en valeur

Enjeux globaux :

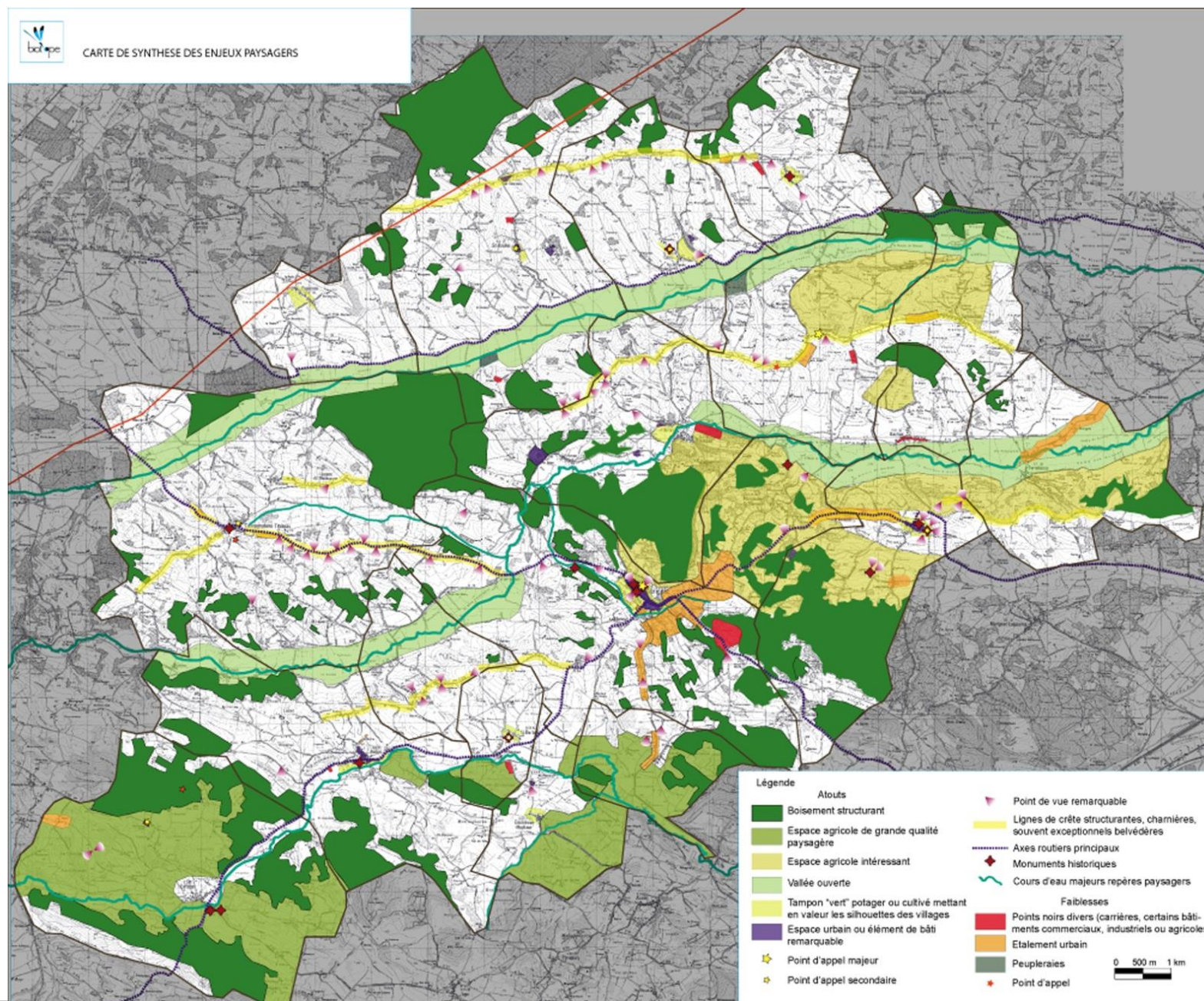
- ☒ Patrimoine naturel, historique et agricole

Enjeux liés à l'occupation du sol (agriculture et à l'élevage) :

- ☒ Ripisylves
- ☒ Haies de fruitiers et haies bocagères, marquant le parcellaire

Enjeux de perception :

- ☒ L'environnement paysager des routes principales, notamment au niveau des bourgs traversés (Aurignac, Cassagnabère-Tournas, Aulon, Latoue)
- ☒ La préservation de la qualité des entrées de villes et de villages



4.1.3. Milieux naturels

a Périètres réglementaires, de gestion ou d'inventaire de la richesse écologique du territoire

La Communauté de Communes des Terres d'Aurignac est un territoire rural caractérisé par une qualité paysagère et biologique reconnue. Bien qu'aucun espace naturel ne bénéficie de statut de protection réglementaire (site Natura 2000, Arrêté préfectoral de protection Biotope ou réserve naturelle), plusieurs secteurs naturels remarquables parsèment le territoire de la communauté de commune. Il s'agit de Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique ou Floristique (ZNIEFF).

Les ZNIEFF³ n'ont pas de valeur juridique directe mais constituent des outils de connaissance du patrimoine naturel. Ces zones décrivent des secteurs connus pour leur intérêt biologique (faune, flore et habitats) et doivent être prises en compte dans le cadre de projet d'aménagement et de planification urbaine.

La modernisation des ZNIEFF de première génération a été lancée en 2002 en région Midi-Pyrénées et s'est achevée en 2011 avec la définition des ZNIEFF de deuxième génération. Les périmètres de ces sites validés par le CSRPN ne sont à ce jour pas validés par le MNHN, ils se substituent néanmoins intégralement à l'inventaire de première génération.

Sur le territoire de l'intercommunalité, pas moins de huit ZNIEFF de deuxième génération sont répertoriées, dont 5 de type I et 3 de type II (Cf. carte Périètres d'inventaire).

Znieff de type 1

Forêt et lac de Fabas (Code Z2PZ0206)

Ce périmètre s'étend sur une surface de 831 ha dont 38% représentés sur le territoire de la CC, au nord de celle-ci.

Cette ZNIEFF englobe l'ensemble des massifs forestiers de Fabas et de Lilhac, hébergeant les sites de nidification d'oiseaux patrimoniaux, ainsi que le lac artificiel attenant (30 ha environ) dont les berges permettent le développement d'espèces notamment floristiques intéressantes. Des prairies au sud-est du lac, habitat de deux espèces déterminantes de papillons, ont aussi été prises en compte. Il s'agit de la forêt la plus importante après celle de Bouconne, avant d'atteindre plus au sud le piémont pyrénéen.

Forêt de Mauboussin (code Z2PZ0207)

³ On distingue 2 types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, se définissent par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional,
- Les ZNIEFF de type II constituent quant à elles de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

Ce périmètre, qui s'étend sur une surface de 554 ha, est totalement inclus au sein du territoire de la CC.

Située entre les vallées de la Louge et de la Nère, la forêt de Mauboussin est le massif forestier, avec la forêt de Fabas, le plus vaste de cette partie de la Haute-Garonne. La végétation forestière est principalement constituée de chênes pédonculés, de charmes, de châtaigniers et de hêtres. La particularité de cette forêt est la présence de vieilles futaies ainsi que de taillis sous futaies qui lui donnent un intérêt écologique remarquable. Les limites du périmètre englobent l'ensemble du massif forestier, habitat de rapace et picidé patrimoniaux, soit l'Aigle botté et le Pic mar, ainsi que certains milieux ouverts périphériques hébergeant une avifaune ou des insectes remarquables : prairies et pacages en bordure de la rivière la Nère, pour le Guêpier d'Europe et le Damier de la succise.

Milieux humides et prairies de fauche de la vallée de la Louge au niveau de la confluence Nère-Louge (Code Z2PZ0243)

Ce périmètre s'étend sur une surface de 304 ha dont 30% représentés sur le territoire de la CC, au nord-est de celle-ci.

Ce site correspond à des zones humides localisées sur un peu plus de 9 km le long de la Louge. Celles-ci, morcelées, se répartissent en amont et en aval de la confluence de la Nère et de la Louge, au cœur d'un territoire agricole dominé par des cultures intensives. Ces habitats humides ont un rôle de réservoir de biodiversité en abritant des espèces remarquables, rares et menacées pour la région Midi-Pyrénées, en particulier concernant la flore et les insectes. En outre, ces zones humides ont aussi des fonctions de régulation hydraulique. Leur présence limite le phénomène d'érosion des sols.

Milieu marneux ouverts et versants forestiers d'Aulon à Proupiary (Code Z2PZ0253)

Ce périmètre s'étend sur une surface de 220 ha dont près de 60% représentés sur le territoire de la CC, au sud de celle-ci.

Localisé en rive gauche de la Garonne, ce site présente un relief modéré, caractéristique des Petites Pyrénées occidentales. Il est caractérisé par la présence d'entités marneuse (landes, pelouses et fruticées) qui s'intègrent dans un paysage forestier, dominé par la chênaie-charmaie, et agricole avec des prairies et quelques rares cultures. Les terrains marneux, jouent un rôle important en termes de réservoir biologique : des espèces déterminantes ou rares s'y développent, en particulier pour la flore et les insectes. Ces biotopes ne semblent guère avoir évolué au cours du temps, leur dynamique étant lente et la gestion anthropique limitée. Les prairies et rares cultures présentent quant à elles des enjeux vis-à-vis des plantes messicoles (plantes des moissons).

Landes, pelouses sèches et marnes de Biroulière et des Côtes de Couscouil (Code Z2PZ0294)

Ce périmètre s'étend sur une surface de 437 ha dont plus de 50% représentés sur le territoire de la CC, au sud-ouest de celle-ci.

Ce site englobe des collines situées dans le piémont commingeois, entre 350 et 500 m d'altitude, au nord-est de Saint-Gaudens. Le paysage dérive de celui du bocage. Les pelouses, les landes et les boisements de ce site sont des biotopes favorables au développement et à la reproduction de plusieurs espèces rares, en particulier pour les insectes et la flore (plusieurs espèces protégées représentées) ainsi que pour de quelques espèces d'oiseaux. Ces milieux jouent un rôle écologique important en termes de conservation de la biodiversité remarquable.

Znieff de Type 2

Forêt de Boussan et Mauboussin (Code Z2PZ2056)

Ce périmètre s'étend sur une surface d'environ 1670 ha, entièrement inclus au sein du territoire de la CC, au centre de celle-ci.

Située entre les vallées de la Louge et de la Nère, ce site englobe la forêt de Mauboussin et la forêt de Boussan. La végétation forestière est principalement constituée de chênes pédonculés, de charmes, de châtaigniers et de hêtres. La diversité avifaunistique sur la zone est importante, surtout en ce qui concerne les espèces forestières. Parmi celles-ci, l'Aigle botté, présent sur la forêt de Mauboussin et le Pic mar, recensé sur les forêts de Mauboussin et de Boussan ainsi que dans les boisements périphériques.

Les insectes sont également bien représentés avec notamment deux espèces de papillons rares. Concernant la flore, l'essentiel des espèces présentant un intérêt sont liées aux milieux ouverts (coteaux secs et cultures) enchâssés entre ces deux grandes forêts. Enfin, certains champs hébergent encore quelques messicoles dont certaines sont assez rares comme le Coquelicot argémone.

Petites Pyrénées en rive gauche de la Garonne (Code Z2PZ2058)

Ce périmètre s'étend sur une surface d'environ 3524 ha, dont environ 20 % représenté sur le territoire de la CC, au sud-est de celle-ci.

Cette ZNIEFF de type 2 rassemble plusieurs grands massifs forestiers faisant partie des chaînons sous-pyrénéens des Petites Pyrénées, en rive gauche de la Garonne. Les grandes zones forestières sont reliées les unes aux autres par des éléments du bocage tels que des bosquets, un réseau de haies partiellement conservé, des prairies, ainsi que des cultures dont certaines sont encore gérées de façon extensive. La rivière de la Noue traverse ce territoire calcaire dans sa partie méridionale, avant de rejoindre la Garonne plus à l'est. Des prairies mésophiles pâturées ou fauchées ainsi que des cultures apparaissent le long de cette vallée, sur les versants de faible pente et à proximité des hameaux.

La conservation d'habitats secs et thermophiles, de milieux forestiers naturels, ainsi que des milieux agropastoraux traditionnels a permis à des plantes et à des animaux rares en Haute-Garonne de se reproduire et de s'alimenter. En ce sens, ces milieux jouent un rôle important de réservoir biologique. Ces richesses sont liées non seulement à ce contexte géomorphologique favorable, mais aussi aux activités humaines limitées sur les principaux reliefs et à des pratiques agropastorales extensives ayant façonné un paysage de bocage sur les terres les plus accessibles. Aujourd'hui, malgré une déprise agricole sur les principaux versants, le développement d'une agriculture intensive fait de cette biodiversité un patrimoine fragile.

Affleurements calcaréo-marneux des coteaux de Saint-Gaudinois (Code Z2PZ2057)

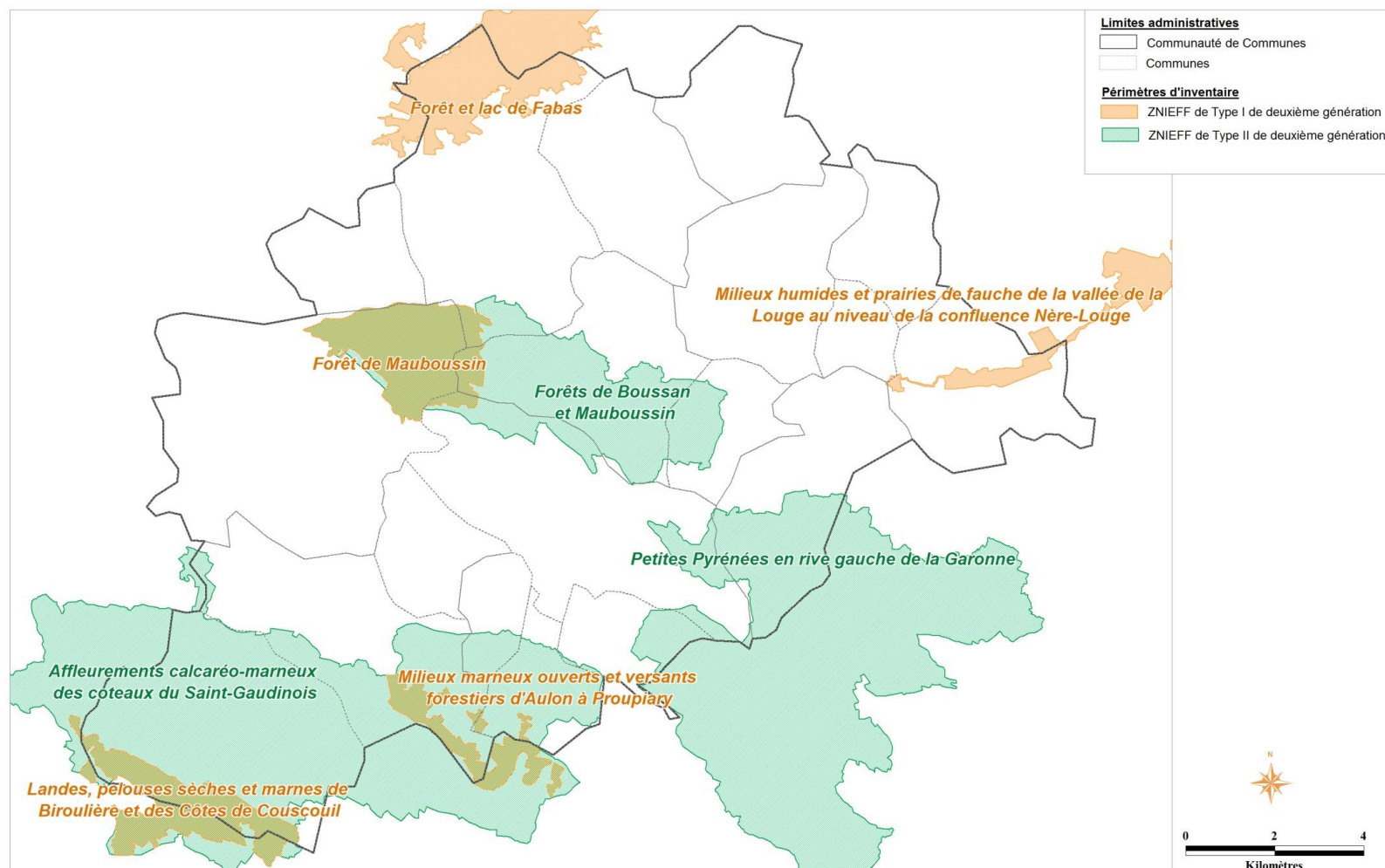
Ce périmètre s'étend sur une surface d'environ 4500 ha, dont 63 % représenté sur le territoire de la CC, au sud-ouest de celle-ci.

Ce territoire de collines situé au nord-est de Saint-Gaudens se caractérise par des affleurements calcaréo-marneux et par un paysage qui dérive de celui du bocage. Le milieu est encore constitué par des bois recouvrant les principaux versants, par des bosquets, ainsi que par un réseau de haies partiellement conservé. Des prés pâturés ou fauchés et des cultures occupent les surfaces faiblement pentues, dont la vallée de la Noue et plusieurs secteurs à proximité des villages. La flore y est riche et diversifiée. Les enjeux faunistiques concernent principalement les oiseaux et les insectes. Par ailleurs, les

éléments de l'ancien bocage tels que les prairies de fauche, les bosquets et les haies jouent, en plus de leur fonction d'habitats d'espèces, des fonctions écologiques de corridor (zones de passage et d'échange pour les populations animales).



Périmètres d'inventaire



Sources : DREAL MP - Cartographie: Biotope, 2013

b Paysages végétaux et flore

La richesse environnementale et paysagère du territoire repose sur un ensemble paysager équilibré, alliant milieux naturels et agricoles. Cette composition confère au territoire une nature ordinaire de qualité, qui participe à l'attractivité de ce dernier.

- Les composants de cet ensemble sont principalement :
- Les parcelles agricoles cultivées
- Les pâtures et prairies de fauche
- Les pelouses et landes sèches
- Les haies, les bosquets et le maillage bocager
- Les forêts
- Les ripisylves et les plans d'eau

Les parcelles agricoles cultivées

L'agriculture est une composante majeure de la genèse et de l'entretien des paysages du territoire. Les espaces cultivés sont donc nombreux et les parcelles accueillent des cultures de blé, maïs, sorgho, tournesol ou fourrage (voir paragraphe pâtures et prairies). Ces milieux, bien que non naturels, peuvent toutefois présenter un intérêt pour la faune, comme territoire de chasse, et pour la flore. En effet, les cultures peu traitées peuvent abriter une flore adventice (« mauvaises herbes ») devenue rare en France et en Midi-Pyrénées. Cette flore messicole (qui vit dans les moissons) d'intérêt patrimonial a été mise en évidence par les recherches de l'association Nature Midi-Pyrénées (Puig, 2007) et les inventaires menés en 2008 dans le cadre cette étude. On notera ainsi que cette flore a été observée dans des cultures ou des chaumes sur les communes de Boussan, Aurignac, Benque, Terrebasse, mais elle est certainement répartie sur les autres communes de la CCTA. Parmi les espèces remarquables, on retiendra surtout la Nigelle de France (*Nigella gallica*), protégée au plan national, la Passerine (*Thymelaea passerina*), l'Adonis annuel (*Adonis annua*), le Coquelicot argémone (*Papaver argemone*) et la Germandrée botryde (*Teucrium botrys*) qui est très rare en Haute-Garonne. La pérennité de cette flore sur le territoire est donc liée au maintien d'une agriculture aux pratiques non intensives.



Chaume riche en espèces messicoles à Terrebasse



Nigelle de France, protégée au plan national

Les pâtures et prairies de fauche

En complément des cultures, les espaces à vocation pastorale et fourragère marquent fortement le territoire. Ces prairies s'étalent surtout au fond des vallées et sur les flancs de vallon mais elles ne représentent pas toutes le même enjeu pour la biodiversité du territoire. En effet, il convient de distinguer les prairies permanentes, généralement fauchées, non retournées de longue date et très intéressantes, des prairies temporaires, qui ne sont finalement que des cultures fourragères très pauvres et sans grand intérêt pour la faune et la flore.

Les prairies permanentes, notamment lorsqu'elles présentent un faciès humide, sont très intéressantes et accueillent une flore diversifiée et assez rare, avec des espèces comme la Gentiane pneumonanthe (*Gentiana pneumonanthe*), Achillée sternutatoire (*Achillea ptarmica*), l'Iris à feuilles de graminée (*Iris graminea*) ou de nombreuses orchidées. Les prairies les plus remarquables se localisent dans la vallée de la Noue (de Latoue à Bouzin), plus sporadiquement dans la vallée de la Louge et restent cantonnées au sud de Peyrissas dans la vallée de Nère (superbe contexte bocager).

Les faciès les plus secs qui sont pâturées et situées en général sur les zones plus pentues présentent des affinités avec les pelouses sèches.



Prairies humides de Peyrissas



Gentiane pneumonanthe



Achillée sternutatoire



Prairie à colchique, en vallée de la Noue à Latoue

Les pelouses et landes sèches

Sur les coteaux secs pentus, bien exposés, sur les marnes affleurantes en contexte agricole ou en lisières forestières apparaissent çà et là des faciès de pelouses sèches à Molinie (*Molinia caerulea*) et Bruyère vagabonde (*Erica vagans*) ou à Brome dressé (*Bromus erectus*), plus ou moins accompagnées de landes de colonisation à Genévrier commun (*Juniperus communis*) et Chêne pubescent (*Quercus pubescens*). Ces types de pelouses constituent des habitats naturels d'intérêt communautaire au titre de la directive Habitats, Faune, Flore, qui instaure le réseau Natura 2000 (REMARQUE : la CCTA n'est concerné par aucun site Natura 2000). Il accueille en outre une flore et une faune remarquables, comme l'ont démontré les recherches des associations Nature Comminges et Nature Midi-Pyrénées sur ces milieux du secteur. Parmi les espèces de flore remarquables, on peut retenir une grande diversité de plantes à affinité méditerranéenne et des plantes protégées comme l'Orchis parfumé (*Anacamptis coriophora* ssp. *fragrans*) ou rares comme l'Epipactis des marais (*Epipactis palustris*) sur suintement, l'Ophrys jaune (*Ophrys lutea*), la Lavande à feuilles larges (*Lavandula latifolia*).

Ces pelouses sèches sont dispersées sur le territoire mais leurs plus beaux faciès semblent se concentrer Latoue et Aulon, ce qui justifie largement la proposition des ZNIEFF de deuxième génération détaillée précédemment.



Pelouse à Molinie, sur marne à Aulon



Pelouse et lande à Genévrier au sud de Latoue

Les haies, les bosquets et le maillage bocager

Malgré la prégnance agricole et les remembrements, les reliquats de haies et les bosquets maillent fortement le territoire et contribuent à son identité. Ces petites structures paysagères sont intéressantes comme refuges et corridors pour la faune en contexte agricole mais ne se révèlent pas être d'importance majeure pour la flore. Elles présentent en outre un réel rôle fonctionnel de lutte contre l'érosion des sols et dans les cheminements de l'eau.

Ces haies et bosquets participent localement à la constitution d'un maillage bocager très favorable à la biodiversité locale car en connexion avec des prairies permanentes (vallée de la Nère à Peyrissas, coteaux de Terrebasse, etc.).



Vallée de la Louge à Benque



Réseau de haies à Benque

Les forêts

Sur le territoire, les forêts étalent leurs étendues boisées et constituent des repères importants. Cette trame forestière représente un habitat pour la faune et pour certaines espèces végétales protégées, comme l'Oeillet superbe (*Dianthus superbus*). On retiendra également que leur lisière, notamment les lisières sèches de chênaies pubescentes peuvent accueillir l'Iris à feuilles de graminée (*Iris graminea*), protégé au niveau régional et connu dans le secteur du Fréchet.



En Forêt de Mauboussin



Œillet superbe, protégé au niveau national

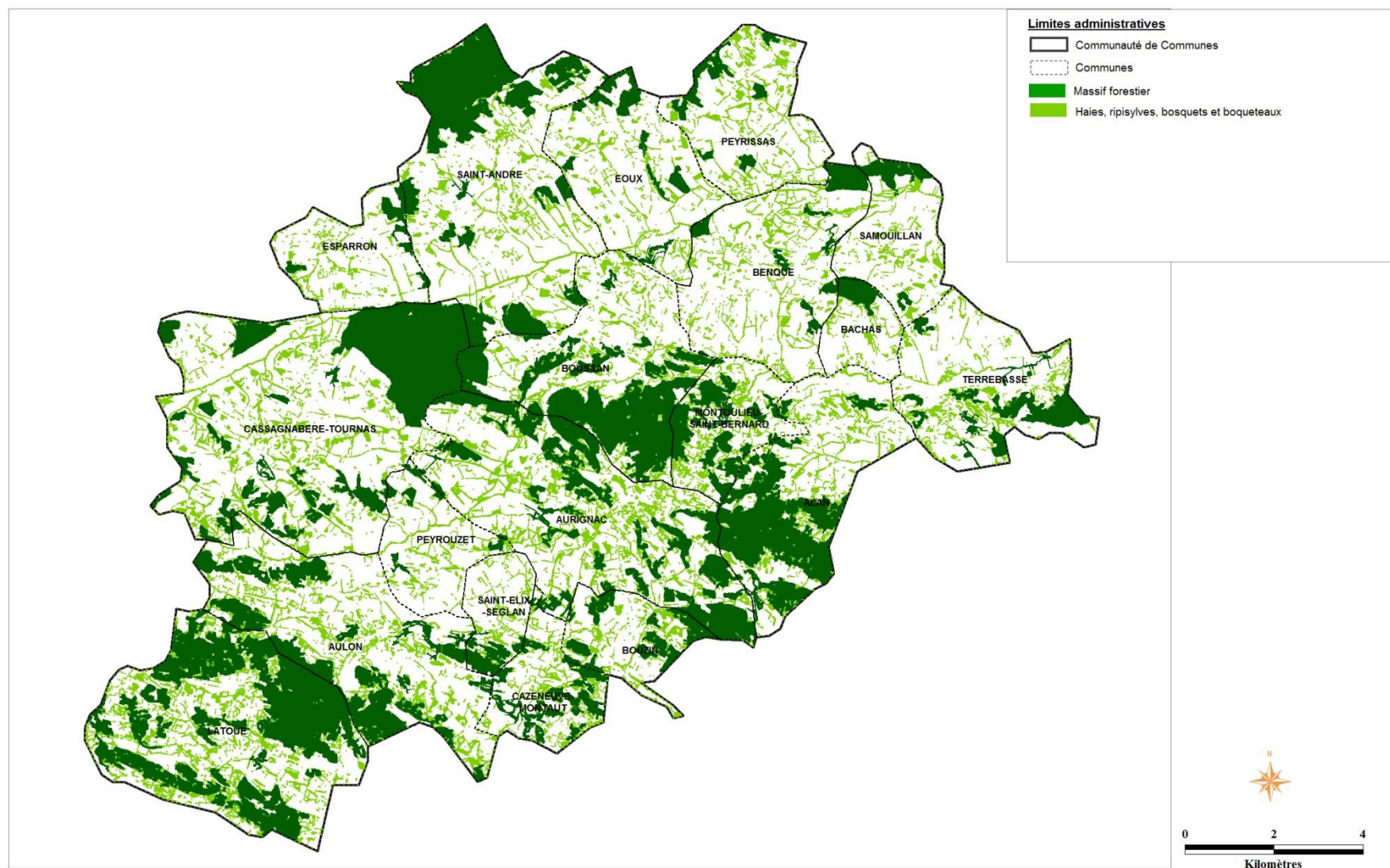
Les ripisylves et les plans d'eau

On retiendra enfin la présence dans le paysage des cours de la Noue, de la Louge et de la Nère qui marquent leur vallée d'un ruban boisé composé d'essences appréciant l'humidité (frêne, aulne, peuplier), et bordant leur berges en conséquence (ripisylves). Il s'agit d'éléments importants pour la faune et abritant une flore plus commune.

Sur les secteurs, les retenues collinaires marquent aussi le paysage : retenues de Saint-André et d'Esparron



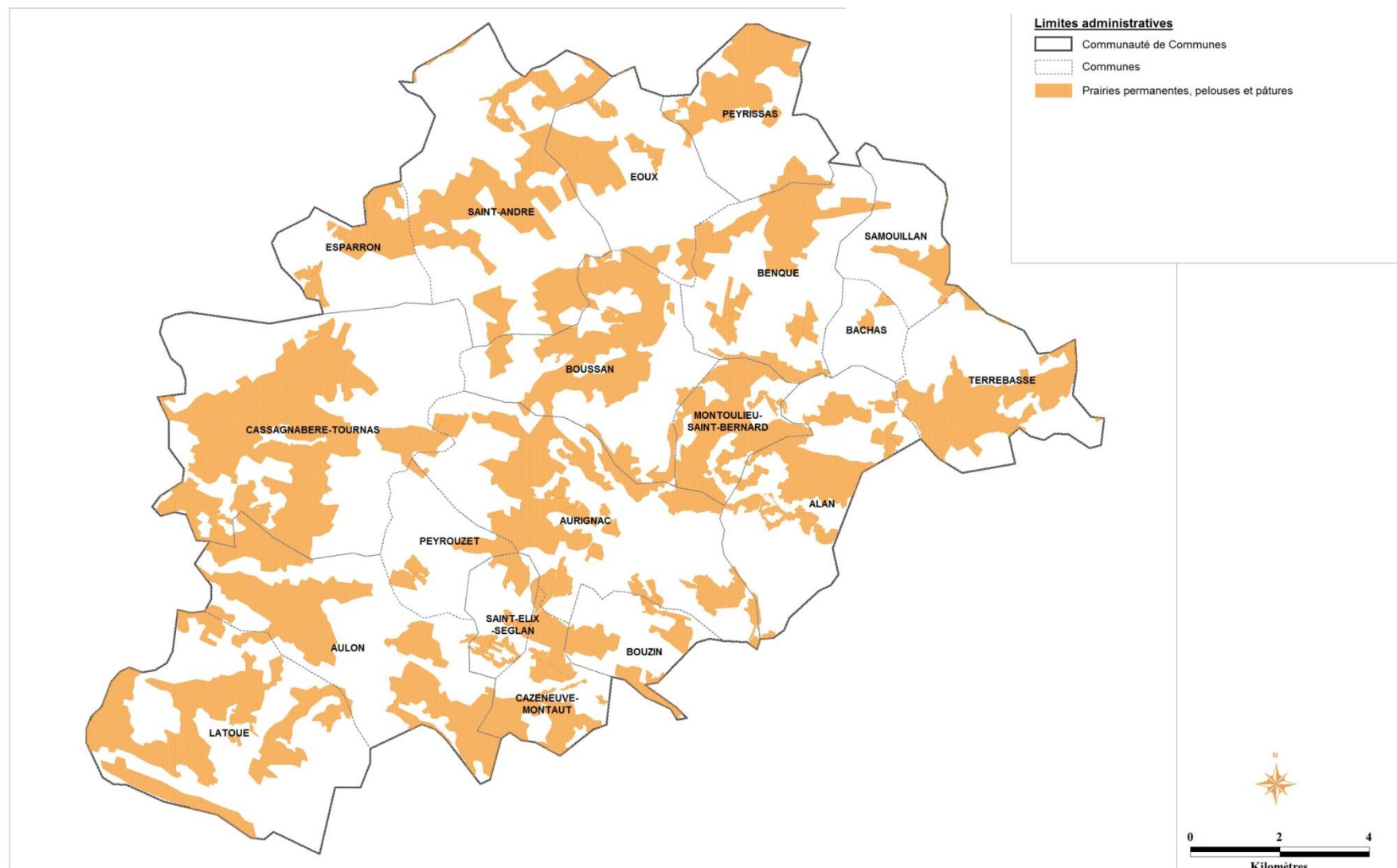
Milieu boisé



Sources : DREAL MP - Cartographie Biotopie, 2013



Milieux ouverts d'intérêt



Sources : Corine Land Cover (2006), Biotope - Cartographie: Biotope, 2013

c Faune

Les inventaires menés sur le terrain et les données issues de la bibliographie et des consultations permettent d'identifier les espaces de vie les plus intéressants pour la faune du territoire. Ces espaces et milieux sont les suivants :

- les milieux forestiers
- les secteurs bocagers
- le réseau hydrographique et ses milieux naturels riverains (prairies humides, ripisylves...)
- les ensembles de pelouses et landes sèches
- les zones humides ponctuelles (mares, lavoirs...).

La faune des milieux forestiers

Les milieux forestiers sont très bien représentés. On distingue 3 grands ensembles forestiers :

- La forêt de Lilhac et de Fabas, située sur la commune de Saint-André ;
- Le vaste complexe forestier, qui traverse le territoire en son centre et qui s'étend sur les communes de Cassagnabère-Tournas (forêt de Mauboussin), Boussan, Aurignac, Montoulieu Saint-Bernard, Alan et Terrebasse ;
- Le complexe forestier du sud du territoire, qui s'étend sur les communes de Latoue, Aulon, Saint-Elix-Seglan et Cazeneuve-Montaut.

Ces milieux, et plus particulièrement les plus vastes, sont le refuge d'espèces de faune remarquables, et surtout pour :

- les espèces de mammifères, notamment les grands mammifères : sangliers, chevreuils et cerfs ;
- les espèces d'insectes, notamment des coléoptères xylophages et saproxylophages, qui se nourrissent de bois vivant ou mort ;
- les oiseaux qui y trouvent des sites de nidification (rapaces, pics et passereaux à forte valeur patrimoniale).

Le tableau ci-dessous répertorie les espèces d'oiseaux nicheuses remarquables présentes ou potentielles dans les milieux forestiers du territoire :

Nom Français	Nom Latin	Protection	Annexe I Directive Oiseaux	Liste rouge Française	Statut de l'espèce sur le territoire	Sources
Aigle botté	<i>Hieraaetus pennatus</i>	Protégée	X	VU	Nicheuse potentielle	Atlas Biotope
Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	Protégée	X	LC	Nicheuse sur Alan	Bibliographie
Circaète Jean-le-Blanc	<i>Circaetus gallicus</i>	Protégée	X	LC	Nicheuse potentielle	Atlas
Hibou moyen-duc	<i>Asio otus</i>	Protégée		LC	Nicheuse	Consultations
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	Protégée	X	LC	Nicheuse	Consultations
Milan royal	<i>Milvus milvus</i>	Protégée	X	VU	Nicheuse potentielle	Consultations Biotope
Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>	Protégée	X	LC	Nicheuse potentielle	Atlas
Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	Protégée	X	LC	Nicheuse	Consultations

La plupart de ces espèces d'oiseaux dépendent de boisements suffisamment matures et offrant les conditions de tranquillité nécessaires à leur nidification. La présence d'espaces de chasse de qualité à proximité (milieux « ouverts » : prairies, pelouses, cultures...) est également nécessaire aux rapaces.

La présence du Milan royal, espèce fortement menacée et considérée comme « vulnérable » sur la liste rouge des oiseaux nicheurs, mérite tout particulièrement d'être soulignée. Sensible aux persécutions, aux empoisonnements par appâts toxiques et aux modifications du paysage, ce rapace doit son statut "vulnérable" à la petite taille de sa population nationale (environ 3000 couples à l'heure actuelle) et au déclin continu de ses effectifs sur les dix dernières années. Le secteur du sud-ouest ainsi que la forêt de Fabas sont connus pour accueillir l'espèce lors de l'hivernage et de la reproduction.

La faune des secteurs bocagers

Le bocage se définit comme un paysage rural constitué de haies arborées ou arbustives entourant des parcelles cultivées ou en prairies. Ce type de paysage est moyennement représenté sur le territoire. Le maillage de haies est toutefois plus fortement présent sur :

- le secteur nord-est : communes de Peyrissas, Benque, Boussan, Montoulieu-Saint-Bernard, Alan et Terrebasse ;
- le secteur sud : communes d'Aulon, Cazeneuve-Montaut, Saint-Elix-Seglan et Bouzin.

Le bocage fournit à la faune des habitats variés : prairies, cultures, haies buissonnantes arbustives et/ou arborées, alignement d'arbres... Les haies et autres alignements (murets, fossés...) jouent en plus le rôle de corridors permettant les déplacements et la dissémination de nombreuses espèces dans le paysage.

Le bocage se caractérise par la présence conjointe d'espèces faunistiques forestières au niveau des haies et d'espèces de plaine au niveau des zones ouvertes (prairies...). A celles-ci, s'ajoutent des espèces aquatiques liées aux petites zones humides (cf. plus bas).

Les espèces emblématiques du bocage sont notamment : les passereaux, les reptiles, les amphibiens et les chauves-souris.

Parmi les espèces d'oiseaux remarquables présentes ou potentielles en milieu bocager sur les Terres d'Aurignac, citons le Busard Saint-Martin (*Circus cyaneus*) et la Chevêche d'Athéna (*Athene noctua*) recensés dans l'Atlas des oiseaux nicheurs de Midi-Pyrénées. La Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*) et le Torcol fourmilier (*Jinx torquilla*) sont également deux espèces patrimoniales inféodées à ces habitats, et connues comme nicheuses avérées sur l'est du territoire (respectivement à Alan et Terrebasse, et Alan et Samouillan).

La faune associée au réseau hydrographique et ses milieux annexes

Les rivières et ruisseaux, ainsi que leurs milieux annexes (prairies, boisements,...), sont les milieux de vie de nombreuses espèces de faune (poissons, insectes, mammifères...). Ils constituent également des corridors importants pour le déplacement de la plupart animaux présents sur le territoire : mammifères, reptiles, amphibiens, insectes... A ce titre, ils sont garants de la survie des populations de nombreuses espèces, en étant le support des échanges entre les foyers de biodiversité du territoire (milieux forestiers, secteurs bocagers, zones de pelouses sèches).

Le secteur le plus remarquable est constitué par la Noue, l'ensemble de prairies humides la bordant et de certains de ses affluents sur le sud de la commune de Bouzin et sur le nord de Cazeneuve-Montaut. Le nord de la commune d'Aulon accueille également quelques belles parcelles de prairies humides, en bordure de la Louge.

Concernant les espèces remarquables utilisant le réseau hydrographique, la Loutre d'Europe, espèce rare, protégée au niveau national et d'intérêt communautaire (espèce inscrite à l'annexe II de la directive « Habitats ») est probablement présente sur le territoire. La Noue et ses milieux riverains au sud de Bouzin constituent en effet des habitats qui lui sont très favorables.

Pour les oiseaux, certaines espèces remarquables ont été observées sur le territoire, fréquentant le réseau hydrographique et/ou ses abords sont surtout. Parmi elles, le Faucon hobereau (*Falco subbuteo*) et le Guêpier d'Europe (*Merops apiaster*), deux espèces protégées. Le Faucon hobereau est une espèce qui fréquente habituellement les boisements humides (ripisylves) ou en bordure de cours d'eau. Cette espèce a été vue non loin de la Louge. Le Guêpier d'Europe est nicheur en bordure de la Noue sur Latoue et Aulon et de la Nère, en lisière de la forêt de Mauboussin.

La faune des pelouses et landes sèches :

Ces pelouses et landes sont essentiellement représentées sur les communes d'Aulon et de Latoue. On les trouve également de façon plus ponctuelle à Cazeneuve-Montaut, Bouzin, Aurignac ou Alan.

A l'instar de la flore, la faune hébergée sur ces milieux peut être très originale. Les landes et les pelouses présentent notamment un intérêt pour de nombreuses espèces d'oiseaux, d'insectes (papillons et sauterelles/criquets plus particulièrement), tels que le Damier de la succise (*Euphydryas aurinia*) ou l'Azuré du Serpolet (*Maculinea arion*), de mammifères (zones de chasse de chauves-souris...) et de reptiles. Le Seps strié, espèce de reptile rare et protégée, a ainsi été observé sur un secteur de pelouses, à quelques centaines de mètres du centre du village d'Aurignac. Il est donc raisonnable de penser que cette espèce est également présente sur les habitats similaires de pelouses sèches présents sur les autres communes du territoire.

Concernant les oiseaux, ces secteurs peuvent abriter des espèces appréciant les milieux avec une couverture herbacée basse ou rare. Parmi ces dernières, peuvent être citées deux espèces à fort enjeu, l'Alouette lulu (*Lululla arborea*) et l'Engoulevent d'Europe (*Caprimulgus europaeus*), connues sur le secteur géographique.

La faune associée aux zones humides ponctuelles

Les petites zones humides sont constituées des petits points d'eau : mares, petites retenues collinaires, sources, anciens abreuvoirs, lavoirs..., et peuvent être intégrées aux autres espaces de vie intéressants pour la faune : milieux forestiers, secteurs bocagers et ensembles de pelouses sèches.



Mare en lisière de la forêt de Mauboussin



Mare dans une pâture à Esparron

Les petites zones humides sont globalement assez peu représentées sur le territoire et les plus intéressantes pour la petite faune sauvage sont constituées principalement par des mares.

Elles constituent des habitats nécessaires à la reproduction de nombreuses espèces de faune, notamment les amphibiens et les libellules. D'ailleurs, sur les Terres d'Aurignac ont été repérés des espèces d'amphibiens protégées suivantes : Triton marbré (*Triturus marmoratus*), Triton palmé (*Lissotriton helveticus*), Crapaud commun (*Bufo bufo*) et Salamandre tachetée (*Salamandra salamandra*).

Tous les points d'eau constituent donc un patrimoine naturel à préserver car nécessaire à la conservation des espèces qui y sont inféodées.

d Continuités écologiques

Notions

La définition d'un réseau écologique fonctionnel (Trame Verte et Bleue) au sein d'un territoire donné implique l'identification des continuités écologiques terrestres et aquatiques. Ces continuités écologiques comprennent les réservoirs de biodiversité ainsi que les corridors écologiques reliant ces zones à enjeux forts. L'analyse du réseau écologique qui caractérise un territoire passe également par la mise en lumière des obstacles potentiels au fonctionnement de ce réseau. L'identification de la Trame Verte et Bleue doit permettre de préserver la biodiversité au sens large, y compris la nature dite ordinaire en limitant le fractionnement et la fragilisation des populations animales et végétales. Elle doit également être un outil pour répondre à l'objectif de remise en bon état des milieux.

Deux types d'espaces constituent la Trame Verte Bleue à l'échelle d'un territoire :

- Les réservoirs de biodiversité : ils ont une fonction de conservation de la biodiversité. Elles offrent la quantité et la qualité optimale d'espaces environnementaux et d'espèces, et constituent ainsi une source de biodiversité pour le territoire. Ces réservoirs de biodiversité peuvent être identifiés à partir des zonages environnementaux existants (tels que les périmètres d'inventaire et réglementaires), ainsi que par une approche éco-paysagère complémentaire.
- Les corridors écologiques : ils ont une fonction de continuum ou de liaison limitant les phénomènes de fragmentation des habitats naturels. Ils assurent la connectivité entre les réservoirs de biodiversité. Ces corridors se calquent sur certaines structures paysagères. Ils peuvent être constitués par des éléments linéaires (mais pas forcément continues selon les espèces) ou par des continuums d'habitats préservés. Ces continuums écologiques qui peuvent être aquatiques, boisés ou constitués par des milieux ouverts sont repérés par une analyse éco-paysagère du territoire, réalisée à l'aide des photos aériennes (orthophotos).

La trame dite « grise » est une composante du paysage et de l'occupation du sol qui regroupe des éléments issus de l'urbanisation et de l'artificialisation des milieux. Peuvent ainsi en faire partie, les infrastructures linéaires (route, voies ferrées...), les barrages hydroélectriques, les ruptures topographiques, les zones urbanisées, les clôtures ou encore certaines zones d'agriculture intensive.

Le croisement de la trame écologique et de la trame grise permet d'identifier les menaces, obstacles et zones de conflits éventuels pesant sur les continuités écologiques.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Midi-Pyrénées

La mise en œuvre de la TVB au niveau régional s'est traduite par l'élaboration d'un SRCE. Le code de l'environnement stipule que ce schéma doit être pris en compte dans l'élaboration des documents d'urbanisme.

Les continuités écologiques inscrites dans le SRCE Midi-Pyrénées et concernées par le territoire de la communauté de communes des Terres d'Aurignac sont :

Trame	Réservoirs de biodiversité	Corridors
Milieus boisés de plaine	2 éléments <ul style="list-style-type: none"> Forêt de Fabas Complexe forestier de Boussin et Mauboussin 	3 éléments Continuums forestiers reliant la forêt de Mauboussin comme centre névralgique.
Milieus ouverts et semi-ouverts de plaine	1 élément Complexe de milieux humides et de prairies de fauche dans la vallée de la Louge sur la commune de Terrebasse.	3 éléments Continuums de milieux ouverts s'étalant du Nord au sud, en limite Est et ouest du territoire.
Multi-trame	1 ensemble formé par les contreforts des petites Pyrénées et les reliefs collinaires du sud du territoire : composante boisée et de milieux ouverts	Aucun
Milieus aquatiques	<ul style="list-style-type: none"> Quelques petits tronçons répartis le long de La Louge Le ruisseau de Bernardas, affluent de La Noue bornant la commune de Bouzin 	L'ensemble du réseau hydrographique irriguant le territoire

Dans le cadre d'une analyse des potentialités de boisements alluviaux sur les masses d'eau de la région, le SRCE indique un niveau de potentialité de présence forte sur La Louge, ainsi que sur la portion ouest de la Nère (communes d'Esparron et de Cassagnabère-Tournas). Cette potentialité est quant à elle faible sur le reste des cours d'eau principaux. Une analyse similaire sur la présence potentielle de prairies humides indique un niveau de potentialité très fort sur La Noue, une partie de La Louge (communes d'Aurignac, de Peyrouzet et Aulon), et fort pour la Nère (communes d'Esparron et de Cassagnabère-Tournas) et le Bernès.

Par ailleurs, plus d'une quinzaine d'obstacles à l'écoulement des cours d'eau sont référencés dans le SRCE, essentiellement au niveau de La Louge et de La Noue. Un point de conflit surfacique est également recensé au niveau du village de Latoue. Il s'agit vraisemblablement d'une portion sur laquelle la ripisylve a subi des dommages (décapage des strates arbustives et herbacées) dans un souci visiblement de mise en valeur du cours d'eau (visibilité de l'eau depuis la route). Une dégradation de la fonctionnalité écologique du cours d'eau est à déplorer sur ce secteur ponctuel.

Des objectifs de préservation sont inscrits au SRCE concernant l'ensemble des sous-trames écologiques balayant le territoire de la Communauté de communes.

Caractéristiques du réseau écologique à l'échelle du territoire de la communauté de communes des Terres d'Aurignac

Trois cours d'eau principaux parcourent le territoire, La Nère, La Louge et La Noue. Ces cours d'eau sont à l'origine des trois vallées structurant le territoire, alimentées elles par un vaste réseau de capillaires de cours d'eau secondaires formant une succession de vallons également. Le territoire s'avère être bien irrigué.

Aux linéaires de cours d'eau s'ajoutent le lac de la forêt de Fabas, sur la commune d'Esparron, ainsi que de nombreux points d'eau ponctuels (mares, étangs, plans d'eau, bassin...) répartis principalement en bordure ouest et au nord-est du territoire.

D'un point de vue connectivité écologiques, La Louge est à mettre en exergue en tant qu'axe à enjeu pour les migrateurs Amphihalins. A noter également, une potentialité de présence de zones humides (prairies humides et boisements alluviaux) évaluée comme de très forte à forte le long des principaux cours d'eau, qui présentent un rôle important en termes de fonctionnalité écologique. (cf. page suivante : Cartographie des Zones Humides Potentielles).

En raison du relief de crête, les trois bassins versants de La Noue, de La Louge et de la Nère restent néanmoins isolés au niveau du territoire de la CCTA. La connectivité des cours d'eau de la Louge et de la Nère est néanmoins affaiblie par plusieurs obstacles à l'écoulement de l'eau répertoriés par l'ONEMA (données ROE).

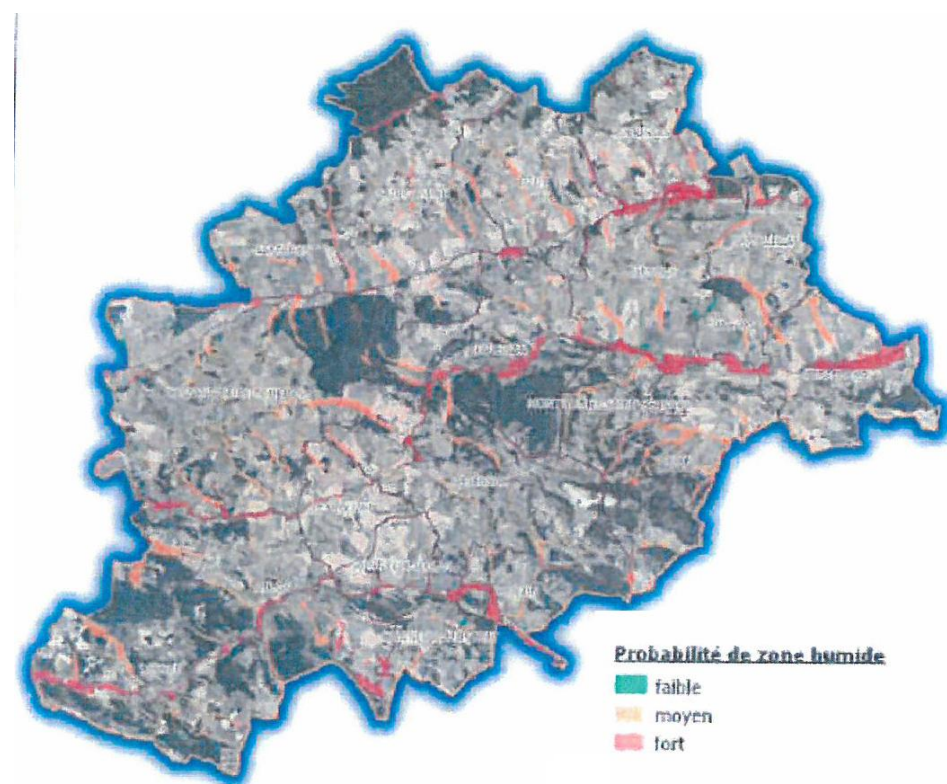
Les types d'occupation du sol dominants sur le territoire sont les ensembles forestiers, les prairies, et les maillages complexes, mêlant parcelles cultivées et zones de végétation naturelle. Le territoire est ainsi constitué de paysages à connotation naturelle. Ce fait est important puisqu'il traduit une emprise humaine surtout agricole et peu urbaine. En effet, l'urbanisation y est peu importante et le réseau de routes, bien que dense n'est constitué que de routes secondaires (départementales et chemins ruraux).

Cette composition de l'occupation du sol, complexe par son hétérogénéité, est très favorable aux continuités écologiques à l'échelle du territoire intercommunal ainsi que vers son extérieur en raison de grands ensembles chevauchant plusieurs territoires. Le réseau hydrographique est également le support d'une grande partie des corridors boisés du territoire.

La richesse du territoire en bosquets, haie, fossés, pelouses délaissées, qui s'ajoute aux caractéristiques d'occupation du sol, favorise les zones de transition, les connexions entre les différents milieux et participe largement à la mise en relation des milieux sources, des îlots et des axes principaux de cheminement pour la faune, dans une moindre mesure pour la flore. Ces éléments jouent un rôle important dans la fonctionnalité écologique à l'échelle locale et participe ainsi au maintien de la biodiversité dite ordinaire.

Dans ce contexte, il faut donc retenir que le territoire intercommunal demeure à ce jour suffisamment naturel et agricole pour assurer une bonne perméabilité et permettre le maintien et la dynamique de déplacement des populations d'espèces de faune et de flore à l'intérieur et avec l'extérieur du territoire.

Cartographie des Zones Humides Potentielles



Note : cet inventaire, non définitif doit faire l'objet d'une analyse terrain qui pourrait revenir sur les premiers recensements.

Source : DDT31 / Conseil Départemental de Haute-Garonne

Les enjeux fonctionnels de la trame verte et bleue sur le territoire

Pour la trame aquatique

Cette trame constituée par le réseau hydrographique dense et des zones humides le long des cours d'eau (prairies humides et boisements alluviaux) mérite d'être préservée :

- Maintien des zones humides entretenues par les pratiques agricoles extensives,
- Protection des boisements alluviaux et renforcement de la ripisylve sur les secteurs perturbés,
- Respect des continuités hydrauliques par les aménagements (mise en œuvre de passages sur banquettes sous aménagements routiers ou retrait de la ligne d'urbanisation)

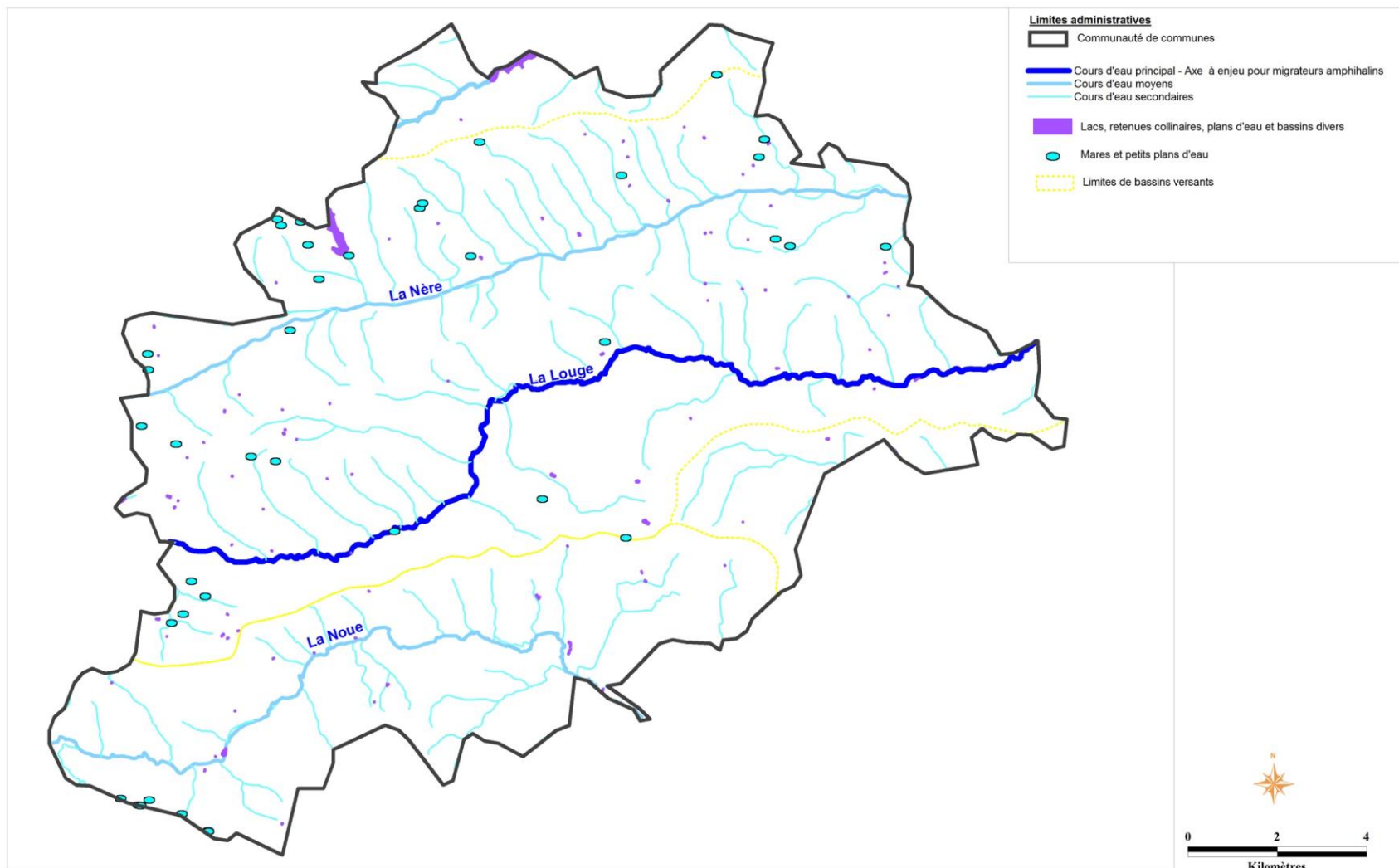
Pour la trame terrestre

Cette trame présente de multiples faciès sur le territoire entre les milieux boisés et les milieux ouverts, notamment les prairies de fauches, les pelouses ou encore les landes marneuses.

- Protection des grands massifs forestiers ainsi que des connexions naturelles entre ces massifs : zones denses en bosquets et boqueteaux (communes d'Esparron, Boussan, Moutoulieu-Saint-Bernard, Cassagnabère-Tournas, Latoue) ainsi que par le réseau bocager encore dense sur certains axes (communes de Peyrissas, Terrebasse, Benque et Moutoulieu-Saint-Bernard). Ces massifs sont reconnus au travers du classement en ZNIEFF qui leur a été attribués.
- Préservation et entretien des milieux ouverts d'intérêt représentés sous forme de grands ensembles complexes, principalement dans la partie Sud du territoire. Ils constituent un fort enjeu, notamment pour la flore et faune remarquables. Les pratiques agricoles permettent le maintien et la pérennité de ces milieux.
- Les enjeux de connexion s'expriment au travers de la mosaïque paysagère complexe : bosquets, haies, cordons rivulaires et prairies. Le maintien des zones riches en bosquets, milieux prairiaux et bocage est primordial pour garantir des connexions à l'échelle du territoire et via les territoires alentours.



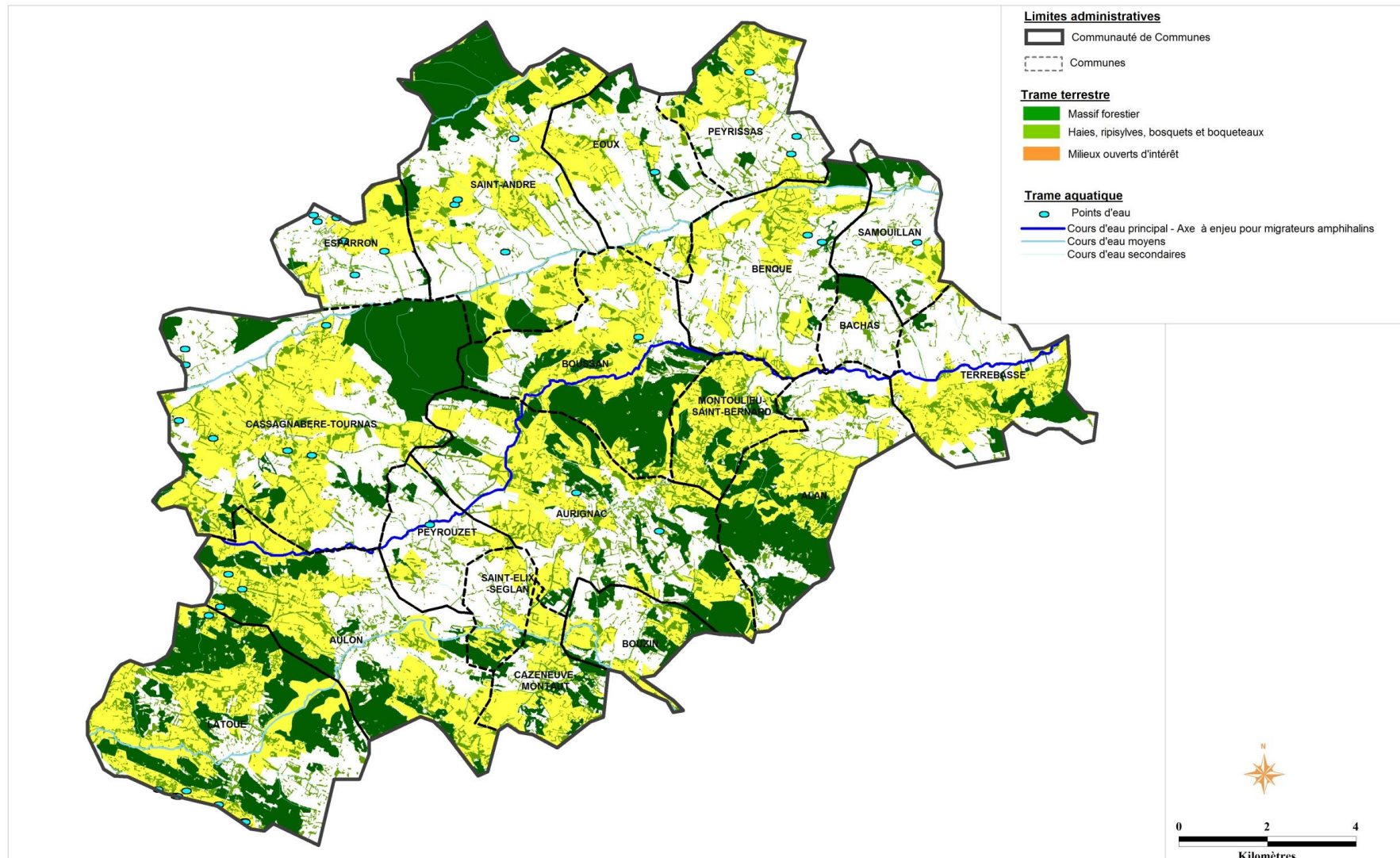
Réseau hydrographique et points d'eau



Sources : Agence de l'eau Adour Garonne, BD CARTHAGE de l'IGN, Biotopie - Cartographie : Biotopie, 2013



Synthèse des milieux naturels



Sources : BD TOPO (IGN), DREAL MP, Corine Land Cover (2006), Biotopie, BD Carthage (IGN), Agence de l'Eau Adour Garonne - Cartographie: Biotopie, 2013

e Éléments patrimoniaux et enjeux associés

Sur le plan strictement naturaliste, les enjeux pour la faune et la flore du territoire sont donc les :

Grands massifs forestiers

Pour les habitats et les zones de quiétude qu'ils incarnent pour de nombreux groupes de faune.

Pelouses et landes marneuses d'intérêt écologique fort (Aulon, Latoue, Cazeneuve, Alan)

Il s'agit de pelouses relictuelles constituant des habitats naturels d'intérêt communautaire et accueillant des espèces relativement rares sur le territoire et voire des espèces protégées.

Pâtures et prairies naturelles de fauche des vallées (Noue, Louge & Nère)

Les parcelles à faciès humides sont les plus intéressantes pour la flore et les insectes qu'elles peuvent accueillir.

Maillages bocagers et les ripisylves

Ils sont très importants pour la faune et ses déplacements.

Mares intéressantes

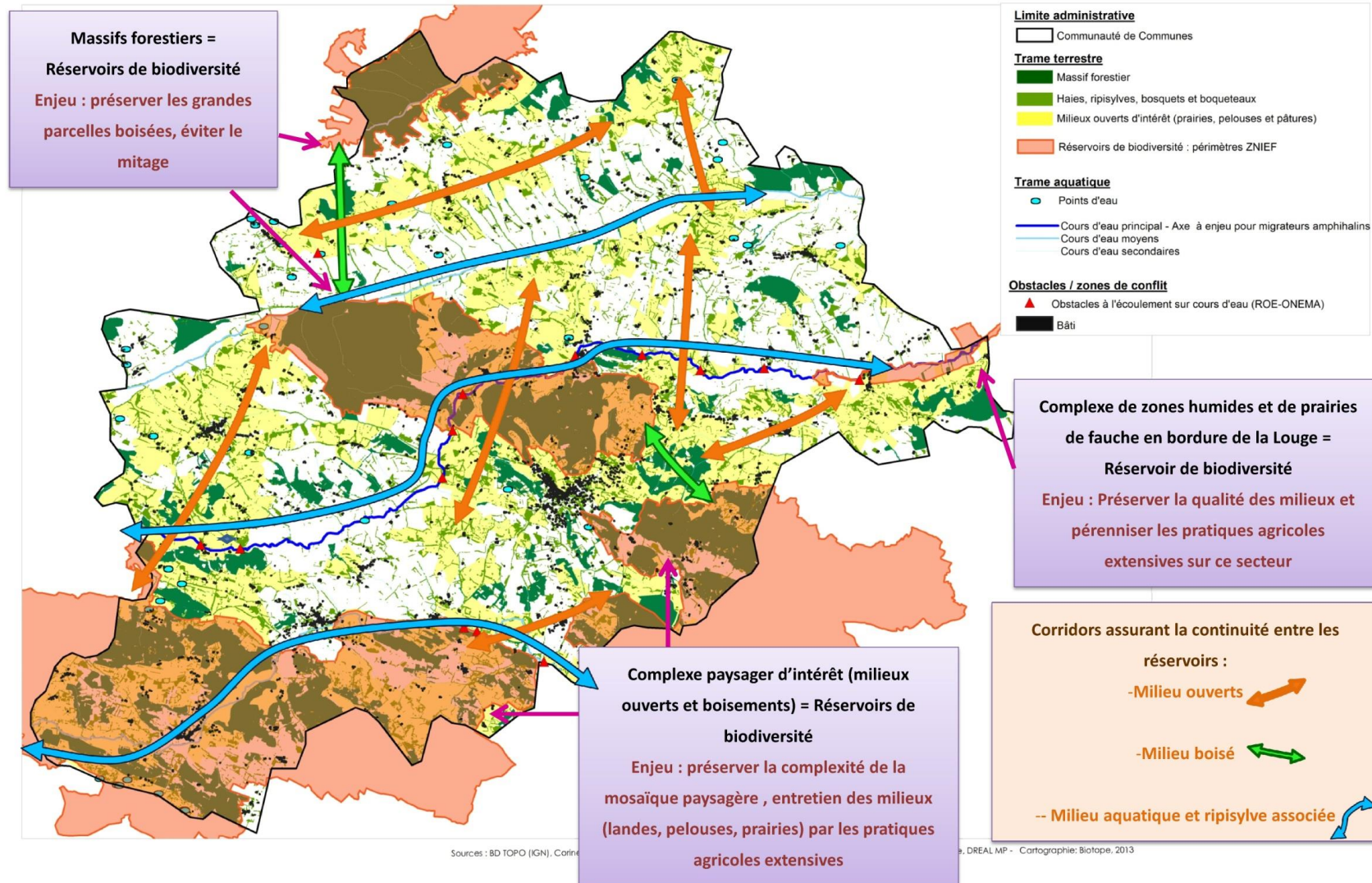
Dans les pâtures ou en lisière forestières, certaines mares ont été creusées et se révèlent très favorables à l'accueil d'une faune patrimoniale (Libellules, Triton marbré, etc.).

Certaines cultures de céréales (blé et orge surtout)

Elles accueillent encore une flore adventice de valeur patrimoniale. Il s'agit des plantes messicoles dont certaines sont protégées au plan national, comme la Nigelle de France (*Nigella gallica*), trouvée à Terrebasse.



Connectivités écologiques / obstacles



f SYNTHESE MILIEUX NATURELS

Principaux constats

Les principaux enjeux naturalistes concernent les grands massifs forestiers, les pelouses et landes marneuses, les pâtures et prairies naturelles de fauche des vallées, les maillages bocagers et les ripisylves, les mares et certaines cultures (blé, orge).

ENJEUX / Problématiques territoriales

Pour préserver ce patrimoine naturel qui contribue à la qualité et à l'intérêt du territoire, il convient donc de prendre certaines mesures ou précaution :

- ☒ Maintenir sur le territoire une activité agricole extensive (polyculture-élevage) pour garantir sur la CCTA : la pérennité et l'entretien du maillage bocager, l'entretien par la fauche ou la pâture des prairies naturelles et des pelouses ainsi que des prairies humides de fond de vallées, l'utilité des mares pour le bétail, et le maintien d'une flore adventice patrimoniale. Eviter la déprise agricole sur certains secteurs;
- ☒ Conserver l'unité des grands ensembles d'espaces naturels (forêts, prairies, bocages) et des continuités écologiques en évitant leur fractionnement par un mitage urbain ou des aménagements viaires (cas de Montoulieu-Saint-Bernard, par exemple) ;
- ☒ Préserver ou restaurer les structures de liaison entre ces grands espaces naturels (haies, arbres alignés ou isolés, arbres morts, mares, ripisylves...) afin de garantir entre eux des milieux de vie relais et des voies de déplacement et d'échanges pour les espèces et leurs populations.

4.1.4. La gestion des ressources naturelles : utilisation de la ressource « sol / sous-sol »

a L'activité agricole

Cf. chapitre 3.4.2. Occupation agricole du territoire

b L'exploitation de carrières

Le sous-sol du territoire de la CCTA est principalement composé de calcaires, marnes, sables et argiles.

Seuls les calcaires sont exploités par des carrières.

Le Schéma des carrières de la Haute-Garonne approuvé en décembre 2009 est le document de planification qui fixe les règles du jeu sur le fonctionnement des carrières, puisqu'il fait la synthèse entre les ressources disponibles (la géologie), les besoins en matériaux (l'économie) et les contraintes réglementaires.

Sur la commune d'Aurignac, les Carrières Bernardets est une entreprise exploitant des carrières et réalisant des chantiers de Travaux Publics et privés dans un rayon d'intervention de 60 km autour d'Aurignac où se trouve le siège social. La carrière à ciel ouvert d'Aurignac, ouverte depuis 1952, se développe en bordure nord de la RD 635. L'accès se fait à partir de cette voie. Elle possède 2 points d'extraction différenciés par leurs autorisations.

- Le premier point d'extraction possède un arrêté préfectoral (N°726 du 2/05/00) autorisant d'exploiter sur les communes d'Aurignac et d'Alan pour une durée de 30 ans. La superficie totale des parcelles autorisées est d'environ 36 ha. La production moyenne autorisée est de 250 000 T/an (maximum 300 000 T/an) ;
- Le second point d'extraction possède un arrêté préfectoral (N°759 du 13/05/03) autorisant d'exploiter au niveau inférieur du premier arrêté de 1952 pour une durée de 10 ans. La superficie totale des parcelles autorisées est d'environ 8,8 ha pour une superficie exploitable d'environ 5,8ha. La production moyenne autorisée est de 125 000 T/an (maximum 180 000 T/an). La quantité totale autorisée à extraire est d'environ 1 250 000 tonnes.

Une carrière est ainsi présente sur la commune de Boussan.

Communes	Exploitants	Fin de l'autorisation	Matériaux	Surfaces (ha)	Tonnage maximal de production
Aurignac	CARRIÈRES BERNADETS	2 mai 2030	calcaires	28,6	300 000
Boussan	CARRIÈRES BERNADETS	21 décembre 2020	calcaires	2,85	16 000
Latoue	DRAGAGES GARONNAIS	24 Oct 2033	calcaires	7,97	120 000

* L'emprise de la carrière localisée sur Aurignac a également une emprise sur la commune d'Alan.

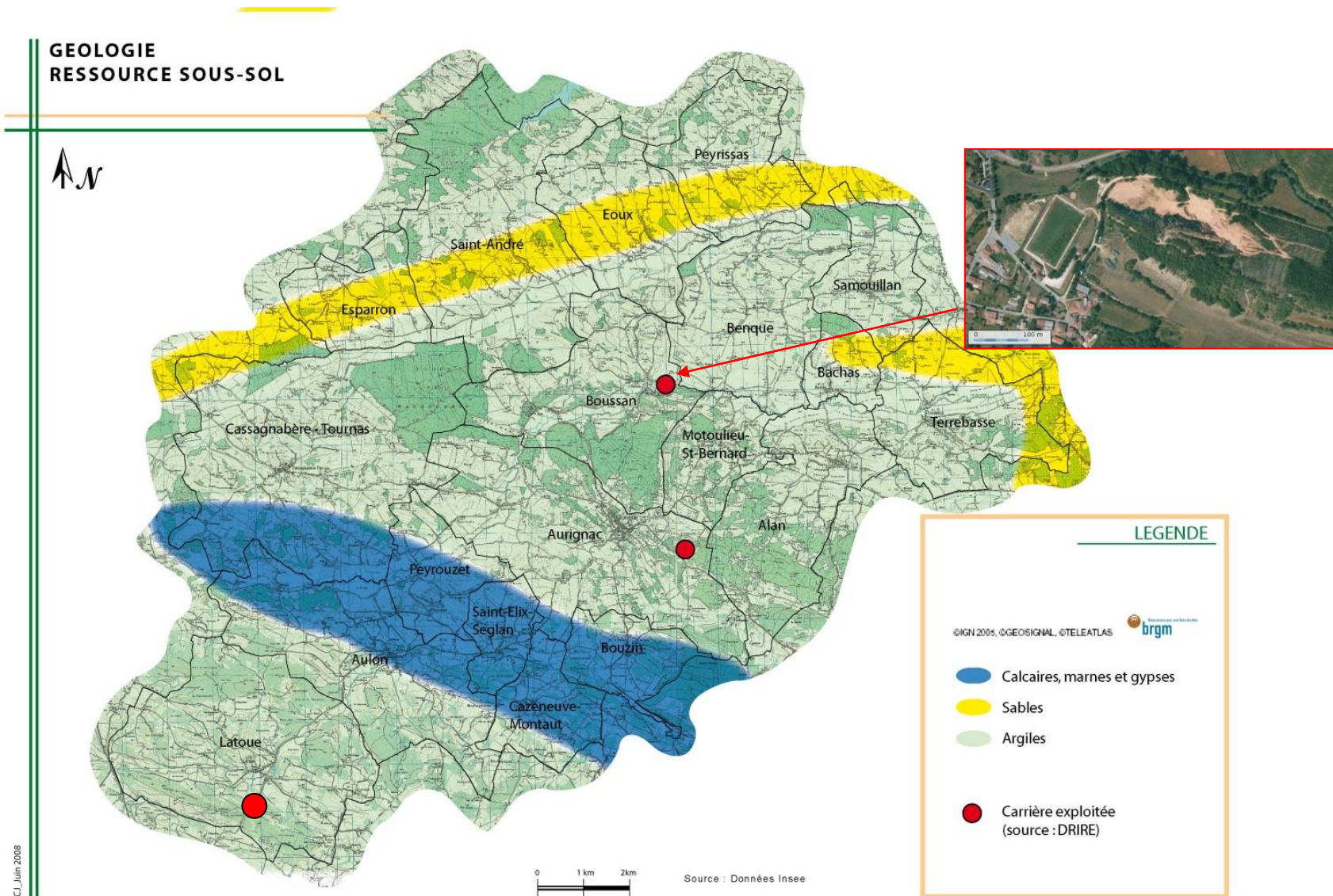
Source : DRIRE – Inventaire des carrières autorisées en Haute-Garonne

Les enjeux liés à l'exploitation d'une carrière sur une commune sont multiples :

- enjeux d'ordre économiques et sociaux : création d'emplois, ressource pour la commune...
- enjeux d'ordre environnementaux et paysagers : Ces enjeux sont obligatoirement pris en compte dans le cadre de l'étude d'impact et font l'objet si nécessaire de mesures compensatoires (impacts sur la faune, la flore et les cours d'eau environnant, impacts visuels,...). Les risques de pollutions potentielles (déversement accidentel par exemple) font obligatoirement l'objet d'articles spécifiques dans l'Arrêté Préfectoral de chaque site.
- enjeux d'ordre de sécurité publique : augmentation du trafic poids lourds sur des axes plus ou moins adaptés à ce type d'usage.
- enjeux liés à l'organisation de l'espace : conflits d'usages potentiels avec d'autres utilisateurs (agriculture ...)

Le Plan Local d'Urbanisme se doit donc de recenser les carrières en activité afin de proposer un zonage et un règlement adapté au fonctionnement de ces sites particuliers ou au contraire à préserver les espaces sensibles limitrophes qui pourraient être affectés par les carrières.

S'agissant des carrières en activité, et pour les raisons et enjeux évoqués plus haut, le Schéma des carrières et l'Arrêté Préfectoral spécifique à chaque site encadrent strictement leur fonctionnement notamment en matière de protection de l'environnement.



CL Juin 2008

c Impacts positifs et négatifs des carrières

Les impacts que peuvent avoir les carrières sur l'environnement sont variables selon le site exploité, d'où l'importance du choix du site en amont de toute demande.

❖ *Impacts négatifs :*

Le transport de matériaux issus des carrières sur le territoire se fait exclusivement par la route.

Les carrières produisent des effets notables sur l'environnement à savoir :

- La suppression du couvert végétal, l'apparition des fronts de taille, des installations de traitement, de stocks de matériaux, d'engins d'extraction et de chargement, éventuellement d'un plan d'eau modifient obligatoirement l'aspect initial du site concerné par une carrière. Chaque espace concerné par une carrière constitue donc un cas particulier à traiter avec soin.
- des effets sur l'atmosphère (bruits, vibrations, poussières), des effets sur le milieu environnant (paysage - patrimoines, qualité de vie),
- des effets sur les milieux aquatiques (eaux superficielles et souterraines).

Dans les carrières, la propagation des bruits est fortement liée aux conditions atmosphériques (vents dominants, gradient thermique, pluie, brouillard) et à la topographie des lieux. On distingue les bruits dus aux installations de traitement des matériaux qui sont à l'origine d'un bruit continu et répétitif ; - les bruits impulsifs et brefs, tels que les tirs de mines (cas des carrières de roches massives), de valeurs généralement beaucoup plus fortes ou bien les émissions sonores provoquées par la circulation des engins de transport des matériaux.

Les poussières constituent la principale source de pollution de l'air lors de l'exploitation des carrières. Les émissions de poussières peuvent avoir des conséquences sur la sécurité publique, la santé des personnes, l'esthétique des paysages et des monuments, la faune et la flore.

❖ *Impacts positifs :*

Source : Livre Blanc, Carrières et Granulats à l'horizon 2030

En termes de biodiversité, une carrière peut contribuer à la Trame verte et bleue. Le fonctionnement des écosystèmes a pris une place importante dans les projets de carrières, en matière de continuité écologique. Par ailleurs, l'Union Nationale des Producteurs de Granulats (UNPG) demande que soit garantie la cohérence entre les schémas départementaux des carrières et la Trame verte et bleue.

Lorsqu'une carrière cesse son activité, des réaménagements écologiques sont effectués comme mesures compensatoires.

Il s'agit de reconnaître les réaménagements écologiques comme mesures compensatoires.

Les carrières constituent une activité temporaire. En effet, si celle-ci peut durer plusieurs dizaines d'années, les perturbations qu'elle induit restent provisoires et localisées.

Les réaménagements des sites réalisés au fur et à mesure de l'exploitation font appel, dans le domaine de l'écologie, à un savoir-faire ancien appuyé sur de nombreuses études scientifiques, déclinées sous forme de guides pratiques de restauration des milieux. Les travaux de remise en état sont très souvent

complétés d'initiatives, allant au-delà du cadre strict des obligations réglementaires, dont l'apport au développement de la biodiversité est démontré scientifiquement.

Ainsi, l'intérêt écologique avéré par des réaménagements, réalisés et en projet, peut être considéré comme une compensation au titre des obligations réglementaires (Natura 2000, loi sur la protection de la nature, loi sur la responsabilité environnementale, loi sur l'eau et les milieux aquatiques, réglementation sur les zones humides ...).

Les pratiques de gestion de la biodiversité, tout au long de l'exploitation (aménagement temporaires, travaux écologiques divers), contribuent également au développement de la biodiversité du site.

Les carrières génèrent des milieux propices à l'implantation d'une biodiversité remarquable, y compris d'espèces protégées. Or, la réglementation interdit la destruction d'espèces protégées et d'habitats de ces espèces ; l'obtention de dérogations est toutefois possible, mais implique la réalisation de dossiers et le suivi de procédures longues et coûteuses, souvent soumises à une interprétation subjective. Alors que la profession multiplie les actions de sensibilisation et outils en faveur de la biodiversité, un tel système présente le développement d'espèces protégées sur les sites comme un risque pour la poursuite des activités et non comme un encouragement à la préservation de la nature.

Il s'agit d'assurer une application adaptée aux carrières de la réglementation relative à la protection des espèces floristiques et faunistiques

L'UNPG demande par conséquent :

- un aménagement efficace du régime de dérogation qui soit propre aux carrières, pour les sites autorisés en cours d'exploitation;
- une simplification et un cadrage des procédures de dérogation, du contenu des dossiers et des mesures compensatoires associées.

d Un réseau hydrographique dense sous pression

Voir la description dans le volet « occupation du sol » en tête de chapitre

Le territoire s'articule autour de trois vallées globalement orientées d'Ouest en Est : les vallées de la Nère, de la Louge et de la Noue. Ces vallées reçoivent toutes de nombreux petits affluents, parfois de simples fossés, qui arrivent généralement perpendiculairement et qui structurent le paysage en une succession de vallons. Ces cours d'eau ont ensuite pour exutoire la Garonne.

❖ Les masses d'eau superficielles

Source : SIE Adour Garonne

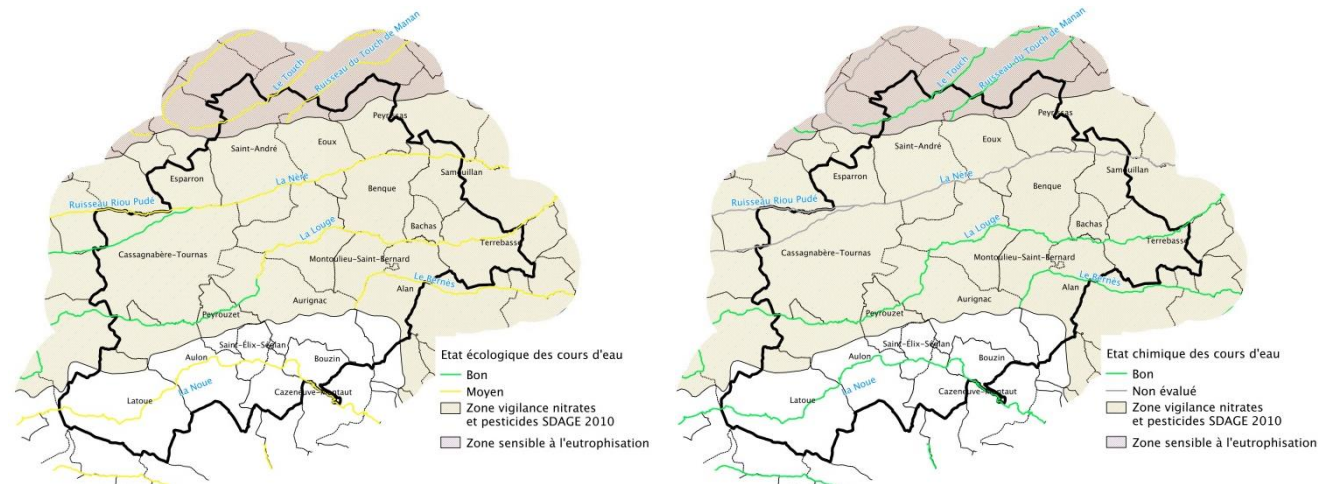
La ressource en eau sur le territoire et plus largement à l'échelle du bassin de la Garonne est sensible d'un point de vue qualitatif. En effet, les ressources en eau sont sensibles à de nombreuses pollutions. Cette sensibilité est d'ailleurs soulignée par de plusieurs classements :

- Zone Sensible à l'eutrophisation en partie nord du territoire : Ces zones sont définies au titre de la directive CEE "Eaux Résiduaire Urbaines (ERU)" du 21 mai 1991 lorsque les cours d'eau présentent un risque d'eutrophisation ou lorsque la concentration en nitrates des eaux destinées à l'alimentation en eau potable est susceptible d'être supérieure aux limites réglementaires en vigueur.
- Zone de vigilance vis-à-vis des pollutions diffuses d'origine agricole du SDAGE 2010-2015 (Disposition B33) et 2016-2021.

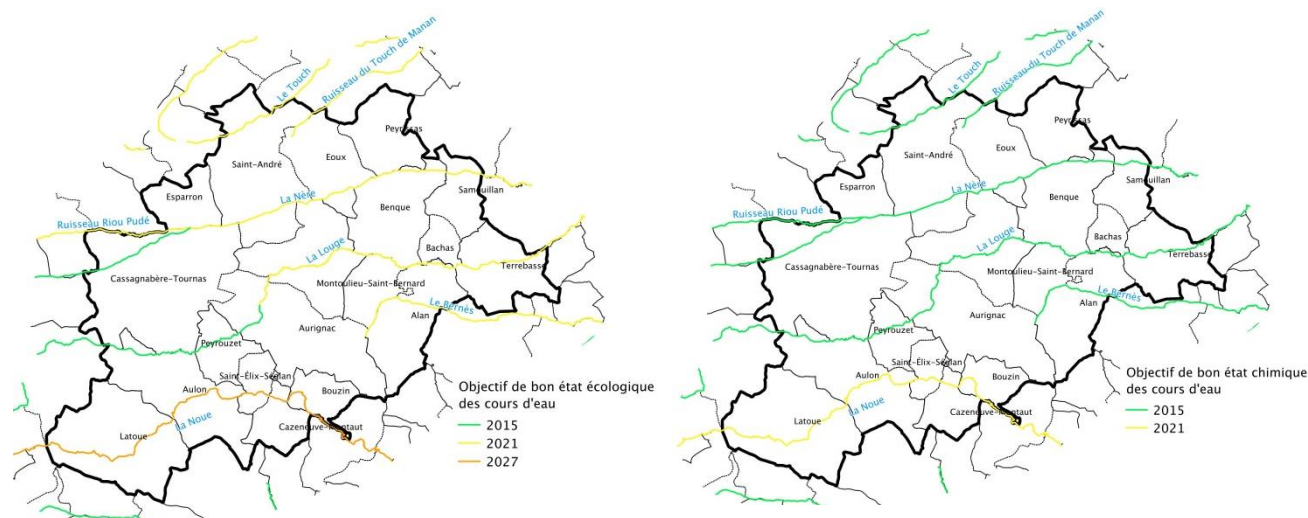
9 masses d'eau cours d'eau ont été identifiées sur la communauté de communes :

Code	Nom	Etat écologique	Degré de confiance	Etat chimique	Degré de confiance	Objectif de bon état écologique	Objectif de bon état chimique
FRFRR155_2	Ruisseau du Touch de Manan	Moyen	Faible	Bon	Faible	2021	2015
FRFR606	La Nère du riu Pudé au confluent de la Louge	Moyen	Faible	Non évalué		2021	2015
FRFRR251_7	La Noue	Moyen	Faible	Bon	Faible	2027	2021
FRFRR252B_2	Le Bernès	Moyen	Faible	Bon	Faible	2021	2015
FRFRR606_1	Ruisseau Riou Pudé	Moyen	Faible	Non évalué		2021	2015
FRFRR606_2	La Nère	Bon	Faible	Non évalué		2015	2015
FRFR155	Le Touch de sa source au confluent de la Garonne	Moyen	Fort	Bon	Faible	2021	2015
FRFR156	La Louge du confluent de la Housse (incluse) au confluent de la Garonne	Moyen	Fort	Bon	Faible	2021	2015
FRFRR156_1	La Louge	Bon	Faible	Bon	Faible	2015	2015

7 masses d'eau sur 9 sont dans un état écologique moyen et 2 dans un bon état. En ce qui concerne l'état chimique, l'ensemble des masses d'eau semble être dans un bon état mais cela reste une évaluation.



Pour la plupart des masses d'eau, l'objectif d'atteinte de bon état ne sera atteint pour le paramètre écologique qu'en 2021 voire 2027. Pour le bon état chimique, l'ensemble des masses d'eau devrait l'atteindre en 2015 sauf pour la Noue qui ne l'atteindra en 2027.



Les principales pressions sur le territoire sont d'origine agricole, et notamment la pollution aux nitrates, dus aux intrants utilisés, et d'origine morphologique (modification de tracé, érosion des berges) et sur la quantité de la ressource, notamment en période estivale ou les étiages⁴ peuvent être sévères alors que les demandes en eau sont importantes pour l'agriculture.

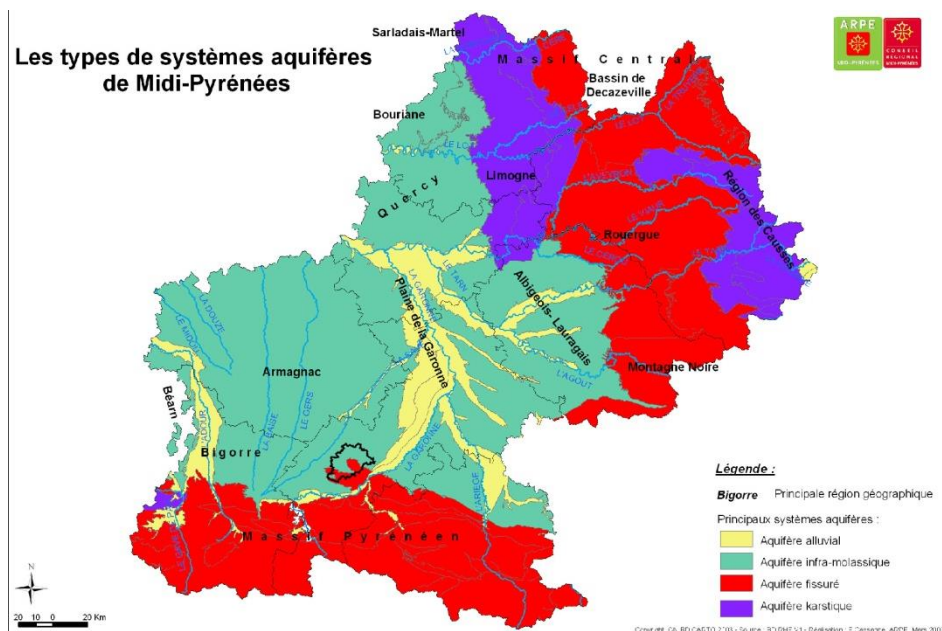
Par ailleurs, la Louge est classé en tant qu'axe à enjeux pour les migrateurs amphihalins, ce qui témoigne de son importance d'un point de vue de la continuité écologique et de la qualité des eaux à améliorer et maintenir.

❖ *Les masses d'eaux souterraines*

Le territoire est à cheval sur deux aquifères :

- L'aquifère molassique : aquifère profond, composé de sables de l'Eocène où l'eau peut circuler, généralement avec des débits élevés (de 20 à 400 m³/h). Il couvre deux tiers de la région Midi-Pyrénées et est alimenté au niveau des zones d'affleurement : bordure ouest du Massif Central et bordure nord des Pyrénées. D'une manière générale, la réalimentation de cet aquifère est plus lente et plus faible que les prélèvements qui s'y opèrent, ce qui provoque un déséquilibre et entraîne l'abaissement des niveaux piézométriques.
- L'aquifère fissuré : les aquifères fissurés sont les grès et granites des Pyrénées. Ils se caractérisent par un pouvoir filtrant limité et de très faibles débits (quelques m³/h). Malgré cela, la bonne qualité des eaux circulant dans ces milieux peut expliquer la présence de très nombreux captages dans ces zones.

⁴ Etiage : Période de l'année où le niveau d'un cours d'eau atteint son point le plus bas



Le périmètre de la communauté de communes touche 6 masses d'eau souterraines. Parmi celles-ci, 5 sont de nature karstique, ce qui les rend particulièrement sensibles aux pollutions (protection difficile).

Une seule masse d'eau présente un état chimique jugé mauvais dans le SDAGE 2010 dû à des pollutions aux nitrates et aux pesticides. Par ailleurs, 3 masses d'eau sont jugées comme en mauvais état quantitatif. D'un point de vue chimique, le SDAGE évalue l'atteinte du bon état en 2015 pour 5 masses d'eau et en 2021 pour l'autre (celle en mauvais état aujourd'hui). En ce qui concerne la disponibilité de la ressource, le SDAGE évalue l'atteinte du bon état en 2015 pour 4 masses d'eau et en 2027 pour 2.

EU_CD	Nom	Etat chimique	Etat quantitatif	Objectif de bon état chimique	Objectif de bon état quantitatif
FRFG080	Calcaires du jurassique moyen et supérieur captif	Bon	Mauvais	2015	2027
FRFG082	sables, calcaires et dolomies de l'éocène-paléocène captif sud AG	Bon	Mauvais	2015	2027
FRFG081	Calcaires du sommet du crétacé supérieur captif sud aquitain	Bon	Bon	2015	2015
FRFG091	Calcaires de la base du crétacé supérieur captif du sud du bassin aquitain	Bon	Mauvais	2015	2015
FRFG043	Molasses du bassin de la Garonne et alluvions anciennes de Piémont	Mauvais	Non évalué	2021	2015
FRFG049	Terrains plissés du BV Garonne secteur hydro o0	Bon	Bon	2015	2015

Les principales pressions en terme qualitatif sont notamment l'occupation agricole des sols, du fait des pratiques agricoles et de l'utilisation d'intrants qui s'infiltrant dans le sol et peuvent progressivement contaminer les nappes. Ces pressions ont notamment conduit à un classement par le SDAGE en tant que zone de vigilance pesticide, zone de vigilance nitrate, et en tant que zone sensible à l'eutrophisation. D'un point de vue quantitatif, les pressions principales sont les prélèvements pour l'agriculture et pour l'AEP (même si sur le territoire, aucun prélèvement pour l'AEP n'est recensé).

Approche quantitative de la ressource en eau

En période d'étiage, le département de la Haute-Garonne connaît un déséquilibre systématique entre ressources et besoins en eau. Le territoire (comme une bonne partie du département) est classé en zone de répartition des eaux, du fait de l'insuffisance répétée de la disponibilité en eau et du déséquilibre observé entre les prélèvements et la quantité présente. Les seuils d'autorisation et de déclaration des prélèvements dans les eaux superficielles comme dans les eaux souterraines y sont abaissés. Sur certains axes, le débit des cours d'eau est soutenu par des lâchers d'eau depuis les barrages amont ce qui permet à l'ensemble des usages de s'exprimer. C'est le cas pour les principaux cours d'eau du territoire.

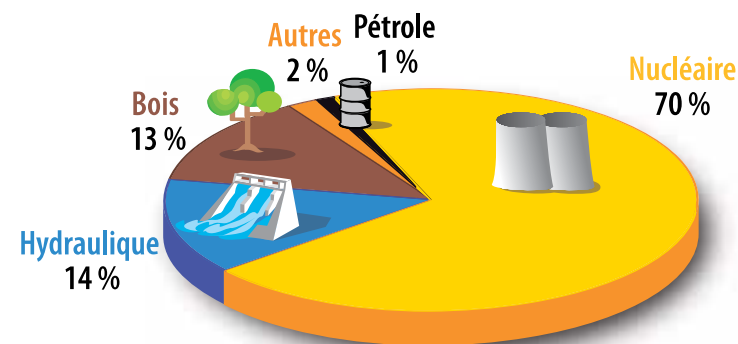
La Louge, La Nère et le Noue font tout trois partie du « Système Neste ». Ces cours d'eau sont donc réalimentés en période d'étiage par un ensemble d'ouvrages hydrauliques gérés par la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne. Ce système recrée un lien entre rivières gasconnes et ressource de montagne, lien rompu par la formation du plateau de Lannemezan au début du Quaternaire.

Sur la commune de Saint André, on retrouve une retenue collinaire de 2 millions de m³ destinée à satisfaire les besoins pour l'irrigation mais également à soutenir le débit d'étiage du Touch.

Les cours d'eau qui traversent le territoire connaissent des fluctuations saisonnières marquées. Les périodes de hautes eaux en hiver et au printemps et les périodes de basses eaux en été et en automne. Cependant il existe également des fluctuations bien plus prononcées sur de courtes périodes qui peuvent conduire notamment à des débits très faibles en période estivale, posant des problèmes de gestion de la ressource pour les différents usages (agriculture, AEP, industrie) et pour le maintien de la qualité du cours d'eau. Certains étiages peuvent donc être très sévères. La Louge et le Touch ont d'ailleurs été classés comme cours d'eau déficitaire dans le SDAGE. Par ailleurs, le territoire est concerné par le Plan de Gestion des Etiages (PGE) Garonne-Ariège.

4.1.5. Energies : un véritable potentiel en énergies renouvelables

La production d'énergie primaire en Midi-Pyrénées a atteint 6,2 Mtep en 2008, soit 4,5 % de la production de la France. Environ 70 % de cette énergie primaire régionale est produite par la centrale nucléaire de Golfech, implantée dans le Tarn-et-Garonne. Le reste provient presque exclusivement d'énergies renouvelables : l'hydraulique pour l'électricité (Midi-Pyrénées est la région de France la plus fournie en centrales hydroélectriques), et la biomasse pour la chaleur (40 % des foyers en région utilisent le bois comme source de chauffage, y compris d'appoint et d'agrément). (Source : SRCAE)



Source : OREMIP

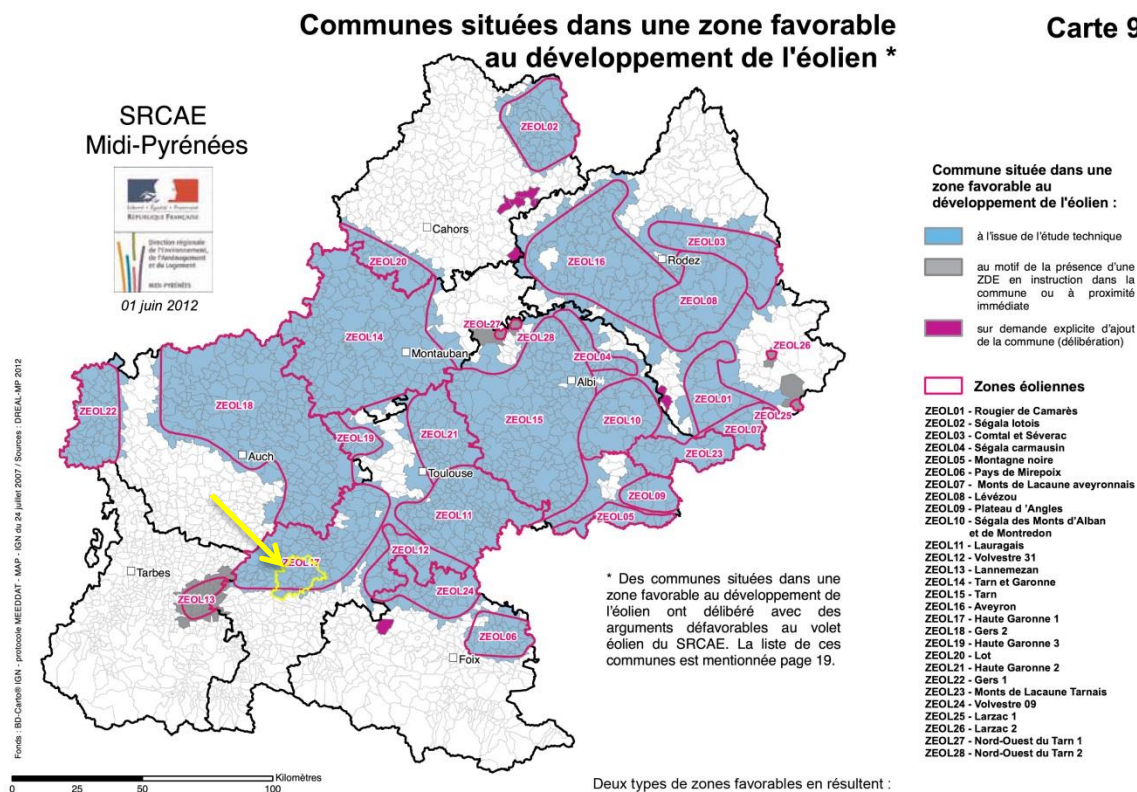
L'énergie hydroélectrique reste la source principale d'énergie.

Les principaux secteurs consommateurs d'énergie sont le résidentiel et les transports, qui à eux deux représentent près de 80% de la consommation totale d'énergie en Midi-Pyrénées. Sur le territoire de la communauté de communes, le parc de logements est très largement dominé par l'habitat individuel (96%), qui est beaucoup plus énergivore que le collectif. Par ailleurs, malgré une dynamique de construction qui s'est relancé les dernières, le parc résidentiel reste en majorité âgé et énergivore.

a L'éolien : une zone favorable

L'ensemble de la communauté de communes se trouve dans une zone favorable au développement des énergies éoliennes (ZEOL : Haute Garonne 1), d'après le SRCAE Midi-Pyrénées.

- Les communes retenues dans cette liste sont par filtres successifs :
- les communes dont tout ou partie du territoire est à l'intérieur d'une zone favorable,
- les communes (sauf celles où une ZDE est autorisée) qui sont concernées en partie ou en totalité par une surface minimale de 100 ha répondant aux trois critères :
 - en zone favorable,
 - sans construction (notion de taches urbaines),
 - hors zone d'interdiction réglementaire.



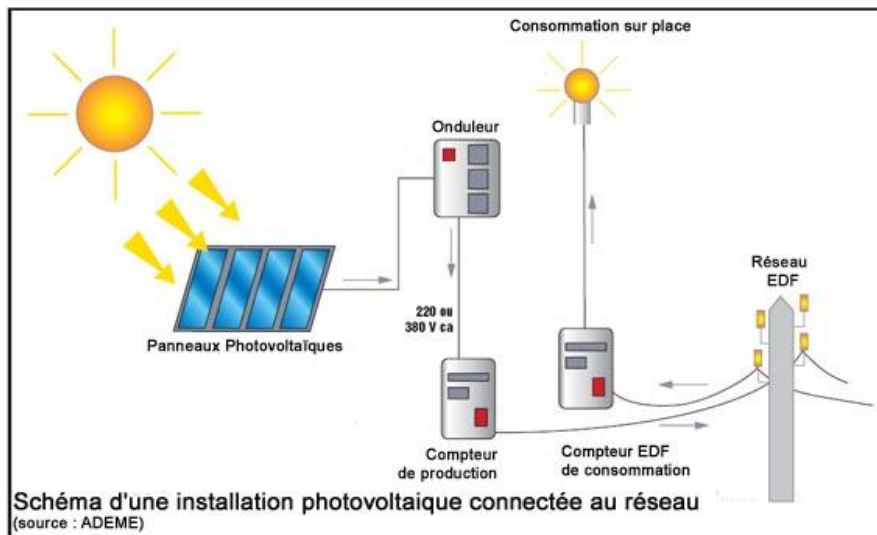
Deux types de zones favorables en résultent :

1. **les zones très favorables** majoritairement constituées de zones très adaptées ou adaptées,
2. **les zones favorables** constituées majoritairement de zones peu adaptées.

b Le solaire : une situation idéale pour le territoire

Chaque année, le soleil fait parvenir sur Terre, 10 000 fois la consommation actuelle mondiale en énergie. Cette énergie renouvelable présente donc un potentiel important qui séduit particuliers et entreprises. Il existe aujourd'hui 2 façons de valoriser l'énergie solaire afin de réduire les consommations d'énergie :

- les panneaux photovoltaïques qui produisent de l'électricité

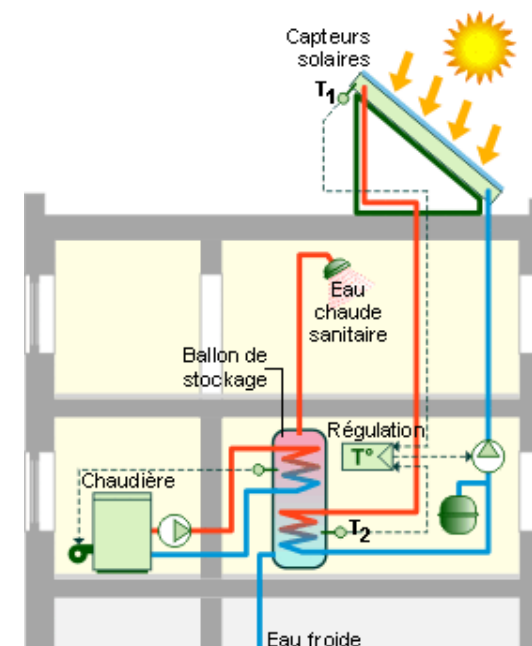


- les panneaux solaires thermiques qui sont utilisés pour la production d'eau chaude sanitaire.

Une des différences principales entre les deux technologies est que dans le cas du photovoltaïque on cherche à maximiser la production totale sur toute l'année, alors que dans le cas du solaire thermique on cherche à produire au maximum en hiver sachant qu'en été le soleil est suffisamment important (en nombre d'heure d'ensoleillement ainsi qu'en puissance).

La région Midi-Pyrénées dispose d'un gisement solaire important. Avec une ressource qui varie de 1200 à plus de 1600 kWh/m²/an de l'Ouest à l'Est de la région, l'énergie solaire est utilisable partout en Midi-Pyrénées. (Source : SRCAE)

Le potentiel est reconnu dans la région, il s'agit donc d'une énergie à valoriser sur le territoire



c Le bois-énergie : une filière intéressante et à valorisée

La filière Bois-Energie représente 8% de l'énergie en Haute-Garonne.

L'approvisionnement de la filière bois énergie peut faire appel à des ressources bois de différentes natures. Ces ressources peuvent être déjà captées par d'autres filières de valorisation du bois, en tout ou partie. Il est important de veiller à éviter les conflits d'usage sur la ressource bois. Les trois principales origines du bois valorisé pour la production d'énergie sont les suivantes :

- le bois issu de la forêt
- les sous-produits des entreprises de transformation du bois (ils représentent environ la moitié d'un arbre coupé et restent encore à valoriser pour une partie relativement importante)
- le bois récupéré, provenant des déchèteries ou des entreprises de récupération (élagage, emballage, palette, ...) s'il n'est pas souillé (traitement, peinture, ...),

C'est ainsi que le gisement disponible est constitué de la ressource forestière (hors autres usages), mais également des sous-produits des industries du bois (sciures, copeaux, écorces, dosses, etc.), des bois de rebut non souillés (palettes, cagettes, etc.) et des résidus d'élagage. La plupart de ces matériaux doivent être transformés avant d'être utilisés en chaudière.

La ressource bois est présente en abondance autour du territoire de la communauté de communes, il s'agit donc d'une énergie intéressante à valoriser d'autant plus que grâce à la large gamme de matériels et de combustibles, l'utilisation du bois-énergie va du chauffage d'un seul logement au chauffage de tout un quartier (réseau de chaleur), en passant par les usages industriels (process) et la cogénération.

d La méthanisation : une source d'énergie à exploiter

La méthanisation consiste en une fermentation anaérobie de matières ou déchets organiques, qui conduit à la production de biogaz et de digestat.

Appliquée à des effluents d'élevage, la méthanisation en digesteur présente le double intérêt de produire de l'énergie sous différentes formes (électricité, chaleur, gaz réseau, carburant) tout en réduisant les inévitables émissions de méthane dans l'atmosphère qui se produisent lors du stockage de ces effluents. Le méthane est en effet un gaz à effet de serre 21 fois plus puissant que le CO₂. Il convient donc d'en réduire les émissions non maîtrisées ou d'en optimiser le captage.

Riche en méthane, le biogaz constitue un combustible intéressant. Dans la plupart des installations existantes, il est valorisé par combustion dans un moteur pour produire de l'électricité. Mais après épuration et élimination du dioxyde de carbone qu'il contient, il peut également être utilisé comme carburant ou être injecté dans le réseau de gaz naturel.

Le digestat, résidu liquide ou solide issu de la méthanisation, peut être utilisé en épandage sur terres agricoles (sous sa forme primaire ou après un cycle de compostage) en substitution à un amendement organique ou à un engrais liquide lorsque sa qualité respecte la réglementation en la matière.

La méthanisation agricole est basée sur l'utilisation de matières agricoles (lisiers, fumiers) complétées de déchets des industries agroalimentaires et de déchets organiques d'origines diverses (restauration collective, déchets verts, etc.). Peuvent éventuellement s'y ajouter des matières végétales produites au niveau des exploitations agricoles, telles que les cultures intercalaires (semées entre deux cultures principales).

Compte tenu du caractère agricole du territoire, cette solution peut être intéressante. Cependant, la méthanisation à la ferme, selon la taille des exploitations, peut poser des problèmes de rentabilité étant donné l'investissement assez lourd nécessaire, bien que les avantages soient nombreux (production de biogaz pour subvenir aux besoins de l'exploitation, digestat pouvant être utilisé dans les champs à la place d'intrants, ...). En revanche, les projets collectifs ou territoriaux, permettent une approche globale souvent plus rentable. Les sources de déchets organiques, en étant plus diversifiées, permettent souvent d'optimiser la production de biogaz. Quant aux débouchés, notamment la valorisation de la chaleur, elle peut se faire plus facilement à l'échelle d'un quartier ou d'une zone d'activité. Cependant, comme pour les autres sources d'énergies, des études précises sont nécessaires pour étudier la faisabilité et la rentabilité du projet.

e L'hydroélectricité : des débits trop contraignants

L'énergie hydroélectrique, ou hydroélectricité, est une énergie électrique obtenue par conversion de l'énergie hydraulique des différents flux d'eau (fleuves, rivières, chutes d'eau, courants marins, etc.). L'énergie cinétique du courant d'eau est transformée en énergie mécanique par une turbine, puis en énergie électrique par un alternateur.

Les débits des cours d'eau traversant le territoire ne permettent pas la mise en place d'ouvrage hydroélectrique.

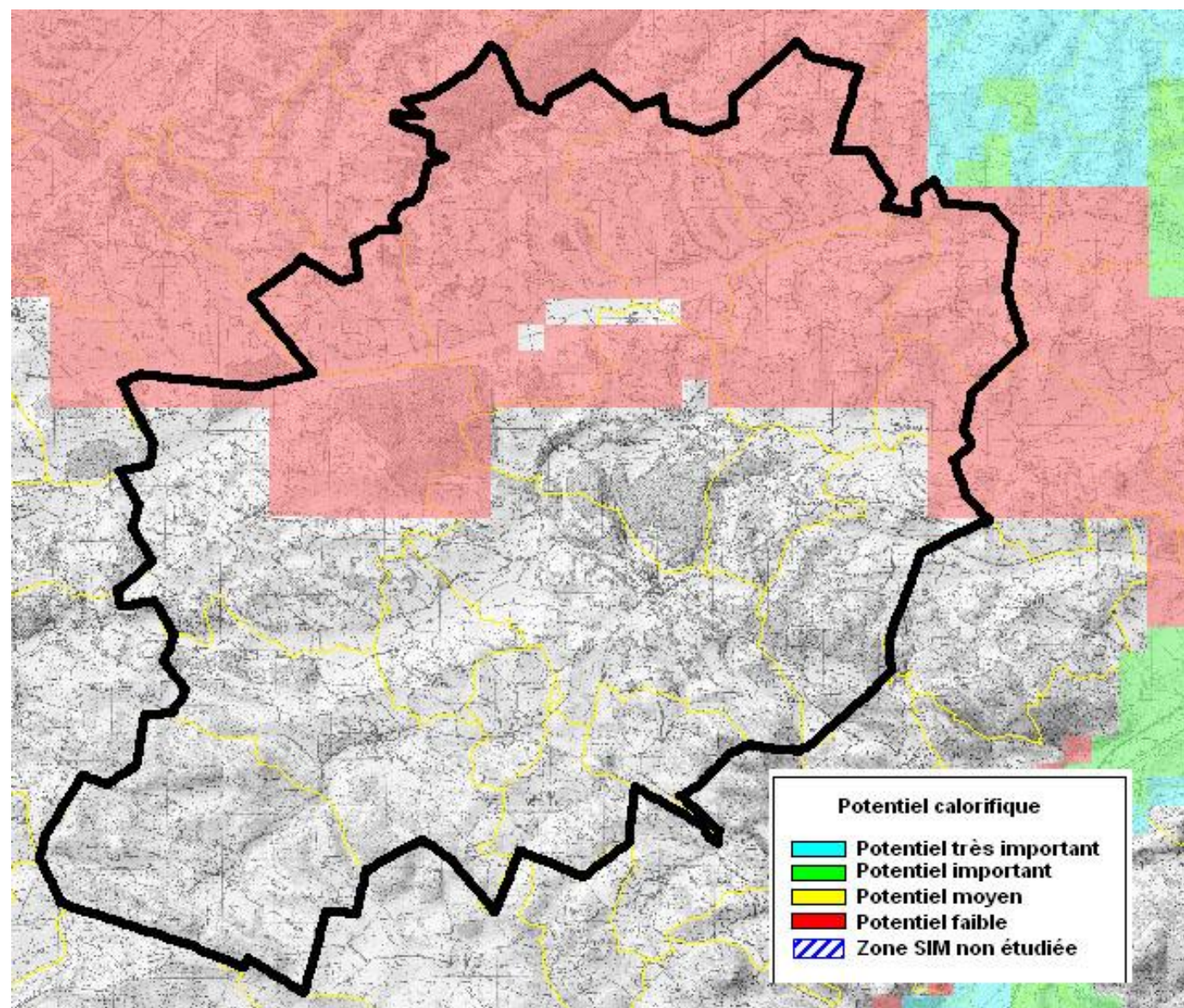
f La géothermie : un potentiel trop faible

La géothermie est l'exploitation de la chaleur du sous-sol. Cette chaleur est produite pour l'essentiel par la radioactivité naturelle des roches constitutives de la croûte terrestre. Elle provient également, pour une faible part, des échanges thermiques avec les zones internes de la Terre dont les températures s'étagent de 1 000°C à 4 300°C. Enfin, en ce qui concerne la géothermie dite de surface, la chaleur de la couche superficielle du sous-sol est en partie influencée par le climat.

L'accroissement de la température en fonction de la profondeur est appelé « gradient géothermal ». Il est en moyenne, sur la planète, de 3,3°C par 100 mètres. Les gisements géothermiques sont qualifiés en fonction de leur température notamment, de haute à très basse énergie.

Comme le montre la carte ci-dessous, le potentiel géothermique est nul sur le territoire. Il ne s'agit pas d'une énergie renouvelable intéressante et rentable à développer sur le territoire.

Potentiel local de géothermie :



4.1.6. SYNTHÈSE RESSOURCES ET ENERGIES

ATOUTS-OPPORTUNITÉS :

- + Des exploitations de carrières bien encadrées, et aux normes avec des études d'impacts comprenant des mesures compensatoires pour les incidences prévisibles sur l'environnement
- + Un potentiel pour des foyers de biodiversité
- + Le bois énergie : une ressource présente au tour du territoire et exploitable
- + Un gisement solaire important et un potentiel éolien exploitable
- + La méthanisation agricole comme solution intéressante de valorisation et de production d'énergie

FAIBLESSES-MENACES :

- Des impacts visuels et sonores induits par les carrières
- Augmentation du trafic de poids lourds pour le transport des extractions et productions des carrières
- Des conflits d'usages ponctuels mais réels entre l'activité « carrières » et la profession agricole.
- Une ressource épuisable qui engendrera à terme la fermeture des carrières
- Une ressource en eau à la qualité altérée
- Forte consommation de la ressource eau par l'activité agricole avec des effets de pollution aux nitrates
- Fluctuations saisonnières marquées (gestion des étiages)
- Des débits de cours d'eau ne pouvant tolérer de grandes installations hydroélectriques

ENJEUX :

- ☒ La compatibilité des activités carrières avec les occupations du sol environnantes en limitant les nuisances multiples mais inévitables induites par ces activités (circulation adaptée aux convois)
- ☒ Limiter et compenser les effets sur la biodiversité, et au contraire contribuer à la trame verte et bleue pendant et après l'exploitation (préparer la restitution des sites après fermeture (espace agricole, site protégé pour sa biodiversité, base de loisir, bassin de rétention...))
- ☒ La consolidation d'une filière bois-énergie locale : positionnement du territoire en tant que producteur (sensibilisation des acteurs) et consommateur (desserte des projets)
- ☒ Le soutien à l'émergence du solaire : partenariat avec les acteurs (agriculteurs, collectivités, industriel)
- ☒ Le développement de la filière « méthanisation » par des filières courtes (proximité gisement/traitement)
- ☒ La valorisation localisée du potentiel éolien
- ☒ Prévention et contrôle / Préservation des trames bleues et protection des eaux de surface et des eaux souterraines
- ☒ L'amélioration des rendements des dispositifs de distribution / Adduction Eau Potable

4.1.7. Gestion des déchets, nuisances et pollutions

a Des efforts en matière de gestion des déchets

Source : Etude de positionnement de la CCTA, atelier thématique de janvier 2008.

La gestion des déchets des communes répond aux dispositions du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Haute-Garonne, approuvé par arrêté préfectoral du 12 juillet 1995.

La Communauté de Communes des Terres d'Aurignac a en charge la gestion des déchets.

Elle a délégué cette compétence au SYSTOM des Pyrénées, l'ayant transféré au SIVOM Saint-Gaudens-Montréjeau-Aspet (qui comprend 74 communes).

Le SIVOM exploite 4 déchetteries (Saint-Gaudens, Les Tourreilles, Aspet et Castelnau-Magnoac) pour permettre aux habitants de déposer les déchets ne pouvant pas être pris dans la collecte traditionnelle. La structure vient d'obtenir le label QualiTri. Récompense nationale délivrée conjointement par l'Ademe (agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et Eco-Emballages. Le label vient distinguer la mise en place de la collecte sélective, instituée en janvier 2007, sur l'intégralité des communes du SIVOM (74 entités).

Le tri sélectif a été mis en place en février 2004 et chaque commune dispose d'au moins un point d'apport volontaire (PAV). Un rapport d'étude de la CCTA mentionne que cette collecte est performante et que les taux de tri sont relativement élevés.

Par ailleurs, une déchetterie intercommunale a été créée depuis 2004 sur les communes d'Aurignac et de Boussan : 7 containers permettent la collecte et le tri des matériaux recyclables ou dangereux.

b Des sources ponctuelles de pollutions et de nuisances

Aucun site et sol pollués n'est identifiés dans la base de données nationale

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.

Aucun élément n'est recensé sur base de données nationale BASOL (inventaire des sites et sols pollués mis en œuvre par le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire).

Des pollutions diffuses d'origines diverses

Les sources de pollutions et de nuisances (olfactives, visuelles, sanitaires,...) sont d'origines diverses.

Pour ne citer que quelques exemples :

- Bien que des efforts soient faits en termes de gestion des intrants, l'agriculture représente une source de pollutions (utilisation de fertilisants et produits phytosanitaires, épandages, ...) qui altère la ressource en eau et les écosystèmes.
- Les ménages des zones urbanisées représentent également une source de pollutions (utilisation de produits ménagers, rejets d'eaux usées, ...) qui altère la ressource en eau et les écosystèmes.

Des sources ponctuelles de nuisances et de pollutions, faisant l'objet d'une surveillance

D'anciens sites industriels sont par ailleurs recensés sur le territoire communal par le Ministère de l'Écologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire (inventaire BASIAS).

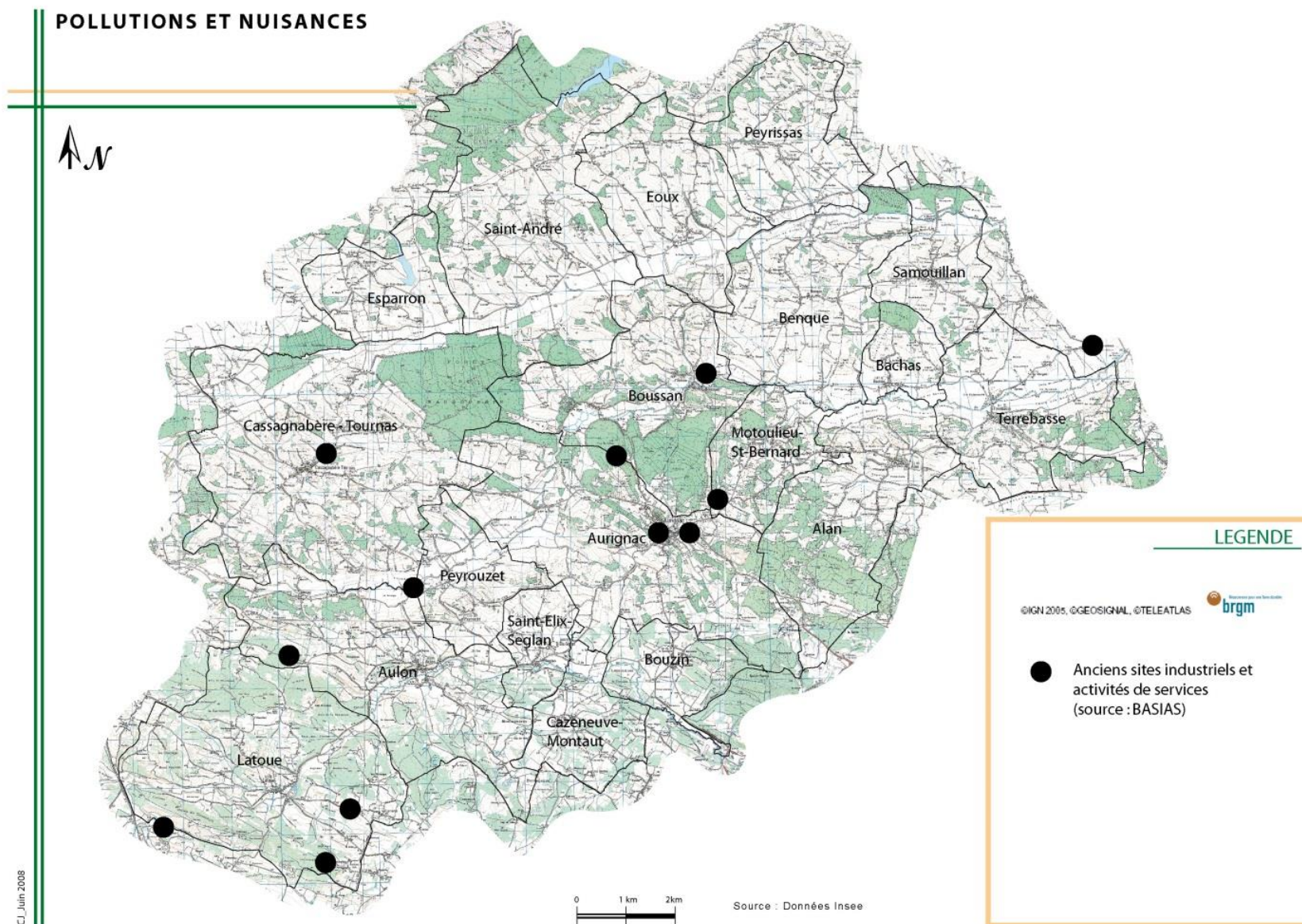
Des nuisances sonores

Aucune infrastructure ne fait l'objet d'un classement sonore⁵.

Le périmètre d'étude ne fait l'objet d'aucune « carte de bruit ».

Il existe cependant des sources ponctuelles de nuisances sonores (bâtiments d'élevage, carrières et autres sites industriels, ...).

⁵ Il s'agit d'un arrêté préfectoral qui recense et classe les infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic. Il renseigne des secteurs concernés par les nuisances sonores et les emprises impactées situées de part et d'autre des voies.



4.1.8. Gestion des risques

a Documents officiels de prise en compte des risques majeurs : les Plans de Prévention des Risques

Source : site de la Préfecture de la Haute-Garonne

Documents officiels de prise en compte des risques naturels majeurs : les Plans de Prévention des Risques Naturels (PPRN)

Aucun PPRN n'est approuvé sur le territoire d'étude.

▪ Prise en compte officielle du risque INONDATION

Aucun Plan de Prévention des Risques Inondation n'est approuvé sur le territoire.

Le risque inondation est cependant connu pour toutes les communes (voir rubrique suivante).

▪ Prise en compte officielle du risque MOUVEMENTS DE TERRAIN

Aucun Plan de Prévention des Risques liés aux mouvements de terrains n'est approuvé sur le territoire de la CCTA.

Le risque mouvement de terrain est cependant connu pour certaines communes qui présentent des cavités (voir rubrique suivante).

▪ Prise en compte officielle du risque SECHERESSE

Aucun Plan de Prévention du Risque Sécheresse n'est approuvé sur le territoire de la CCTA.

Un PPR est cependant prescrit pour chacune des communes.

▪ Prise en compte officielle du risque FEUX DE FORET

Aucun Plan de Prévention du Risque Feux de Forêt n'est approuvé sur le territoire de la CCTA.

Ce risque est cependant connu pour 4 des communes de l'aire d'étude.

▪ Prise en compte officielle du risque SISMIQUE

Aucun Plan de Prévention des Risques liés aux mouvements de terrains n'est approuvé sur le territoire de la CCTA.

Le risque sismique est cependant connu pour l'ensemble des communes (voir rubrique suivante).

Documents officiels de prise en compte des risques technologiques majeurs : les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

Aucun PPRT n'est approuvé sur le territoire d'étude.

Aucun Plan de Prévention des Risques concernant les risques miniers, SEVESO, transports de matière dangereuse, rupture de barrage, ... n'est approuvé sur le territoire de la CCTA.

Les communes d'Aurignac et d'Alan sont néanmoins soumises au risque lié au transport de matières dangereuses pour les canalisations de transports de gaz à haute pression traversant leurs territoires (servitudes d'utilité publique).

Aurignac compte également un établissement classé au titre de l'environnement (carrière, non-Seveso).

Le PLUi a tenu compte de la présence de la carrière. Les secteurs d'habitat n'ont pas été étendus, mais une zone commerciale a été créée en vis à vis du périmètre. Cela a été rendu possible par le déplacement de l'exploitation de la carrière, donc des risques de nuisances, vers l'est.

b Connaissance des risques naturels et technologiques : DDRM

Source : Préfecture de la Haute-Garonne, DIREN 2008

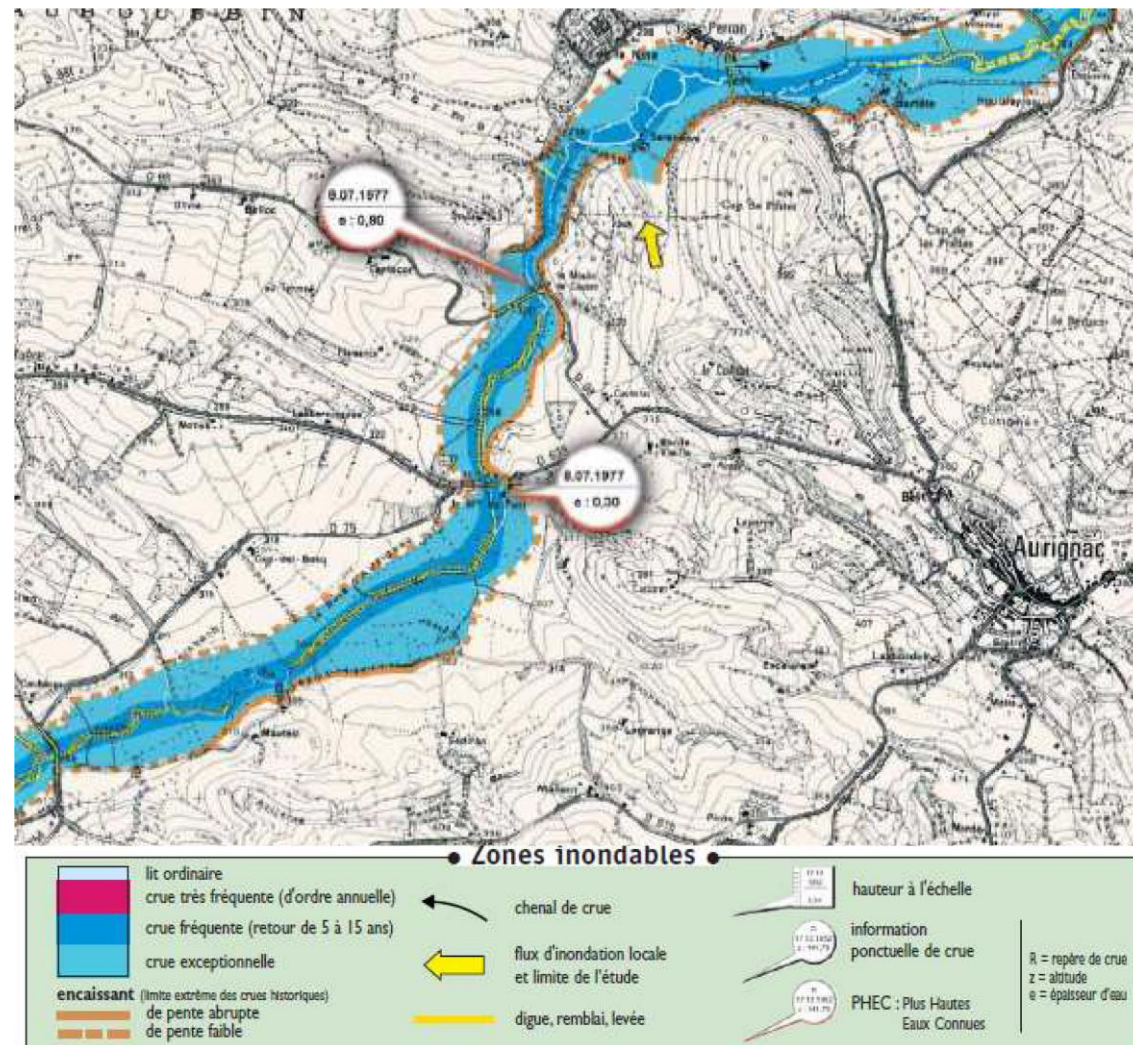
Bien qu'aucun Plan de Prévention des Risques ne soit approuvé pour les communes du territoire de la CCTA, certains risques sont connus et identifiés dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs (document de référence) :

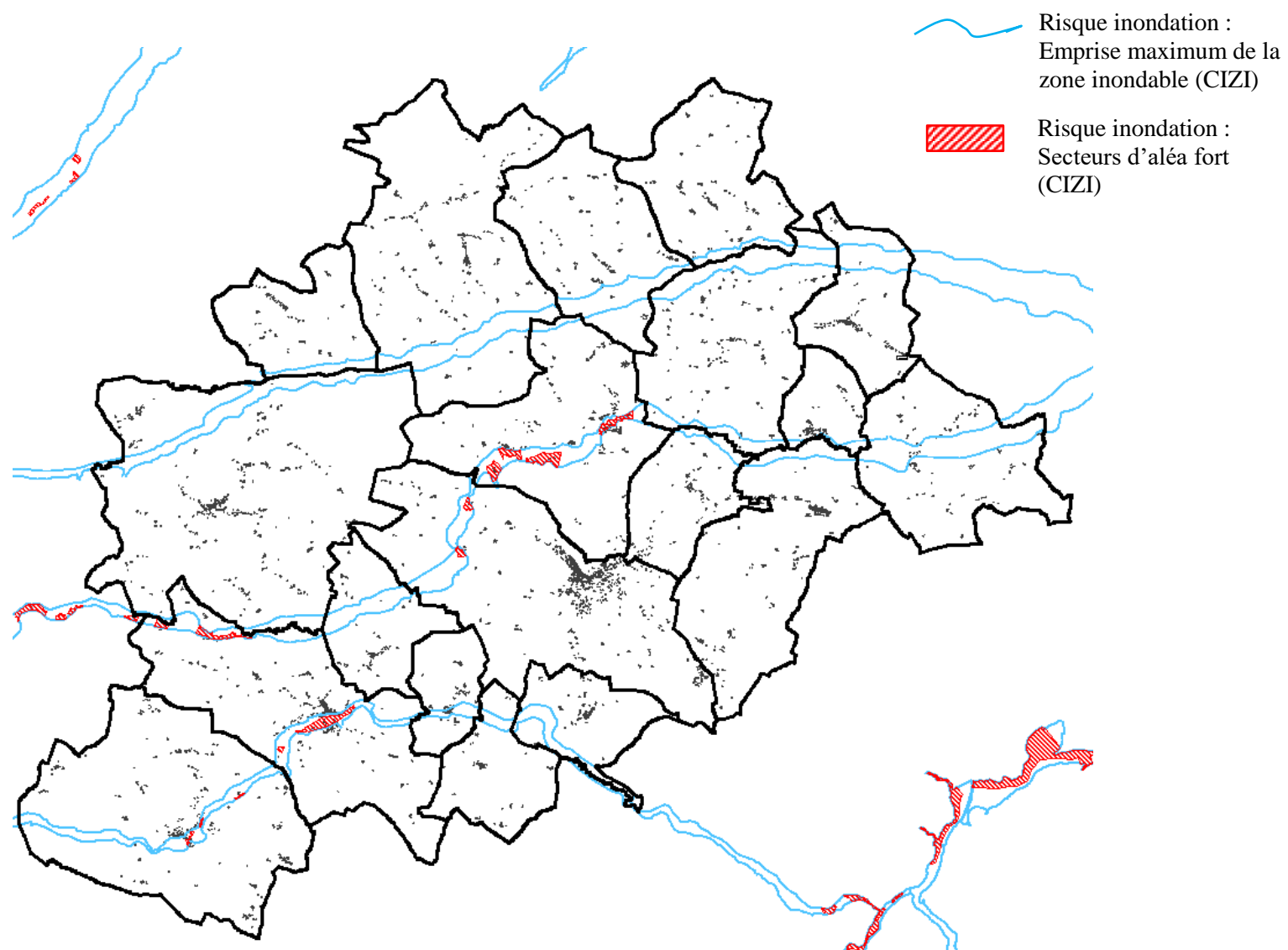
▪ Connaissance d'un risque inondation

Le risque connu le plus important sur l'intercommunalité est celui de l'inondation. Ce risque est défini par la Cartographie Informative des Zones Inondables (CIZI) de 2004 et CIZI affinée de 2008. **Il concerne toutes les communes du territoire de la CCTA.** Des cartographies communales sont présentées dans la partie 5.3 Annexes Documentaires)

Aucun dispositif d'annonce des crues géré par l'Etat n'a été mis en œuvre.

- **Le risque d'inondation lié au débordement de la Louge et de ses affluents** : c'est, conformément à la doctrine départementale, la Cartographie Informatique des Zones Inondables de la DIREN qui a servi de référence. Le périmètre a priori soumis à ce risque est délimité sur les documents graphiques du règlement (trame) et les prescriptions reprises dans le règlement visent à limiter (dans les zones d'aléa moyen), voire interdire (dans les zones d'aléa fort) la construction dans les secteurs potentiellement concernés, classés en totalité en zone A ou N.





▪ Connaissance d'un risque de mouvement de terrains par présence de cavités

Le DDRM de Haute-Garonne identifie les cavités présentes sur le département. Un effondrement soudain pourrait avoir des conséquences sur les infrastructures et les personnes, c'est pourquoi il est recommandé de les en tenir éloigné, même en l'absence de dispositif réglementaire clairement défini. Seules 4 communes sont concernées par la présence de cavité sur le l'intercommunalité :

<i>Communes</i>	<i>Nombre de cavités</i>
Aulon	7
Cazeneuve-Montaut	1
Boussan	1
Latoue	5

▪ Connaissance d'un risque de feux de forêts

Le DDRM de Haute-Garonne identifie les massifs classés à risque d'incendie, sans les prioriser. Seules 3 communes sont concernées par un de ces massifs sur l'intercommunalité:

<i>Communes</i>	<i>Massifs forestiers concernés</i>
Boussan	Petites Pyrénées
Cassagnabère-Tournas	Massif de Mauboussin
Aurignac	Massif de Mauboussin
Saint-André	Forêt de Fabas

▪ Connaissance d'un risque sismique

Le risque de séismes est lié à la proximité de la chaîne des Pyrénées.

Il est « **faible** » pour l'ensemble des communes du territoire de la CCTA, excepté pour Aulon et Latoue où il est « **modéré** ».

- **Le risque de glissements de terrain et d'instabilité des sols** : l'élaboration d'un Plan de Prévention des risques naturels prévisibles sur les mouvements différentiels de terrains liés au gonflement/retrait des sols argileux a été lancée sur l'ensemble des communes de Haute-Garonne. Il devra faire l'objet d'une mise à jour du PLUi dès qu'il aura été approuvé ;

4.1.9. SYNTHESE RISQUES ET NUISANCES

ATOUTS-OPPORTUNITES :

- + Gestion des déchets à échelle intercommunale et présence d'une déchetterie pour le territoire.
- + Un risque inondations connu
- + Un territoire rural très peu exposé aux pollutions et risques technologiques (aucun site pollué identifié)
- + D'anciens sites industriels répertoriés et surveillés
- + Un territoire apaisé en raison de très faibles sources de nuisances sonores (nuisances sonores principalement aux abords des principaux axes routiers)
- + Une bonne qualité d'air globale
- + Des nuisances et des risques connus

FAIBLESSES-MENACES :

- Absence au niveau local d'instrument de mesure de qualité de l'air
- Présence de sources de pollutions et de nuisances visuelles et olfactives d'origines diverses (consommation courante des ménages, activité agricole...)
- Une partie du territoire exposé aux risques de mouvements de terrain d'origines diverses : cavités naturelles, glissements de terrain, chutes de bloc...

ENJEUX :

- ☒ La gestion des sources ponctuelles de nuisances et de pollutions
- ☒ L'organisation des zones de développement résidentiel permettant de limiter la population exposée aux nuisances
- ☒ La prise en compte des risques connus dans les projets de développement notamment le risque inondation identifié par la Cartographie Informatrice des Zones Inondables (CIZI)
- ☒ L'identification des zones potentielles d'expansion des crues
- ☒ La vigilance en matière de feu de forêt à proximité des bourgs
- ☒ La gestion du risque feu de forêt en particulier pour la forêt Mauboussin (touchant les communes de Cassagnabère-Tournas, Boussan et Aurignac).
- ☒ L'organisation du développement urbain sur les secteurs les moins exposés aux risques divers en particulier inondation.

4.2. Organisation urbaine

4.2.1. Analyse des formes urbaines

a Typologie du bâti

Le territoire de la CCTA regroupe 19 villages dont Aurignac est le plus important et compte de nombreux hameaux et fermes isolées.

La ville d'Aurignac

Construit sur une butte, le village constitue un point de repère remarquable dans le paysage. Les vestiges du château et des remparts, associés à un bâti qui suit rigoureusement la topographie du lieu, lui donnent un caractère médiéval. Les maisons anciennes sont mitoyennes et à étage (R+1 ou R+2), quelques-unes ont des colombages. Le village possède également un remarquable patrimoine préhistorique et d'importantes découvertes y ont été faites (Grotte de Rodes).



Sources : photo-aerienne-en-paramoteur.fr, ideoguide.com

Les villages

Dans tous les villages on remarque la proximité très forte entre le bourg et les espaces réservés à l'activité agricole. Il n'y a pas d'espace de transition entre les habitations du village et les champs alentours.

Le plus souvent les villages sont constitués d'un centre ancien avec du bâti traditionnel organisé autour de la place et de l'église et d'extensions modernes d'habitat pavillonnaire qui contrastent avec les maisons traditionnelles.

Au-delà de cette organisation générale on retrouve des topographies variées :

- Groupés

Beaucoup de maisons sont mitoyennes et regroupées autour d'un centre, généralement l'église : Alan, Aurignac, Aulon, Bachas, Boussan, Cassagnabère-Tournas, Cazeneuve-Montaut, Latoue, Saint-André, Terrebasse.

- Eparpillés

Très peu de maisons sont mitoyennes, les maisons semblent être rassemblées là un peu au hasard : Bouzin, Peyrouzet, Saint-Elix-Seglan.

- En ligne le long d'une route

Là aussi très peu de maisons sont mitoyennes mais elles sont placées le long de l'axe de communication principal : Benque, Eoux, Esparron, Peyrissas, Samouillan.

Les villages sont le plus souvent positionnés en crête, ils constituent alors des points de repères dans le paysage. Cette position permet d'être hors d'atteinte des inondations mais aussi de voir et d'être vu de loin.

Il existe néanmoins des exceptions : Bachas, Boussan, Latoue, Aulon, Saint-Elix-Seglan et Terrebasse sont en fond de vallée, positionnés hors d'atteinte des inondations sur les premières terrasses alluviales. Ces villages-là sont beaucoup moins visibles et ont donc un impact moindre sur le paysage. Bouzin, Eoux et Saint André sont en position intermédiaire sur un flanc de coteaux.



Alen



Cazeneuve-Montaut



Clocher-mur, à Latoue



Peyrissas



Montoulieu-Saint-Bernard



Aménagement urbain, à Bachas



Aulon

Les hameaux

En général positionnés au sommet des coteaux, ils correspondent à un regroupement de fermes autour d'une activité agricole ou parfois autour d'un point d'eau. Le bâti est en général agricole et assez homogène.



Le bâti isolé

Il est extrêmement répandu dans tout le territoire, ce sont en général de grosses fermes constituées d'un bâtiment d'habitation massif à étage auquel sont accolées une ou plusieurs dépendances (étables, hangars...). Ces bâtiments entourent généralement une cour. Elles sont souvent situées sur les points hauts au milieu de la propriété agricole. Hormis les grands boisements il n'y a pas de zones qui soient totalement dépourvues d'habitations, le bâti isolé est omniprésent.

On trouve aussi quelques éléments de bâti récent établi sur de petites parcelles en hauteur avec vue sur les Pyrénées. Ces constructions modernes sont en général des pavillons de plain-pied construits au centre d'une parcelle qui est transformée en parc. De par leur architecture (notamment la forme du toit) et les matériaux utilisés, ces maisons sont en général en incohérence par rapport au bâti traditionnel rural. Le réseau routier très dense favorise le développement de cet habitat éparpillé.

Il y a également quelques petits châteaux disséminés sur le territoire. Ils sont entourés de parcs où sont souvent plantées des espèces exotiques.

On remarque par endroits la présence de ruines d'anciennes fermes ou des maisons abandonnées dans les villages. D'autres fermes délaissées ont été rénovées dans un style plus ou moins local et n'ont maintenant plus du tout de vocation agricole.

L'espace est menacé par le mitage des constructions qui s'isolent sur de trop vastes terrains.



Maison bourgeoise à La Carretères, Saint-André



Maison patrimoniale de Barthète, anciens thermes de Boussan



Corps de ferme isolé

b Adaptation de l'urbanisation au relief

La typologie suivante permet de visualiser les différentes formes d'implantation du bâti par rapport au relief :

- Les villages « rue » (linéaires) et villages « tas » de fond de vallée
- Les villages « rue » et « tas » de point haut
- Les structures intermédiaires « éclatées » situés en zones de contacts entre les vallées et les points hauts (replats, versants, pentes,...)

c Evolution et dynamiques de l'urbanisation en lien avec le contexte environnemental et paysager

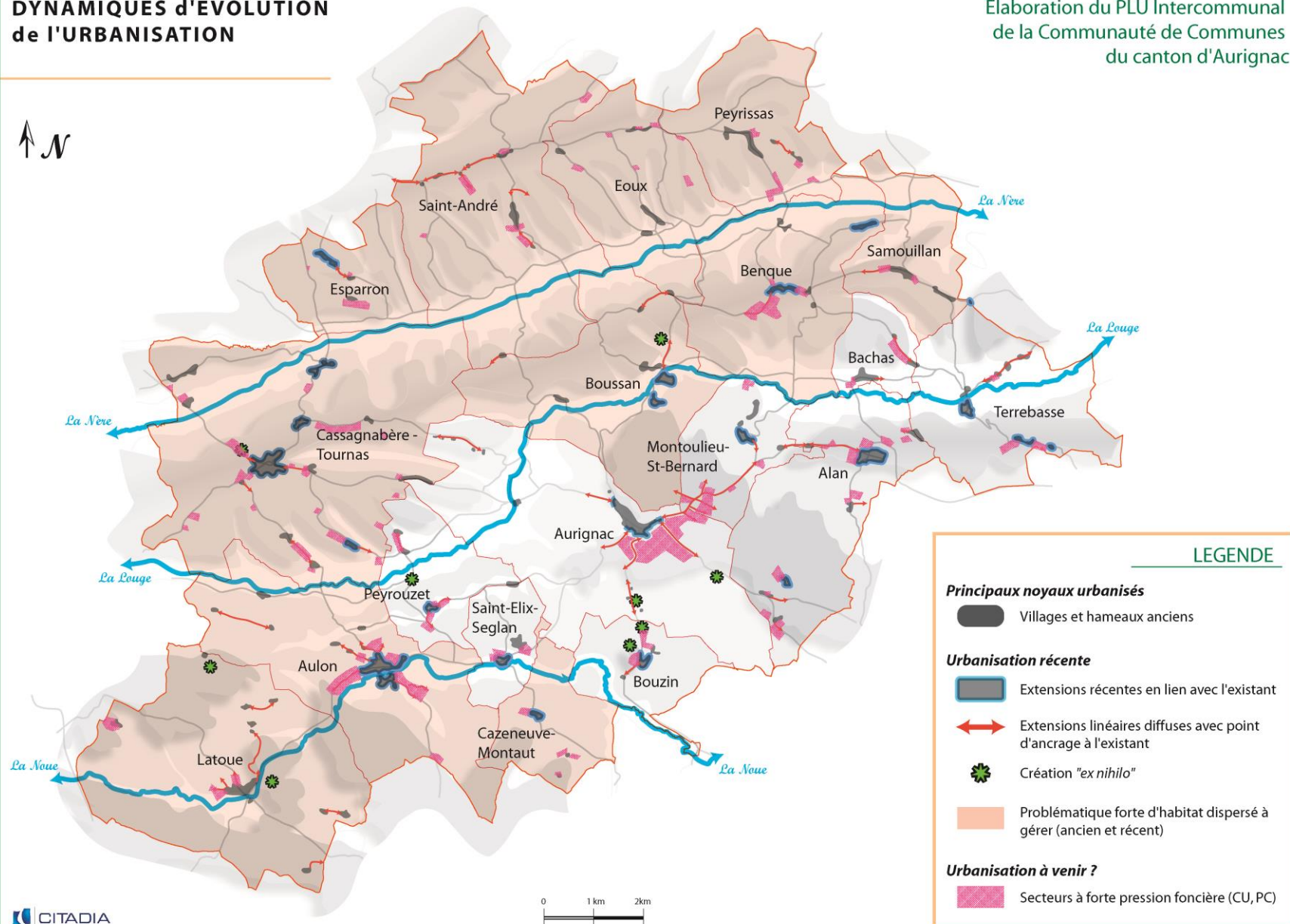
Une tendance à l'étalement urbain linéairement le long des voies (cf. Carte ci-après)

D'une manière générale, les récents mouvements d'urbanisation se sont implantés de manière linéaire le long des voies, accrochés ou non aux hameaux existants.

Des espaces urbanisés se sont également constitués « ex nihilo », c'est-à-dire déconnectés des noyaux urbains historiques.

DYNAMIQUES d'EVOLUTION de l'URBANISATION

Elaboration du PLU Intercommunal
de la Communauté de Communes
du canton d'Aurignac



Décembre 2013

CITADIA

Les entrées de ville d'Aurignac

La RD 635 est la voie principale d'accès à Aurignac et celle qui enregistre les plus forts trafics traversant le territoire communal. C'est l'une des liaisons entre le Gers et l'Ariège.

· Dans le sens Est-Ouest, après un paysage très agricole (commune d'Alan), la vue rencontre brutalement un paysage d'entrée de ville un peu déstructuré mais qui annonce la présence et le dynamisme d'Aurignac avec, **la carrière Bernadets à droite de la voie et la zone artisanale à gauche.**



Après ce site, s'ouvre un court instant une perspective sur le bourg dominée par le donjon du château comtal. Cette fenêtre se referme très vite pour laisser place à une portion de voie au paysage classique d'entrée de ville : étirement de constructions pavillonnaires implantées au niveau de la voie où la surplombant du côté nord. Côté sud, la vue s'échappe jusqu'au talus boisé des Peyrères qui ferme l'horizon.

Au carrefour de la RD 635 et de la RD 8, une nouvelle ouverture laisse apercevoir la ville haute. A partir de là, **le tissu urbain se densifie**, la route devient rue, la circulation devient plus difficile compte tenu du gabarit de la voirie urbaine, rendue encore plus étroite par les voitures en stationnement le long des voies. Une fois traversé le cœur du bourg, à mi-parcours de l'avenue de Boulogne, la connotation urbaine diminue, la rue redevient route, le paysage s'ouvre et la vue trouve des échappées sur la vallée du ruisseau de Rhodes.



A partir du carrefour de la route de Boussan, le paysage naturel et agricole redevient dominant : côté Nord, ce sont les pentes abruptes et boisées du talus, côté Sud c'est un paysage agricole ouvert de labours. Ce paysage est structuré par les alignements de platanes qui bordent la route départementale des deux côtés.



· Dans le sens Ouest-Est, dès l'aire de repos située au niveau de la grotte de Rhodes, bien visible depuis la voie, tout concourt à valoriser la perspective sur la façade ouest de la ville-haute dominée par le donjon, que ce soit **les alignements de platanes ou l'orientation de la vallée de Rhodes**. Dans ce sens de circulation, c'est, jusqu'aux abords du carrefour avec la route de Boussan, la seule portion de voie offrant ce type de vue. Au-delà, on retrouve les mêmes séquences paysagères que dans le sens Est-Ouest.

o La RD 8

· Dans le sens Nord-Sud : dans sa courte partie nord, il faut se trouver au carrefour de la RD 635 pour apercevoir le donjon du château comtal. Auparavant, après une vue plongeante sur les quartiers récents du Cap d'Armas et de Sauterne, la vue rencontre **le paysage typique des entrées de bourg** : tissu pavillonnaire plus ou moins structuré par les boisements ornementaux des jardins et les haies de clôtures entourant les maisons, sorte de bocage



résidentiel très aéré. Dans la partie sud du tracé de la RD 8, après un parcours urbain sans caractère particulier laissant entrevoir la ville-basse (route de St Martory et rue des Hérédous), le paysage se ferme après le carrefour avec l'avenue de Benabarre. La vue s'arrête au talus boisé et il faut attendre d'avoir passé le chemin de Cipot pour trouver une situation en ligne de crête et des ouvertures plus lointaines.



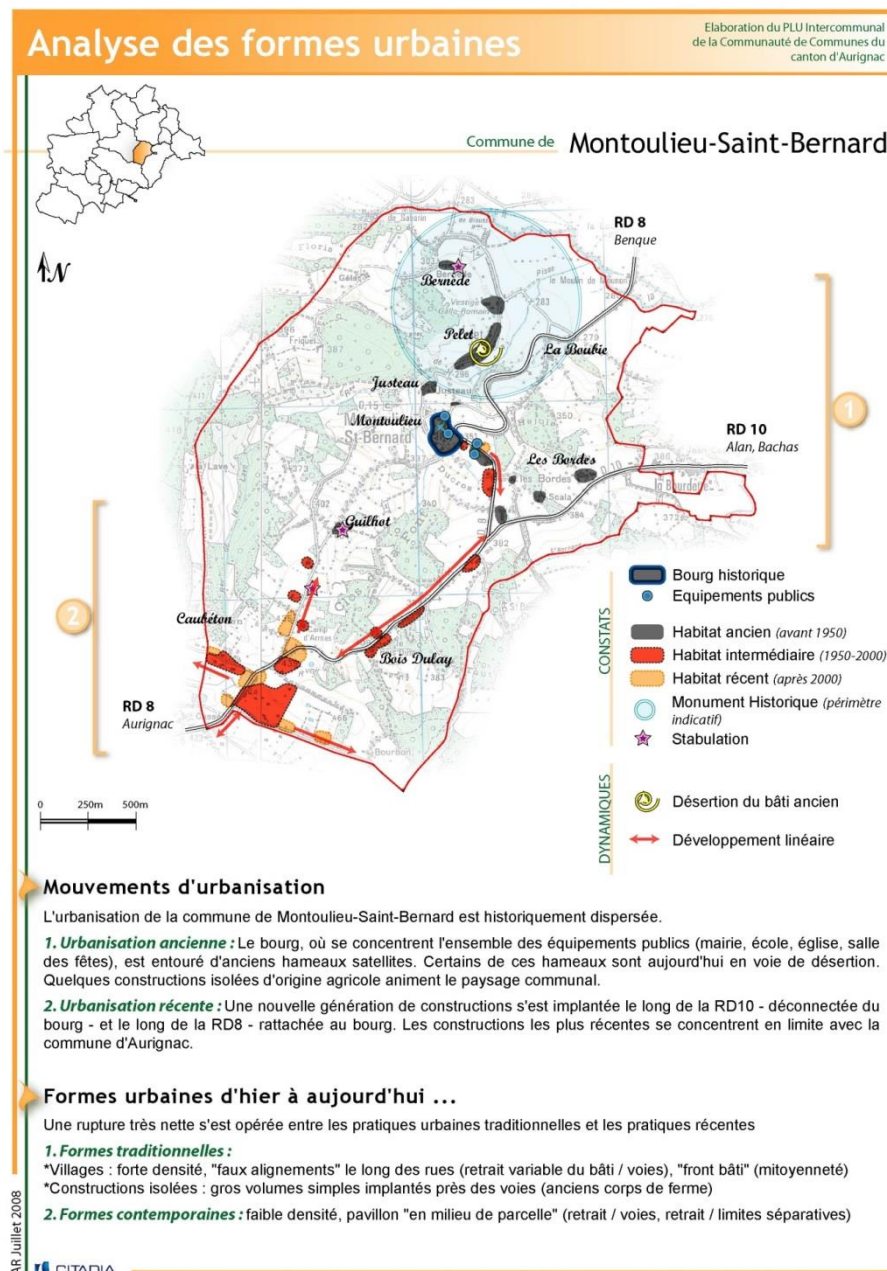
• Dans le sens Sud-Nord, la situation est différente. La silhouette caractéristique du bourg se détache sous l'un de ses meilleurs angles depuis le lieu-dit Le Pirou. L'allée du château, en plan intermédiaire, constitue un point caractéristique et sensible de ce panorama. Une **nouvelle perspective, plus fugace au travers des peupliers**, se découvre dans la descente après le carrefour du chemin de Cipot. La portion nord de la RD ne présente pas de caractéristique paysagère particulière si ce n'est la vue sur le Cap d'Armas au sommet de la côte.

o **La RD 23** : arrivant de Boussan par le nord-ouest, c'est dès la vallée du ruisseau de la Bourdette, l'une des plus belles vues sur la **façade nord du bourg ancien**.



La RD 52 : au sud, la route de St Martory offre dès le carrefour du chemin de Cipot **l'une des plus belles vues sur la silhouette du bourg**. Très vite après cette ouverture, on retrouve le paysage urbain pavillonnaire sans caractère, entrecoupée de bâtiments techniques agricoles.

- Exemple de fiche communale d'état des lieux de l'urbanisation (l'ensemble des fiches communales sont intégrées dans les annexes du rapport de présentation (pièce 1.c du présent PLUi) :



4.2.2. Approche paysagère de l'urbanisation : les sites bâtis

a Un patrimoine historique et architectural remarquable

Le territoire de la CCTA se caractérise, au sein du Comminges, par un patrimoine historique riche, représentatif des différentes périodes allant de la préhistoire à l'ère industrielle.

Certains de ces vestiges urbains sont reconnus au titre des Monuments.

Pour ne citer que quelques exemples, l'Hôpital Notre-Dame d'Alan, la piscine gallo-romaine de Montoulieu-Saint-Bernard ainsi que les nombreuses constructions particulières type « maisons de maître », corps de ferme, moulins, châteaux, etc. contribuent à cette richesse remarquable.



Moulin à Terrebasse



Chapelle au cœur de terres agricoles à Benque



Eglise de Boussan, perchée sur son promontoire



Ancien évêché à Alan



Cœur historique du village d'Aulon



Château d'Eoux sur sa butte face au village

Des détails d'architecture attirent également l'attention et contribue à la qualité des sites urbains :



Des espaces verts créent des respirations dans le tissu urbain :



Jardinet enclavé dans une cour fermée à Aulon



Jardin d'eau dans le cœur historique d'Alan



Façade fleurie à Esparron



Jardins particuliers en fond de parcelle à Cassagnabère

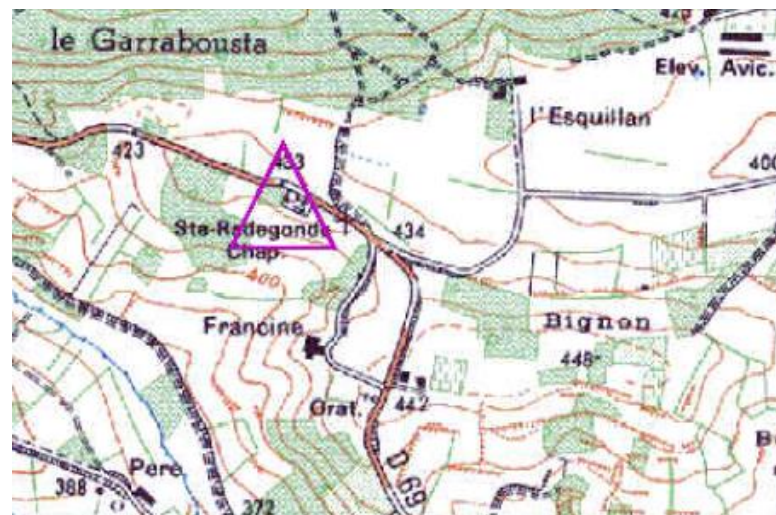
b Périmètres réglementaires de protection des espaces urbains remarquables

Les sites inscrits

Ces sites dépendent de la réglementation relative à la protection de l'environnement (dépendante du Ministère de l'Écologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire), et inscrits pour leur intérêt historique.

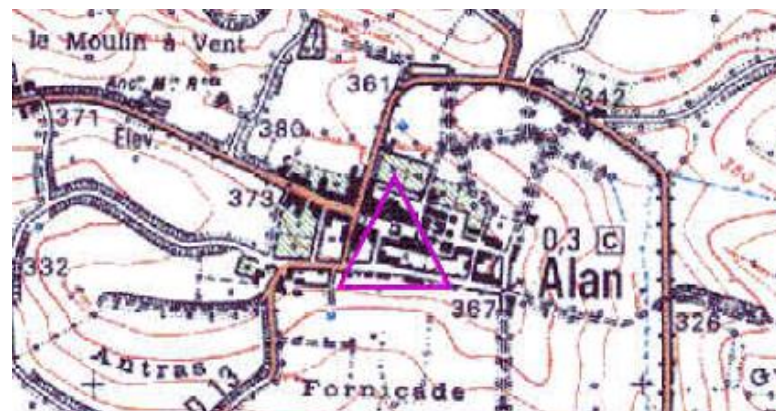
- La Chapelle Sainte-Radegonde et le Cimetière de Latoue

Ancienne église paroissiale gothique, clocher-pignon à 3 baies, porte de la sacristie, vestiges de peinture murale (16e siècle) - Arrêté ministériel du 21 mai 1953.



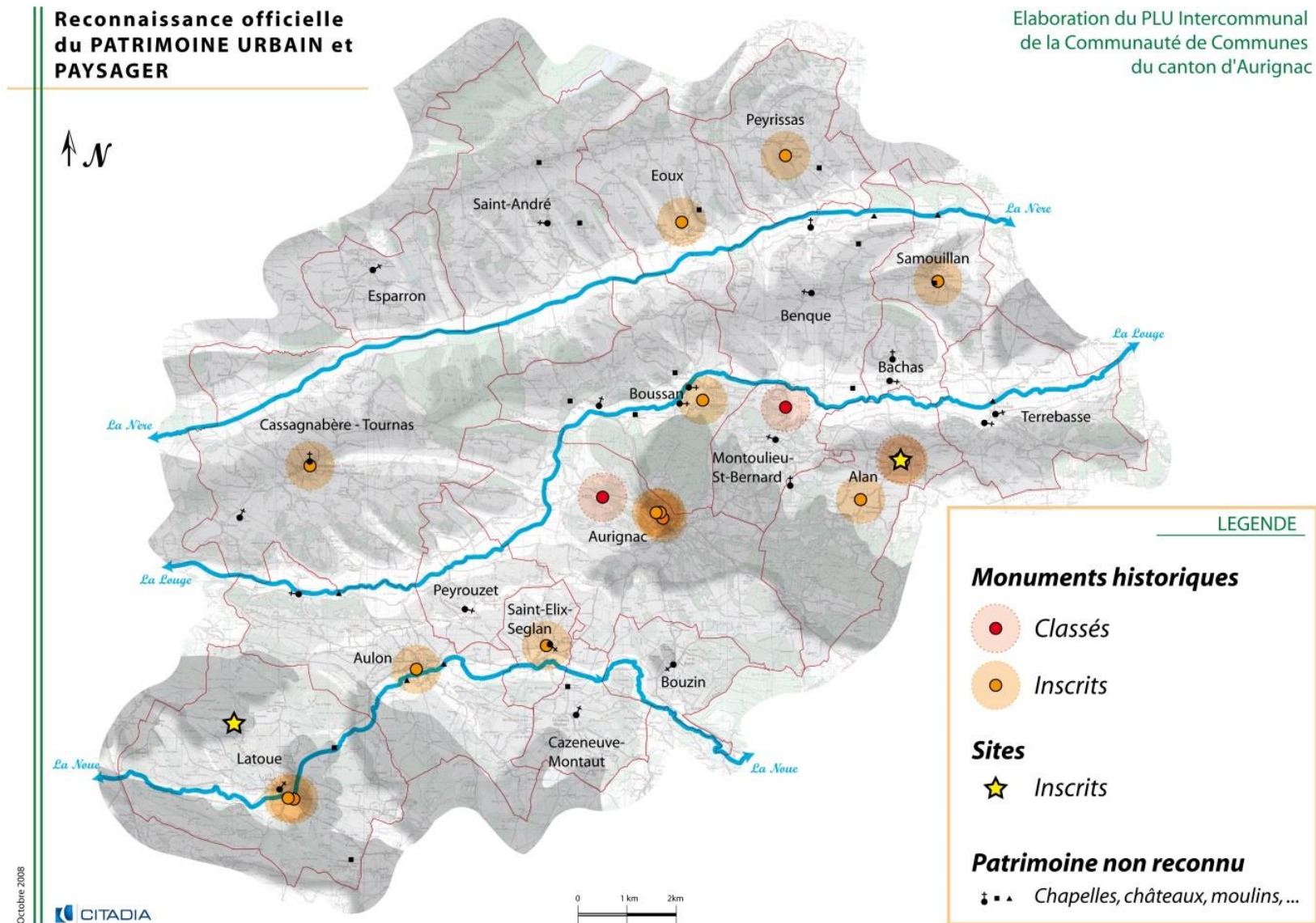
- La Place du Village d'Alan, les ruines de l'évêché et ses abords

Ancien évêché du 15e siècle - Arrêté ministériel du 08 mai 1945.



Les monuments historiques

Sur le territoire, 21 bâtiments sont inscrits ou classés au titre des Monuments Historiques (dépendant du Ministère de la Culture et de la Communication).



c Les espaces publics : analyse qualitative

Une étude des espaces publics complète cette réflexion sur la qualité des espaces urbains (*l'ensemble des fiches communales sont intégrées dans les annexes du rapport de présentation (pièce 1.c du présent PLUi)*) :

Analyse des espaces publics



Commune d'Alan

Le village d'Alan est marqué par son histoire. En effet au 13^{ème} siècle, après avoir été une sauveté, le village a été remanié en Bastide et un village fortifié a été construit. De nombreuses traces sont encore présentes et expliquent, en partie, l'organisation du village et de ses espaces publics.



- 1 Mairie
- 2 Eglise
- Espace public central

Traitement des entrées de village

L'entrée Ouest (D10)

Elle est caractérisée par un alignement d'arbres de différentes espèces : platanes, érables, frênes. De plus on note la présence de bandes enherbées de largeur assez importante (environ 3m) de part et d'autre de la route, agrémentées de jardinières carrées plantées de vivaces. Ces bandes enherbées sont parfois utilisées pour le stationnement.

L'entrée Est (D10)

Elle est caractérisée par un alignement de platanes.

L'espace public

La place publique du village se trouve au centre du village. Aux abords de cette place on trouve des habitations, la mairie, l'église et la salle des fêtes. De forme rectangulaire cette place est ouverte à la circulation. Elle permet aussi le stationnement. Elle est dans sa quasi-totalité goudronnée et possède deux îlots de verdure plantés chacun d'un arbre (tilleul et platane). La place contient aussi une croix massive et un monument aux morts. On note la présence de bancs. Cet espace est donc multifonctionnel.



4.2.3. Etude des réseaux urbains : bilan

Le diagnostic réalisé révèle un certain nombre de carences et de points forts en ce qui concerne la capacité des réseaux de l'ensemble des communes.

Commune	Schéma communal d'assainissement	Compétence "Assainissement"	Assainissement collectif (STEP Capacité)	Carte d'aptitude des sols	Schéma des eaux pluviales	Réservoir / Château d'eau Capacité	Plan AEP des réseaux	Plan EDF des réseaux
Alan	OUI		NON	OUI	NON	Suppresseur d'eau - 10 m3	OUI	OUI
Aulon	OUI	SEBCS	NON	OUI	NON	Réservoir semi-enterré - 200m3	OUI	OUI
Aurignac	OUI	SEBCS	OUI (300 EqH)	OUI	NON	2 Réservoirs semi-enterrés - 750 m3	OUI	OUI
Bachas	OUI	Syndicat Mixte des Eaux et de l'Assainissement de la Haute garonne (SMEAHT)	NON	OUI	OUI	Réservoir semi-enterré - 100m3	OUI	OUI
Benque	OUI	SEBCS	NON	OUI	NON	Château d'eau - 300m3	OUI	OUI
Boussan	NON	SMEAHT	NON	OUI	NON	Réservoir semi-enterré - 100m3	OUI	OUI
Bouzin	OUI	SEBCS	NON	OUI	NON	Réservoir semi-enterré - 150m3	OUI	OUI
Cassagnabère - Tournas	OUI	SEBCS	OUI (450 EqH)	OUI	NON	Château d'eau - 300m3	OUI	OUI
Cazeneuve Montaut	OUI	SEBCS	NON	OUI	NON	Réservoir semi-enterré - 150m3	OUI	OUI
Eoux	OUI	SEBCS	NON	OUI	NON	Réservoir semi-enterré - 100m3 1 Suppresseur d'eau - 150 m3	OUI	OUI
Esparron	OUI	SEBCS	NON	OUI	NON	Réservoir semi-enterré - 150m3	OUI	OUI
Latoue	OUI	SEBCS	NON	OUI	NON	1 Château d'eau 1000m3 6 Réservoirs semi-enterrés - 3625 m3	OUI	OUI
Montoulieu Saint Bernard	OUI	SMEAHT	NON	OUI	NON	Réservoir semi-enterré - 500m3	OUI	OUI
Peyrissas	OUI	SEBCS	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI
Peyrouzet	OUI	SEBCS	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI
Saint André	OUI - Cartes	SMEAHT	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI
Saint Elix Seglan	OUI	SMEAHT	NON	OUI	NON	Réservoir semi-enterré - 100m3	OUI	OUI
Samoullian	OUI	SEBCS	NON	OUI	OUI fossé (Carte aptitude des sols)	NON	OUI	OUI
Terrebasse	OUI	SEBCS	NON	OUI	NON	Château d'eau - 150 m3 Réservoir semi-enterré - 100m3	OUI	OUI

a Desserte en eau potable

Le Syndicat des Eaux Barousses Comminges Save assure la gestion de l'eau potable sur l'ensemble de la communauté de communes des Terres d'Aurignac.

L'adduction en eau potable sur l'ensemble des communes est suffisante.

15 communes disposent de réserves d'eau sur leur territoire (par des châteaux d'eau, des réservoirs semi enterrés ou des supprimeurs d'eau).

Sur l'ensemble du territoire, même si certains hameaux, du fait de leur altitude par rapport aux réservoirs, sont plus difficiles à desservir, aucune commune n'a de problème en termes d'adduction en eau potable.

A noter qu'il n'y a pas de captages recensés sur les communes.

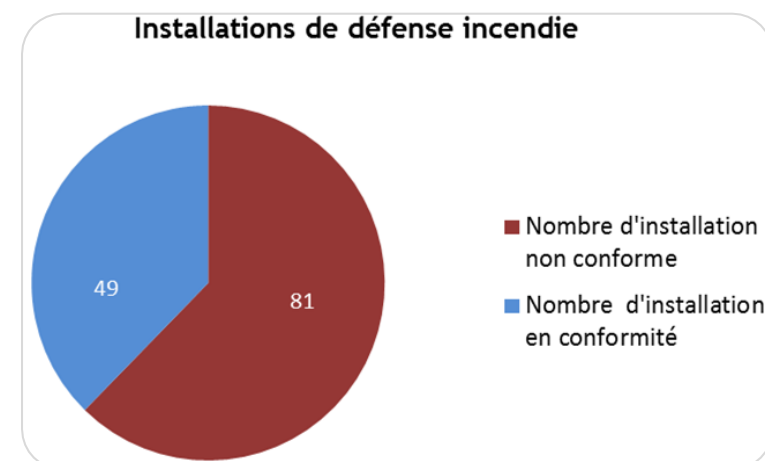
Sur la commune d'Aurignac, d'une manière générale, on peut dire que la commune est bien desservie en eau potable. Des extensions de réseaux ont été réalisées et ont permis d'alimenter de nombreux logements supplémentaires.

Le territoire dispose d'une capacité de stockage d'eau de 8085 m³. Une majeure partie des stocks est implantée sur la commune de Latoue.

b La sécurité incendie

La sécurité incendie est « sommaire » sur la plupart des communes du territoire. La plupart des communes disposent de poteaux incendie mais, dans la majorité des cas, une part importante de ces derniers n'est pas aux normes. Seules 4 communes disposent de poteaux incendie permettant d'assurer la défense incendie (Terrebasse, Peyrouzet, Montoulieu Saint Bernard, Cassagnabère Tournas). Sur la commune de Latoue, un seul hameau est aux normes concernant la défense incendie. Globalement, la sécurité incendie est peu ou mal assurée sur l'ensemble des communes, les hameaux ne sont pas équipés pour assurer la défense incendie et la part des installations en conformité avec la réglementation est de 37,7 %.

	Nombre d'installation ⁶	Installation conforme	Part des installations conformes
ALAN	12	3	25,0
AULON	8	1	12,5
AURIGNAC	29	17	58,6
BACHAS	3	1	33,3
BENQUE	2	/	0,0
BOUSSAN	9	3	33,3
BOUZIN	2	1	50,0
CASSAGNABERE-TOURNAS	18	5	27,8
CAZENEUVE-MONTAUT	2	1	50,0
EOUX	5	1	20,0
ESPARRON	4	4	100,0
LATOUE	11	5	45,5
MONTOULIEU-ST-BERNARD	5	2	40,0
PEYRISSAS	2	/	0,0
PEYROUZET	2	1	50,0
SAINT-ANDRE	8	2	25,0
SAINT-ELIX-SEGLAN	2	/	0,0
SAMOUILLAN	3	1	33,3
TERREBASSE	3	1	33,3



⁶ Englobe les cuves, les poteaux incendie, les bassins et les poteaux d'aspiration

c L'assainissement

Les eaux usées

En majorité, sur le territoire l'assainissement des eaux usées se fait par des systèmes non collectifs. Seules les communes de Cassagnabère-Tournas et d'Aurignac dispose d'une station d'épuration.

STEP Cassagnabère-Tournas									Norme		
Année de construction	Etat général	Capacité nominale	Nombre d'abonnés en 2013	Filière	Destination des boues	Milieu récepteur (état visuel)	Nuisances signalées	Laboratoire d'analyses des eaux	MES	DCO	DBO5
2013	Bon	400 EH	109	Lits plantés de roseaux	Epandage agricole	Ruisseau de la Housse (Bon)	RAS	LDE 32 (1 bilan tous les 2 ans)	35 mg/l	125 mg/l	25 mg/l

La station a été remise en bon état de fonctionnement en 2013.

STEP Aurignac									Norme		
2003	Bon	300 EH	290	Lagunage	Epandage agricole	Ruisseau Rodes (Bon)	RAS	LDE 32 (1 bilan tous les 2 ans)	35 mg/l	125 mg/l	25 mg/l
2013		1200 EH	Des travaux portés par le Syndicat des Eaux Barousse Comminges Save ont permis l'extension de la station d'épuration pour augmenter sa capacité et desservir à terme l'ensemble de la population.								

Ces deux stations dépurations sont désormais conformes en équipement et en performance au regard de la réglementation.

L'assainissement non-collectif

La majorité des communes ont délégué le contrôle du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) au Syndicat des Eaux de la Barousse Comminges Save. Seules les communes de Bachas, Boussan, Montoulieu Saint-Bernard, Saint-André et Saint-Elix Seglan ont délégué le contrôle du SPANC au Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement (SMEA).

De manière générale, il ressort que les sols sur la communauté de communes ont une mauvaise aptitude à l'assainissement du fait de couche argileuse présentent dans le sol qui limitent l'infiltration.

Seules les communes de Terrebasque et de Montoulieu-Saint-Bernard disposent, sur certaines parties de leur territoire, de sols plus favorables à l'assainissement autonome.

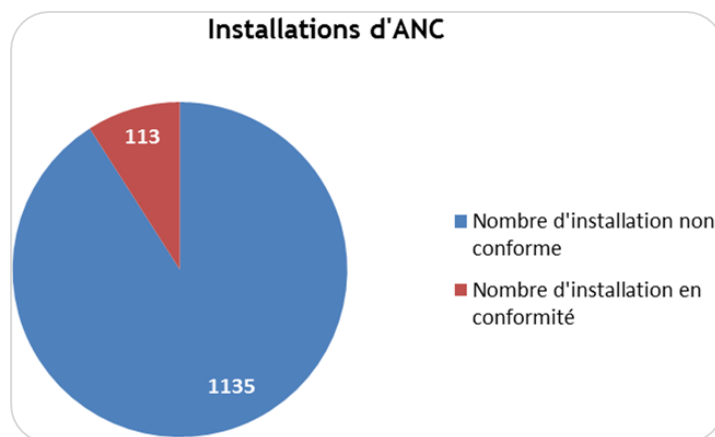
Le Plan Local d'Urbanisme devra prendre en compte les préconisations en termes de surface nécessaires à l'épuration des effluents pour les nouvelles constructions, conformément à la carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome.

De plus, certains secteurs sont inconstructibles car ils ne peuvent pas recevoir des systèmes d'assainissement autonome (du fait notamment de la nature des sols ou encore des fortes pentes).

Globalement, les communes localisées au Sud d'Aurignac disposent d'une meilleure aptitude des sols à l'assainissement autonome.

D'après les diverses contraintes environnementales, techniques et financières, la commune d'Aurignac a choisi de placer en zone d'assainissement collectif les secteurs du bourg et en assainissement non collectif le reste du territoire communal. 80 % du bourg est raccordé au réseau collectif. Ainsi, la vieille ville et les quartiers de Pountet, Cap d'Armas, secteur des équipements publics (DDE, gendarmerie...) et les quartiers situés le long de la route de Boulogne sont desservis. Le quartier de Motis est également partiellement desservi. Pour les secteurs non raccordables, une Carte d'Aptitude des Sols à l'Assainissement Autonome (CASAA) a été réalisée afin de déterminer les dispositifs d'assainissement à préconiser. L'ensemble des terrains étudiés présente une aptitude relativement peu favorable à l'assainissement autonome.

Afin de limiter au maximum l'impact des nouvelles constructions sur l'environnement, le PLU impose dans la zone UC, une taille minimum de terrain de 2500m² en cas d'assainissement avec infiltration dans le sol (4 rejets à l'hectare).



	Nombre installation ANC	Nombre installation conforme	DIAGNOSTIC DES INSTALLATIONS ANC EN %			
			A	AC	SP	NA
ALAN	/	/	/	/	/	/
AULON	229	14	8	19	17	56
AURIGNAC	178	17	14	20	30	36
BACHAS	/	/	/	/	/	/
BENQUE	87	6	10	24	17	49
BOUSSAN	96	18	19	53	21	7
BOUZIN	44	8	14	29	25	32
CASSAGNABERE TOURNAS	175	26	9	23	20	48
CAZENAUE MONTAUT	37	0	6	40	31	24
EOUX	67	8	14	8	23	55
ESPARRON	34	1	3	33	7	57
LATOUE	168	23	5	31	26	38
MONTOULIEU SAINT BERNARD	/	/	/	/	/	/
PEYRISSAS	46	2	7	22	28	43
PEYROUZET	45	3	7	28	29	35
SAINT ANDRE	/	/	/	/	/	/
SAINT ELIX SEGLAN	/	/	/	/	/	/
SAMOUILLAN	65	3	12	20	27	41
TERREBASSE	73	2	15	14	26	44

A = comme acceptable : les installations sont complètes et réglementaires

AC = comme acceptable avec réserves : les installations sont complètes, réglementaires ou non et faisant l'objet d'une réserve ne mettant pas en cause le fonctionnement

SP = comme suspicion de pollution : installations incomplètes ou qui dysfonctionnent

NA = comme non acceptable : installations incomplètes ou inexistantes présentant un rejet d'eaux brutes.

Les eaux pluviales

Aucune commune n'est équipée d'un réseau d'eaux pluviales. Seuls les centres bourgs sont généralement équipés d'un réseau pluvial.

Sur le reste du territoire les eaux de pluies se déversent dans les fossés.

Les pentes rencontrées sur les communes du secteur engendrent un écoulement satisfaisant des eaux de pluies. Aucun débordement n'est à signaler.

Pour la Commune d'Aurignac, les eaux du village sont collectées par l'ancien réseau unitaire et rejetées dans le ruisseau de Rhodes, de même que toutes les eaux des bassins versants Sud et Ouest de la commune. On constate des dysfonctionnements dans les quartiers du Cap d'Armas et du Boué.

(Voir cartographie page suivante : dispositifs d'assainissement autonome)

d Réseaux électriques

L'ensemble des communes est correctement alimenté en électricité. L'alimentation est de qualité. Il n'y a pas de carences dans ce domaine.

4.3. Analyse du potentiel de densification

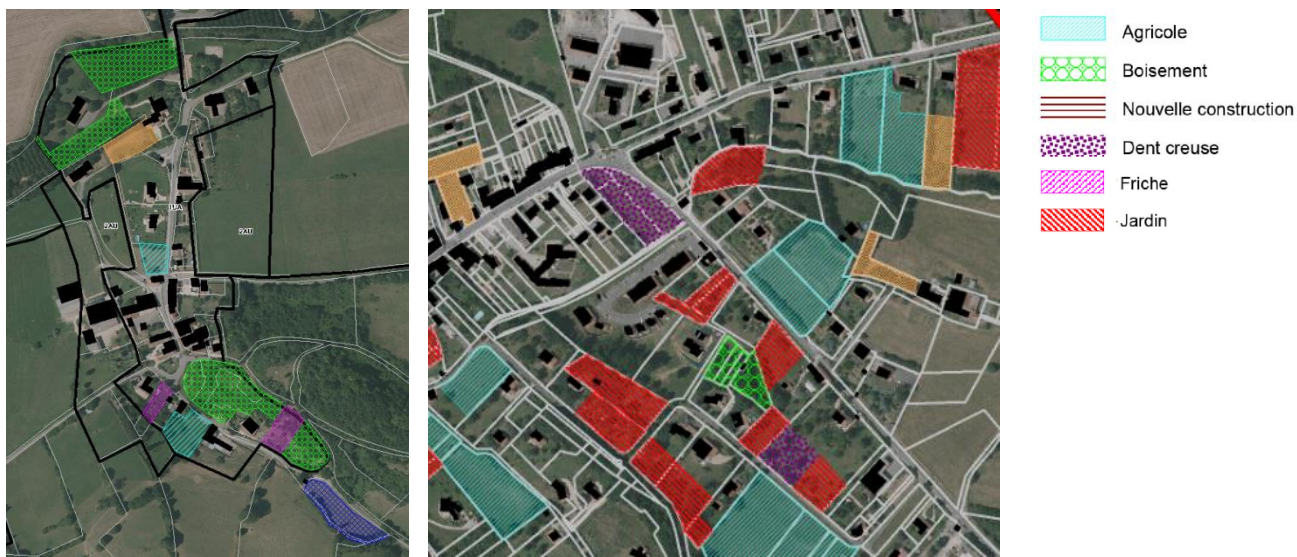
4.3.1. Méthodologie et potentiel de densification

Depuis la Loi ALUR, les PLU doivent intégrer une analyse des capacités de densification dans leur rapport de présentation.

Afin d'analyser au mieux les capacités de densification, le travail a été réalisé en plusieurs étapes :

- Etape n°1 : repérage de toutes les parcelles disponibles dans les zones urbaines définies lors des premiers travaux sur le PLUi à l'échelle des 18 communes rurales (arrêté mais non approuvé) et du PLU de la ville d'Aurignac (approuvé).
- Etape n°2 : Vérification sur le terrain de l'occupation du sol des parcelles libres dans les espaces urbanisés.

Exemples :



Ce premier travail a abouti sur l'identification d'un potentiel de densification dans les zones urbaines à des fins d'habitat d'environ 192 ha soit environ 4 fois le besoin foncier maximal évalué dans le scénario de développement (47 ha environ)

Occupation des espaces libres	Nouvelle							Total
	Non attribué	Jardin	Friche	Agricole	Boisement	construction	Dent creuse	
Total	12,02	39,13	7,55	110,84	11,22	5,89	5,95	192,60

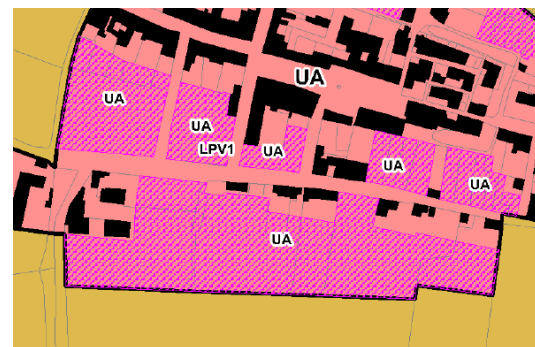
4.3.2. Un travail de zonage fin (à la parcelle) afin de réduire le potentiel constructible

A partir de ce bilan, il a été nécessaire de définir au PADD des principes stricts pour pouvoir atteindre l'objectif de 47 ha constructibles au zonage du PLUi (disponibilités en zone urbaines et zones à urbaniser) :

- Cibler en priorité les bourgs centres lorsque toutes les conditions sont réunies et évaluer dans un second temps quels pourraient être les hameaux support de développement si le bourg ne peut être support de l'ensemble de l'urbanisation future.
- Maintenir la cohérence urbaine des bourgs et des quartiers en favorisant des extensions urbaines de qualité en lien avec les noyaux urbains existants
- Stopper le développement urbain diffus et linéaire en dehors des panneaux d'entrée de village ou de quartier en permettant uniquement un comblement des dents creuses. Des adaptations ponctuelles pourront avoir lieu par exemple en cas d'urbanisation linéaire traditionnelle des bourgs.
- Privilégier un classement agricole des parcelles présentant un réel potentiel pour l'activité agricole.
- Maintenir le potentiel agricole sur les hameaux agricoles
- Préserver les jardins présentant un intérêt particulier : intérêt paysager, espace de respiration, etc.
- Assurer une « couture urbaine » entre centres anciens et quartiers résidentiels récents

Pour traduire ces principes au zonage, plusieurs outils ont été mobilisés :

- La suppression de zones urbaines, notamment sur de nombreux hameaux du territoire, pour un reclassement en zone agricole
- La mise en place de trames « jardins » au titre de la loi paysages ou de « terrains agricoles cultivés en zone urbaine » pour éviter de décompter comme potentiel constructibles des terrains qui ne muteront pas à l'horizon du PLU.

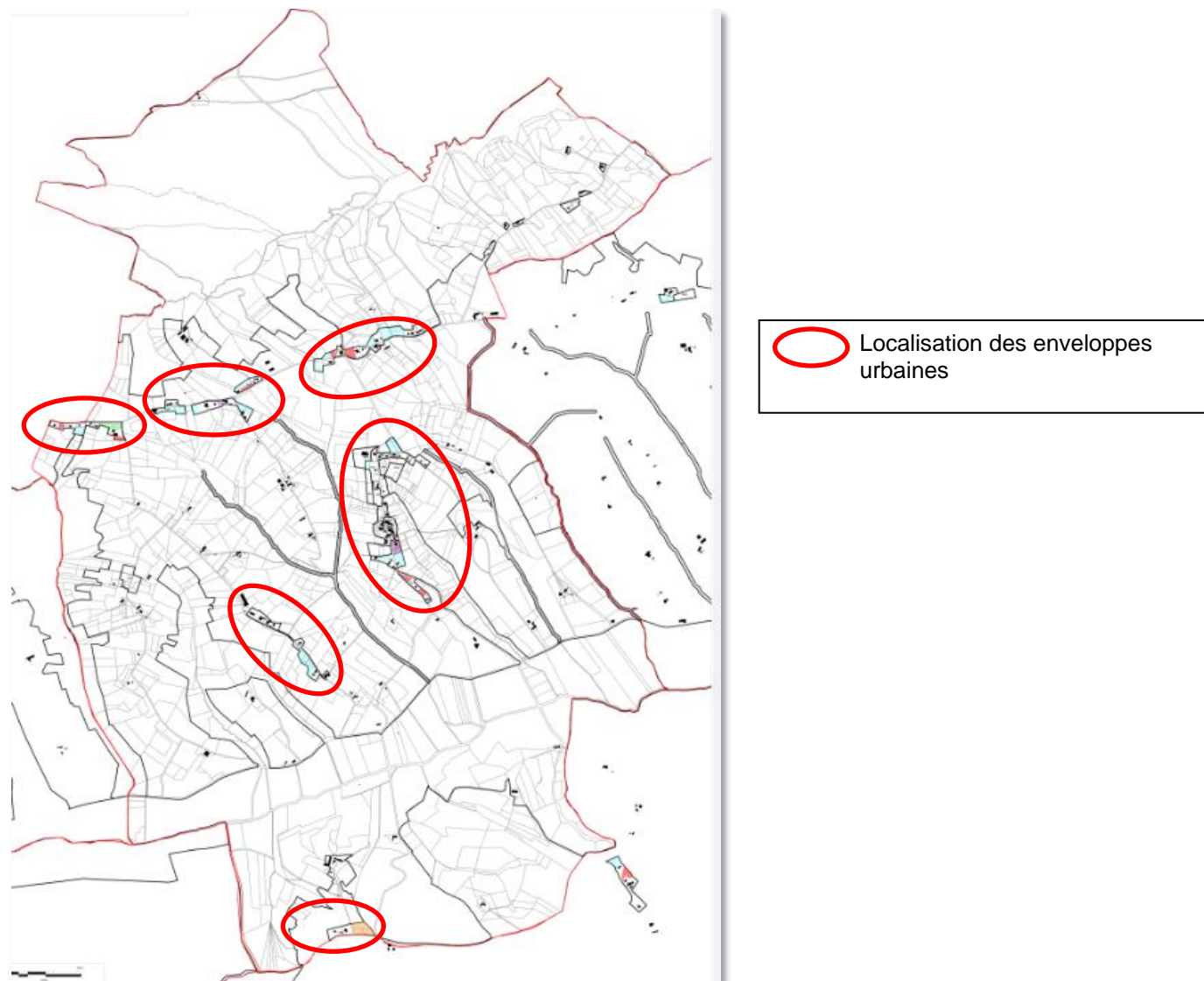


Exemple de trames sur des parcelles jardinées ou en parc sur le bourg d'Alan

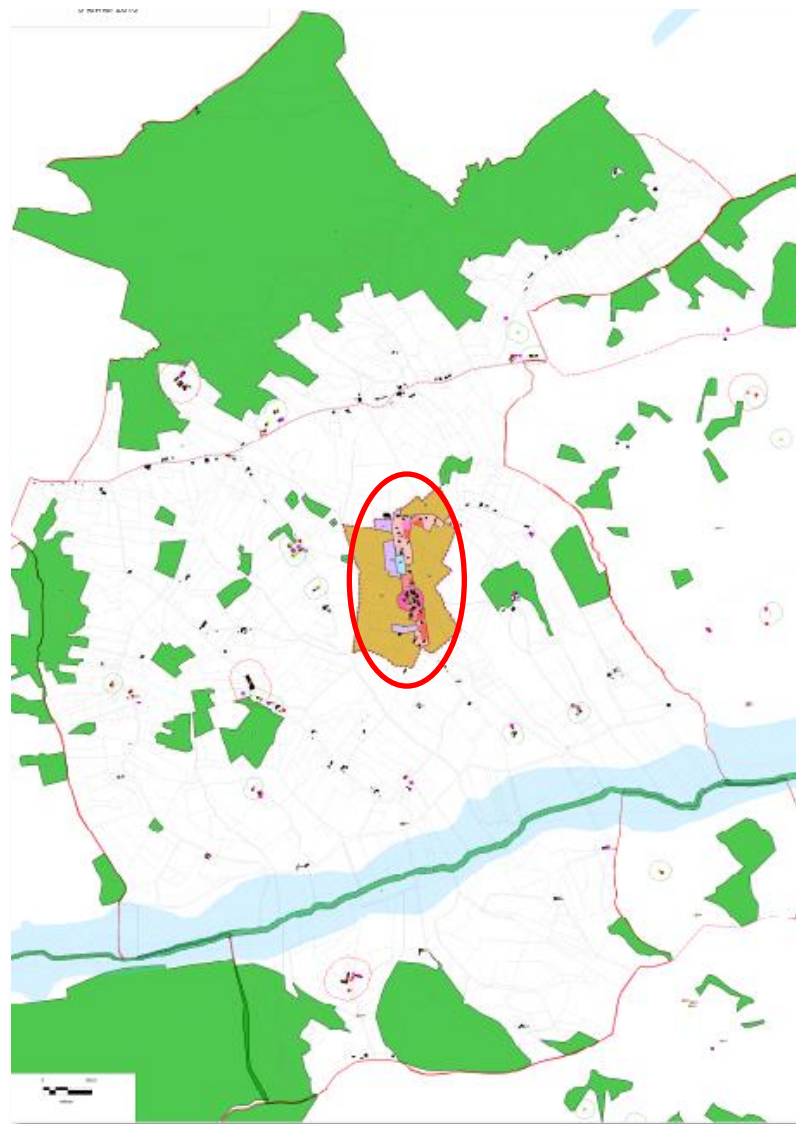
Pour illustrer les efforts consentis pour réduire l'enveloppe urbanisable sur la CCTA, prenons l'exemple d'une commune (Saint-André) avec :

- Une première carte présentant l'étude du potentiel constructible sur les enveloppes urbaines du premier PLUi non approuvé (2010)
- Une seconde carte (provisoire) présentant le zonage de la commune en 2015 suite au travail sur la traduction réglementaire et sur le potentiel de densification.

Exemple de Saint-André : Etude du potentiel de densification sur la base des enveloppes urbaines du premier PLUi (non approuvé en 2010)



Exemple de Saint-André : zonage de la commune en 2015 suite au travail sur la traduction règlementaire et sur le potentiel de densification.



Localisation des enveloppes
urbaines

Suite au travail sur la traduction réglementaire, le potentiel constructible au sein des espaces déjà urbanisés ("dents creuses") sur l'ensemble de la Communauté de communes est évalué comme suit :

- 27 hectares de parcelles « disponibles » (hors rétention foncière)
- Un potentiel de 160 à 170 logements (hors rétention foncière) sur la base d'une densité de
 - 1300 m² par logement sur la commune-centre d'Aurignac,
 - 1500 m²/logement sur les pôles relais,
 - 1800 m²/logement sur les communes rurales

Surfaces (en ha) des parcelles disponibles dans les zones urbaines				Nombre de logements possible (hors rétention foncière) en densification des tissus
Communes	UA	UB	TOTAL	
Alan	0,23	0,00	0,23	1
Aulon	1,26	1,33	2,60	17
Aurignac	0,27	4,19	4,45	34
Bachas	0,62	0,20	0,82	5
Benque	0,85	0,72	1,57	9
Boussan	0,00	3,45	3,45	19
Bouzin	0,11	0,88	1,00	6
Cassagnabère-Tournas	0,34	0,59	0,93	6
Esparron	1,78	0,00	1,78	10
Latoue	0,57	1,09	1,66	11
Montoulieu-Saint-Bernard	0,00	3,04	3,04	17
Peyrissas	0,63	0,89	1,52	8
Peyrouzet	0,94	0,56	1,50	8
Saint-André	0,00	0,57	0,57	4
Saint-Élix-Séglan	0,97	0,00	0,97	5
Samouillan	0,21	0,81	1,02	6
TOTAL	8,78	18,33	27,11	167

4.4. SYNTHESE ORGANISATION URBAINE ET RESEAUX

ATOUTS-OPPORTUNITES :

Bâti et urbanisme (conservation et protection)

- + Espaces tampons entre les bourgs et les grandes cultures, occupés par des potagers ou des jardins, servant d'écrin vert et soulignant la silhouette des villages
- + Éléments isolés à valeur architecturale (maisons bourgeoises, châteaux, moulins)
- + Fenêtres et belvédère sur l'espace rural depuis les villages
- + Patrimoine religieux : clocher-mur, nombreuses chapelles

Réseaux urbains

- + Une desserte en réseaux de qualité pour l'ensemble des communes

FAIBLESSES-MENACES :

Bâti et urbanisme (conservation et protection)

- Développement urbain lâche le long des voies, surtout en crête
- Développement urbain en nappe à l'est d'Aurignac
- Développement de bâtiments commerciaux le long la RD 635
- Constructions récentes isolées, déconnectées de la trame urbaine, participant au mitage
- Aménagements de voirie très « urbains » dans les villages et multiplication du mobilier urbain inadapté dans les petits villages (potelets, garde-corps,...)

Réseaux urbains

- Des capacités d'adduction en eau potable insuffisantes sur la commune de Peyrissas
- Des sols peu adaptés aux dispositifs d'assainissement autonome (notamment dans la partie Nord du territoire)

ENJEUX :

Bâti et urbanisme (conservation et protection)

- ☒ Bâti ancien en ruines (Moulins, fermes,...)
- ☒ Patrimoine archéologique (abords de la grotte de Rodes, de la piscine gallo-romaine)
- ☒ Entrée dans les villages

Réseaux urbains

- ☒ Maintien et amélioration des infrastructures de desserte en réseaux
- ☒ Amélioration des systèmes d'assainissement non collectifs
- ☒ Amélioration de la défense incendie